



## Un nouveau concert des nations

*Chanter pour les affamés d'Ethiopie  
et espérer que l'aide leur parviendra*

Voici que, forme nouvelle de l'antique et diplomatique « concert des nations », le plus grand rassemblement de chanteurs rock de tous les temps, à Wembley, en Grande-Bretagne, et à Philadelphie, aux Etats-Unis, va permettre de libérer un chèque de 50 millions de dollars à l'ordre de l'Afrique affamée. Mick Jagger, David Bowie, Bob Dylan, Paul Mac

Cartney, Elton John, Stevie Wonder, de même que les Who et une cinquantaine de groupes vont se relayer pour l'opération *Live Aid*. Le concert, qui commence ce samedi à 11 heures, durera seize heures et sera diffusé par satellite dans 143 pays. Les stades de Wembley et de Philadelphie pourront accueillir plus de 150 000 spectateurs. On prévoit dans le monde

près d'un milliard de téléspectateurs. La détresse est telle, en Ethiopie et au Soudan surtout, que cette bonne volonté musicale est la très bienvenue. Mais ces fonds parviendront-ils à leurs destinataires ? Notre envoyé spécial à Addis-Abeba a constaté les difficultés rencontrées pour la distribution de l'aide internationale.

### De notre envoyé spécial

Addis-Abeba. - Partis la veille de leurs villages, ils ont marché plusieurs heures pour atteindre le lieu où le grain tombe du ciel, à 160 kilomètres au nord d'Addis-Abeba. Ils attendent patiemment, accroupis de part et d'autre d'une immense étendue de tourbe, et d'herbe où se pose d'abord un hélicoptère du Secours polonais à l'Ethiopie, chargé de guider le largage. Arrive enfin le gros oiseau : un Hercules C-130 de la Royal Air Force. A cinq reprises, l'avion survole le terrain en rase-mottes, larguant chaque fois une pelan-

quée, de sacs qui bondissent comme des chiens fous et, souvent, se vidant de leur blé. Mais rien ne sera perdu : munis chacun d'un pied de brousse en guise de balayette, les paysans vont ratisser chaque ponce de sol. Les femmes, ensuite, feront le tri, grain par grain.

Ces manœuvres de largage sont répétées chaque jour depuis des semaines, sous la haute autorité de la RRC (Relief and Rehabilitation Commission), l'organisme éthiopien d'aide aux victimes de la famine.

ROGER CANS.

(Lire la suite page 3.)



### Avec ce numéro

LE MONDE  
Aujourd'hui

### Dix mille femmes avec l'ONU à Nairobi

Leurs droits, leur statut :  
Europe, Etats-Unis, Afrique, Islam

### ÉTATS-UNIS

### Le petit monde de Bruce Springsteen

(Page 6)

### YÉMEN DU NORD

### Il faut sauver Sanaa !

(Page 6)

## M. Nakasone à Paris

### De l'ignorance cordiale au dialogue

M. Nakasone est arrivé samedi 13 juillet à Paris pour une visite de quatre jours. Le premier ministre japonais a été reçu par M. Mitterrand, puis par M. Fabius, puis par M. Mitterrand, avant d'être reçu dans l'après-midi à la Sorbonne, pour dîner, dimanche, au domicile de M. Mitterrand. Sa visite à Paris, qui précède celle qu'il fera à Rome et à Bruxelles, est l'aboutissement d'un voyage de M. Nakasone en Europe, mais traduit aussi, de la part de la France, le souci d'améliorer ses rapports, assez distendus jusqu'à ces dernières années, avec le Japon.

« Nos relations se sont renforcées... Il est vrai que nous portions d'assez bas... » Ainsi M. Mitterrand a-t-il résumé, voici quelques jours à la télévision japonaise, l'évolution récente des rapports Paris-Tokyo. Non sans rappeler qu'il avait fait, en 1982, la première visite d'Etat d'un président français au Japon, dont il garde « un très bon et très fort souvenir ».

C'est en fait l'année précédente que les relations entre les deux pays, jusqu'alors fondées sur une sorte de mutuelle ignorance cordiale, sont entrées dans une phase plus active. Un comité des sages a été chargé d'en dresser le bilan, et de formuler des suggestions. Dans la foulée du voyage présidentiel, les visites ministérielles se sont multipliées des deux côtés, cependant que croissait l'intérêt des dirigeants japonais pour le Communauté européenne dans son ensemble (le Monde du 13 juillet).

On souhaite beaucoup, à Paris, que ce contact avec M. Nakasone ne soit pas uniquement perçu, du côté japonais, comme l'occasion de convoquer Tokyo à acheter davantage de produits *made in France*. Même si le déséquilibre des échanges avec le Japon est le troisième en volume après ceux enregistrés avec la RFA et les Pays-Bas et si la France ne représente que 1 % des importations japonaises. Sans méconnaître l'importance de ces questions, voire leur gravité, M. Mitterrand veut aussi mettre l'accent sur la dimension politique de ce regain d'intérêt des deux pays l'un pour l'autre.

Il est vrai que le président français disposerait, s'il lui était besoin de forcer l'attention de son hôte, d'un moyen efficace : la préparation du prochain sommet des

pays les plus industrialisés, prévu pour juin 1986 au Japon. M. Mitterrand, qui est revenu assez amer de celui de Bonn, en mai dernier, ne cache pas la réserve que lui inspirent, d'une manière générale, ces rencontres à grand spectacle (même si la France, sous ce rapport, s'est elle-même distinguée à Versailles en 1982), dont ne sortent pas toujours beaucoup de décisions concrètes. Il laisse néanmoins planer le doute sur sa participation aux prochaines retrouvailles des dirigeants des Sept (1).

Or pour les Japonais, ces sommets sont fort importants : ils constituent en effet une occasion unique, pour eux qui n'appartiennent ni à la CEE ni à l'Otan, de rencontrer en même temps l'ensemble de leurs grands partenaires occidentaux.

BERNARD BRIGOLEUX.  
(Lire la suite  
et notre dossier page 4.)

(1) Etats-Unis, Canada, Japon, RFA, Italie, France et Grande-Bretagne.

## M. Reagan opéré d'une tumeur « précancéreuse »

### Les chirurgiens doivent lui enlever une partie de l'intestin

M. Ronald Reagan, qui était entré vendredi 12 juillet à l'hôpital de Bethesda, près de Washington, pour l'ablation d'un petit polype intestinal bénin, est resté sur la table d'opération beaucoup plus longtemps que prévu. Il devait subir une deuxième opération ce samedi. Au cours de l'examen médical qui a suivi la première intervention, les médecins ont, en effet, découvert une tumeur plus grosse, qualifiée de « précancéreuse ». Le président américain est âgé de soixante-quatorze ans.

### Correspondance

Washington. - Le président Reagan devait être opéré ce samedi 13 juillet en vue de l'ablation d'une grosse tumeur « précancéreuse » découverte dans son intestin, plus exactement dans le cœcum, à la jonction du côlon et de l'intestin grêle. Selon le docteur Otter, chirurgien-chef de l'hôpital naval de Bethesda, le président est dans une très bonne

condition physique et ses chances de rétablissement normal et complet sont excellentes.

Néanmoins, après l'opération d'une durée de quatre heures, le président devra rester à l'hôpital entre sept et dix jours.

M. Reagan, qui devait partir se reposer dans sa résidence de Camp David, a préféré se faire opérer immédiatement, plutôt que de revenir à l'hôpital dans deux ou trois semaines pour l'opération de colectomie visant à enlever la partie de l'intestin atteinte par la tumeur dont un prélèvement avait été examiné en laboratoire.

Si l'examen confirmait qu'il s'agit d'un adénome villositaire, la tumeur devrait être considérée comme une anomalie du côlon de nature à se développer et à devenir cancéreuse ; mais selon les spécialistes interrogés, ce risque représente 10 à 20 % des cas.

La nouvelle de l'opération a été accueillie avec surprise et a provoqué quelques remous dans la capitale, où personne ne s'attendait

que l'examen sigmoïdoscopique aboutisse à la découverte de cette tumeur. En mars dernier, un examen de routine avait révélé la présence d'un petit polype inflammatoire qui, à l'examen, s'était révélé bénin, comme d'ailleurs un autre polype, découvert l'année précédente. Les médecins avaient alors décidé, au printemps dernier, d'enlever ce polype et de procéder en même temps à un examen plus complet du côlon.

Le docteur Linna, chef du département de pathologie à l'Institut national du cancer, a déclaré que si l'examen en laboratoire révélait la présence de quelques cellules cancéreuses à l'intérieur du polype, les risques de propagation étaient faibles. Le docteur Bedine, spécialiste des maladies intestinales de l'école de médecine Hopkins, a indiqué que, dans l'hypothèse où des cellules cancéreuses seraient découvertes, il faudrait enlever la partie atteinte de la paroi du côlon ; dans ce cas, les chances de survie cinq ans après l'opération dépasseraient 90 %.

La Maison Blanche a indiqué que pendant son hospitalisation, le président continuerait à travailler. Néanmoins, répondant aux journalistes, qui lui demandaient si le vice-président Bush pourrait être appelé à exercer temporairement les fonctions présidentielles, M. Speakes, porte-parole de la Maison Blanche, a dit : « Nous sommes prêts à faire face à toute éventualité ». Il est probable que M. Bush remplacera le président dans les cérémonies officielles, comme il l'avait fait dans les semaines qui suivirent la tentative d'assassinat de M. Reagan en mars 1981.

L'annonce de l'opération a créé dans les milieux politiques un mouvement de sympathie pour le président septuagénaire. Ainsi les démocrates ont décidé, « par respect pour le président », de ne pas répondre, comme prévu, à l'allocution du président enregistrée au début de la semaine sur l'initiative de défense stratégique.

HENRI PIERRE.

## 14 JUILLET

### La conversion spatiale des armées françaises

(Lire page 16)

l'article de JACQUES ISNARD

### 2 300 détenus graciés par le président de la République

(Lire page 9)

l'article de PHILIPPE BOUCHER

### Deux siècles de fête nationale

(Lire pages X à XII)

du Monde Aujourd'hui

## Des shérifs dans les avions américains ?

### Washington le souhaite, les pilotes renâclent

Soucieux de riposter au détournement du Boeing de la TWA, le 14 juin, et de prévenir la répétition de tels actes de piraterie aérienne, Washington semble décidé à contraindre les compagnies américaines à accepter des gardes armés à bord de leurs avions.

La discussion se poursuit au sein du Government Security Board placé auprès du ministre des transports entre les représentants des grandes compagnies et les spécialistes de la lutte antiterroriste. La mesure est moins simple à mettre en œuvre qu'il n'y paraît, car cette commission doit répondre, au préalable, à plusieurs questions : Faut-il annoncer à grand renfort de trompes la présence de *sky marshalls* (des shérifs de l'air), qui exaspèrent les pilotes, en général hostiles à une telle protection ? De quelles armes seront munis ces gardes, de

façon qu'un échange de coups de feu en plein vol ne provoque qu'un minimum de dégâts ? Qui, de l'Etat fédéral ou des compagnies, supportera la rémunération de l'ange gardien patenté ? Sur quels vols placer les gardes ?

Les Etats-Unis vont ainsi renouer avec une pratique qui avait porté ses fruits à la fin des années 60. A l'époque, les détournements d'avions s'étaient multipliés, vers Cuba notamment. L'introduction d'un *sky marshall* dans les appareils avait permis de venir à bout de la piraterie aérienne, qui tendait à devenir une véritable manie.

La compagnie israélienne El Al, Iraqi Airways et l'Aeroflot soviétique utilisent ce système. La compagnie naut-allemande Lufthansa y a eu recours pendant les années noires de la « bande à Baader ». Curieusement, depuis

1970, la très placide Swissair, elle-même, embarque, sur certains vols internationaux, « à risques », des policiers cantonaux baptisés pour la circonstance les « tigers » et équipés d'armes tirant des balles de caoutchouc.

Les partisans de cette formule font valoir l'efficacité d'une contre-attaque menée de l'intérieur de l'avion. Ils rappellent l'échec de plusieurs détournements sur les lignes soviétiques et irakiennes. La dissuasion semble, de plus, remarquablement efficace si l'on en juge par l'absence de tentative de piraterie contre les avions d'El Al, pourtant particulièrement menacés.

Dans le camp opposé, on trouve tous ceux qui estiment qu'il serait dangereux de transformer un avion volant à 9 000 mètres d'altitude en champ de tir.

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 5.)



## Dates

### RENDEZ-VOUS

**Dimanche 14 juillet.** - Canada : visite de la reine Elisabeth.

**Lundi 15 juillet.** - Bolivie : élections.

**Nouvelle-Zélande :** Visite du secrétaire d'Etat américain M. George Shultz. Fin de la visite de M. Nakasone, premier ministre japonais, en France.

**Mercredi 17 juillet.** - Réunion sur le projet Eureka à Paris.

**Jeudi 18 juillet.** - Addis-Abeba : sommet de l'OUA. Rencontre entre MM. Kohl et Mitterrand à Strasbourg.

### SPORTS

**Mardi 16 juillet.** - Athlétisme : Grand Prix de Nice.

**Jeudi 18 juillet.** - Golf : Open de Grande-Bretagne à Sandwick (Kent) (jusqu'au 21 juillet).

**Vendredi 19 juillet.** - Athlétisme : Championnats de France à Colombes (jusqu'au 21 juillet).

**Dimanche 21 juillet.** - Automobile : Grand Prix de formule 1 de Grande-Bretagne à Silverstone ; Cyclisme : arrivée du Tour de France à Paris ; Motocyclisme : Grand Prix de vitesse de France au Mans.

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 69572 F  
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cinquante ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

500.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :

Daniel Veret.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Imprimé par :

« Le Monde »,

5, rue des Italiens,

75427 PARIS CEDEX 09.

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 085 F 1 380 F

2 - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal

(ou par virement) voudront bien joindre au

chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (dont sommes de plus) : nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins avant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi

à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie,

500 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche,

20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 \$ ;

Côte d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark,

7,50 kr. ; Espagne, 180 pes. ; E.-U., 1,10 \$ ;

G.-B., 55 p. ; Grèce, 80 dr. ; Hongrie, 80 p. ;

Italie, 2 000 L. ; Liban, 475 P. ; Libye,

0,250 DL ; Luxembourg, 40 fr. ; Norvège,

11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal,

120 esc. ; Roumanie, 400 F CFA ; Suède,

11 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; Yougoslavie, 110 nd.

## IL Y A QUARANTE-CINQ ANS, LA BATAILLE D'ANGLETERRE

# Goering perd la guerre dans le ciel

C'est le 10 juillet 1940, selon la chronologie britannique, que débute la bataille d'Angleterre. Ce jour-là, en effet, la Luftwaffe lance une attaque en force contre la navigation anglaise à travers la Manche, prélude à une série ininterrompue de raids aériens qui vont durer jusqu'à l'automne avec pour objectif l'annihilation de la RAF et la conquête par les ailes allemandes de la maîtrise du ciel britannique. Le calendrier allemand, quant à lui, est légèrement différent : il fait partir la bataille du 3 juillet et la clot avec la décision de Hitler de décommander le projet de débarquement en Angleterre.

Pourtant, c'est beaucoup plus tôt, dès le 18 juin, que la « dernière bataille romantique » a reçu son nom. Le terme, en effet, a été forgé par Churchill dans un grand discours aux Communes où il exprimait la résolution inébranlable de la Grande-Bretagne, seule face à Hitler, au lendemain de la demande d'armistice faite par le maréchal Pétain : « Ce que le général Weygand a appelé la bataille de France a pris fin. La bataille d'Angleterre va sans doute commencer d'un moment à l'autre. Du sort de cette bataille dépend la civilisation chrétienne. Hitler sait que s'il ne nous écrase pas dans notre île il perd la guerre. Si nous pouvons lui tenir tête, toute l'Europe recouvrera un jour sa liberté. »

Une fois engagée, la bataille connaît plusieurs phases. Après une période préliminaire baptisée par les Allemands *Kanalkampf* (bataille de la Manche) durant le mois de juillet, la lutte s'intensifie en août avec de grands combats aériens au-dessus de l'Angleterre. Pour Goering, il s'agit de préparer l'invasion prévue du sol britannique (c'est l'opération *Seelöwe* ou *Otario*) en éliminant la RAF du ciel. Mais le « jour de l'Aigle » (*Adlertag*), fixé au 13 août, se révèle un fiasco : la Luftwaffe perd quarante-cinq avions, la chasse britannique treize. Le 15 août, nouvel échec cinglant pour Goering : c'est la journée où la Luftwaffe déploie sa plus grande activité de l'été avec mille sept cent quatre-vingt-six sorties, mais perd soixante-quinze appareils contre trente-quatre pour la RAF.

### La RAF chancelle

Cependant, entre le 24 août et le 6 septembre, la fortune tourne. Alors commence la période la plus critique de la bataille pour les Britanniques. C'est que la Luftwaffe, au lieu d'attirer dans le ciel les escadrilles britanniques pour les détruire en combat aérien, ébauche d'objectif et décide de concentrer ses attaques sur les installations au sol du *Fighter Command* et sur les centres de production aéronautique du sud de l'Angleterre : tactique redoutable destinée à infliger des coups décisifs à l'adversaire.

Effectivement, la RAF chancelle. Ses forces s'usent. En deux semaines, les pertes britanniques s'élèvent à deux cent quatre-vingt-six Spitfire et Hurricane détruits. Plus grave encore : le nombre des pilotes engloutis par la bataille est tel que le *Fighter Command* n'arrive plus à combler les vides, et son chef, le maréchal de l'air Dowding, se demande avec angoisse combien de temps encore ses boys pourront tenir.

Mais, à nouveau, le 7 septembre le destin bascule, et cette fois en faveur des insulaires. Ce jour-là, en effet, sur l'ordre de Hitler et suivant les recommandations des chefs de l'aviation allemande, la Luftwaffe change une fois de plus de tactique et se lance dans le bombardement de Londres et des centres urbains du sud de l'Angleterre. C'est le début du *Blitz*. Mais c'est aussi un répit inespéré pour le *Fighter Command*, qui retrouve son mordant et refait ses forces.

Le 15 septembre, un grand assaut allemand, mené par des vagues successives de bombardiers escortés de chasseurs, est brisé par les contre-attaques de la chasse britannique : ce jour-là, soixante appareils de la Luftwaffe sont abattus contre vingt-six pour la RAF. En souvenir, chaque année, le 15 septembre sera célébré comme date anniversaire de la

bataille d'Angleterre (*Battle of Britain Day*). Cette fois-ci, du côté du haut commandement allemand, il faut se rendre à l'évidence : non seulement le *Fighter Command* n'a pas été éliminé comme il le croyait, mais il garde de manière éclatante le contrôle du ciel britannique. Du coup, le moral des équipages allemands

Du côté du matériel, tandis que la Luftwaffe ne dispose pas des bombardiers lourds à long rayon d'action qui auraient été nécessaires pour effectuer des raids dévastateurs sur les villes anglaises, elle a des chasseurs excellents, les Messerschmitt-109, mais leur rayon d'action est si court qu'ils ne peuvent guère



ROUL

est atteint. Et surtout Hitler décide dès le 17 septembre d'ajourner sine die son plan d'invasion de l'Angleterre. Même si le *Blitz* se poursuit (et il durera tout l'hiver), le danger majeur pour les Anglais est écarté.

A l'époque, chacun des adversaires se trompait lourdement sur les forces de l'ennemi. Tandis que les Britanniques surestimaient le potentiel de la Luftwaffe en le multipliant par deux, les Allemands, au contraire, dans leur comptabilité des effectifs de la RAF, péchaient gravement par défaut. En fait, la chasse allemande et la chasse britannique s'équilibraient à peu près, la première alignant huit cents appareils et la seconde sept cents. Mais la Luftwaffe disposait, en outre, d'une flotte de mille bombardiers. Ainsi, le rapport des forces, s'il était au total de deux contre un en faveur de l'Allemagne, se traduisait par un équilibre en ce qui concerne les avions de combat.

Au moment où elle aborde la bataille, la Luftwaffe est au sommet de sa puissance et à l'apogée de son prestige. Ne vient-elle pas de remporter des succès éclatants coup sur coup en Pologne, en Norvège, en Hollande, en Belgique, en France ? A chaque fois ne peut-elle se targuer d'avoir obtenu la maîtrise de l'air, d'avoir porté des coups décisifs à l'adversaire ?

### Les faiblesses de la Luftwaffe

Mais, en fait, ces victoires ne doivent point masquer les faiblesses de l'aviation allemande. Certes, celle-ci est remarquablement organisée, dotée d'équipages expérimentés, formés aux meilleures techniques de combat, et l'encadrement en officiers subalternes et en sous-officiers est excellent. En revanche, la Luftwaffe reste une arme conçue pour des campagnes terrestres, en appui à des troupes menant l'offensive au sol et les soutenant de sa puissance de feu. Or une telle arme est hors d'état de battre un adversaire retranché dans une île. D'autant que la décision, en juillet 1940, de déclencher la guerre aérienne contre l'Angleterre n'a été prise qu'à défaut d'une autre stratégie claire et efficace contre le pays.

A ces défauts viennent s'en ajouter d'autres non moins graves.

dépasser Londres et qu'après quelques dizaines de minutes au-dessus de l'Angleterre ils doivent songer au retour à leur base.

En outre, les Allemands n'ont aucune idée de l'efficacité du système de défense britannique fondé sur un réseau de radar très efficace et sur un ensemble sophistiqué de communications des renseignements et des ordres à la chasse.

Enfin, la production aéronautique de l'Allemagne se ralentit au moment où les besoins augmentent, alors que les usines britanniques sortent des avions de combat à un rythme soutenu : quatre cent quatre-vingt-seize Spitfire et Hurricane en juillet, quatre cent soixante-seize en avril, quatre cent soixante-sept en septembre (les chiffres pour l'ensemble de l'année 1940 sont de mille huit cent soixante-dix chasseurs fabriqués en Allemagne contre quatre mille deux cent quatre-vingt-trois en Grande-Bretagne).

### « Leur plus belle heure »

Composante fondamentale de la bataille d'Angleterre, la volonté de résistance du peuple britannique — au demeurant mal comprise et mal mesurée par les Allemands — a été en se renforçant et en se durcissant tout au long de l'été et de l'automne 1940. Depuis le mois de mai et la formation du gouvernement d'union nationale sous la direction de Churchill, les divisions de partis, de classes, d'opinions se sont tues pour laisser place à un commun instinct patriotique. Georges Orwell observe : « L'ensemble des classes moyennes est aussi opposé à Hitler que la classe ouvrière, et leur moral est probablement plus solide. » Sur le sol de l'île, la guerre est bien devenue, selon l'expression du romancier Priestley, une « guerre de citoyens ».

Symbole de la volonté inébranlable de lutte, Churchill a su galvaniser la nation. Lui qui a le génie du verbe a trouvé les mots qu'il fallait pour insuffler l'énergie et donner confiance à tous. Comme l'écrivit son médecin, « ses compatriotes ont le sentiment qu'il exprime ce qu'ils diraient eux-mêmes s'ils savaient comment le dire ».

Dans la RAF, à la qualité du commandement (depuis les chefs

du *Fighter Command*, Dowding, Park, Leigh-Mallory jusqu'aux chefs de secteur et aux contrôleurs des opérations) correspond la bravoure des pilotes. Pour la plupart très jeunes — ils ont de vingt à vingt-cinq ans — riches d'indépendance et de sens du sacrifice (l'espérance moyenne de vie est de quatre-vingt-sept heures de vol), ils allient esprit patriotique et esprit sportif en un match sauvage et souvent tragique contre la Luftwaffe. Le plus bel hommage qui leur ait rendu, c'est celui de leurs adversaires allemands qui les appellent : « *die Lords* ». Au total, la RAF se distingue par son professionnalisme, ses capacités d'adaptation rapide, sa tactique réfléchie et judicieuse.

Mais c'est tout le pays qui se sent enrôlé. La mobilisation des énergies est générale. A travers l'Angleterre, en particulier dans le Sud, on prépare fébrilement la riposte à un éventuel débarquement. A côté de l'armée dont les effectifs gonflent rapidement (près d'un demi-million de recrues de juillet à septembre) et qui s'entraîne dans l'ardeur et l'improvisation, il faut faire une place à la *Home Guard* ou « garde de l'intérieur », corps de volontaires mi-civil, mi-militaire, force bétérocrite, bientôt grosse de un million et demi d'hommes et dont l'armement va des piques en bois aux revolvers.

### Les civils tiennent

Quant au *Blitz*, si les autorités peuvent redouter son effet sur le moral, elles sont bientôt rassurées : les civils tiennent et leur résolution aurait plutôt tendance à se renforcer. Sentiments parfaitement exprimés par Vera Brittain lorsqu'elle écrit : « Ce n'est pas seulement Londres, c'est toute l'Angleterre qui forme la première ligne de défense. Le front n'est pas un champ de bataille étiré. Aujourd'hui, la ligne de front fait partie de notre vie quotidienne. » Car elle est tenue par « la nation tout entière, familles et travailleurs réunis ».

Première bataille à être livrée uniquement dans les airs et où l'aviation sort d'arme principale et non d'auxiliaire d'une armée terrestre, la bataille d'Angleterre a été relativement peu sanglante : quatre cent quarante-neuf avia-

teurs tués du côté de la RAF, mille sept cent quarante et un pour la Luftwaffe (encore qu'à ces chiffres il convienne d'ajouter les civils victimes des bombardements, soit près de quinze mille personnes tuées d'août à octobre). Et pourtant l'on peut dire qu'elle mérite de figurer au rang des grandes batailles de l'histoire, puisque l'échec essuyé par Hitler a fait basculer le destin du monde.

### Une victoire par défaut

A vrai dire, les conséquences — désastreuses pour l'Allemagne — des débâcles subies durant l'été 1940 ont été à la mesure des fautes commises par les chefs de guerre du Reich. Le fond du problème, c'est que, une fois consommée la défaite de la France, Hitler n'avait plus ni stratégie définie ni plan de guerre. Après avoir cru quelque temps à la possibilité d'une paix de compromis avec la Grande-Bretagne, c'est sans enthousiasme qu'il donne l'ordre de préparer un débarquement en Angleterre. Lui-même d'ailleurs était un terrien qui n'aimait guère les opérations amphibies.

Pour lui, selon le mot d'un des as de la chasse allemande, Adolf Galland, « la guerre contre l'Angleterre était devenue un mal nécessaire auquel il ne s'adaptait pas ». D'autant que, au moment où le Führer se laisse persuader par Goering que la Luftwaffe est en mesure de remporter un succès décisif contre la RAF, il est, quant à lui, de plus en plus gagné par son rêve de destruction de l'URSS. Aussi est-il tiraillé entre deux desseins contraires. Et l'opération *Barbarossa* (la guerre contre la Russie) commence à prendre le pas sur l'opération *Seelöwe* (le débarquement en Angleterre).

Si bien que la victoire est acquise par défaut à une Angleterre unanime, résignée, « Churchillienne », où le courage des combattants de la RAF s'unit au professionnalisme et à la ténacité en bénéficiant des ressources d'une infrastructure scientifique et technique bien au point (le radar en est le symbole même) et d'une mobilisation totale du potentiel de l'Etat et de la nation.

FRANÇOIS BÉDARIDA.

## ABONNEMENTS VACANCES

FRANCE

1 mois	150 F
2 mois	260 F
3 mois	354 F

ÉTRANGER (voie normale)

1 mois	261 F
2 mois	482 F
3 mois	687 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger par voie aérienne, veuillez nous consulter au 246-72-23, poste 2391.)

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules, au moins UNE SEMAINE avant votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE ABONNEMENTS  
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au MONDE du .....  
NOM ..... PRÉNOM .....  
N° ..... Rue .....  
Code postal ..... Localité .....  
Pays .....  
Ci-joint mon versement : ..... F.

هكذا من الأصل



# Étranger

## L'OPÉRATION « LIVE AID » CONTRE LA FAMINE EN ÉTHIOPIE

### Un chèque de 50 millions de dollars pour l'Afrique

Rivalités entre les divers organismes de l'ONU

De notre envoyé spécial

New-York. — Ce sera le plus grand concert de tous les temps. A quelques heures du Live Aid Concert qui, simultanément, au stade de Wembley à Londres et au John F. Kennedy Stadium à Philadelphie, doit rassembler les plus grandes stars du rock, les chiffres et les bruits les plus forts parcourent les États-Unis.

Les chiffres, tout d'abord : on estime à environ 1,5 milliard le nombre de téléspectateurs qui suivront ce concert retransmis dans 152 pays (dont l'URSS et sans doute aussi la Chine). Au total, il devrait rapporter quelque 50 millions de dollars, qui seront intégralement utilisés pour venir en aide aux pays africains frappés par la famine.

Aux États-Unis, ce concert sera retransmis par plus d'une centaine de stations de télévision et de radio, la palme revenant à la chaîne câblée MTV, qui le diffusera intégralement

et en direct pendant dix-sept heures d'affilée. En France, il sera retransmis par Antenne 2 à partir de 22 h 10 (lire page 10).

Jusqu'au dernier moment, les trois présentateurs du concert — Bob Geldof, un musicien de rock irlandais (c'est lui qui en a eu l'idée) Bill Graham, l'un des plus célèbres impresarios du rock, et Michael C. Mitchell, président de World Wide Sports and Entertainment, une compagnie californienne qui avait organisé en partie les Jeux olympiques de Los Angeles — ont eu à régler de difficiles problèmes, par exemple celui de la retransmission du concert en Chine, mais il s'agit maintenant de déterminer l'ordre dans lequel — certaines personnalités, comme le prix Nobel de la paix, Desmond Tutu, ou le Révérend Jesse Jackson, feront appel à la générosité des téléspectateurs. A cet effet, la firme American Telefilm and Telegraph Company a mis gracieusement à la disposition des orga-

nismes 1100 lignes de téléphone. Aiosi, en composant le 1-800-NIVE-AID (depuis la France, faire précéder ce numéro de l'indicatif 01), il sera possible à ceux qui le désirent de faire un don au Live Aid Concert. D'autres grandes firmes ont aidé financièrement les organisateurs. Sans elles, la production du concert de Philadelphie aurait coûté 20 millions de dollars. Elle ne sera finalement que de 4 millions de dollars.

La municipalité de Philadelphie, qui a mis gracieusement son stade de 90 000 places à la disposition des organisateurs, a également prévu un impressionnant dispositif de sécurité : 200 officiers de police et une milice privée de quelque 900 hommes veilleront en grain.

De tels chiffres ne permettent cependant pas de mesurer l'extraordinaire engagement que suscite ce concert. L'espace de quelques heures, Robert Plant et Jimmy Page feront revivre les grandes heures de Led Zeppelin. A Londres, les Who

rejoueront ensemble pour la première fois depuis bien longtemps. Quant aux organisateurs du concert de Philadelphie, ils ont été confrontés à un cruel dilemme : qui de Bob Dylan ou de Mick Jagger, aurait l'honneur de clôturer le concert ? De peur d'un incident diplomatique, ils ont finalement décidé que les deux superstars du rock joueraient ensemble un duo, qui faisait, vendredi matin, les gros titres de la presse de New-York.

Mais l'apothéose pourrait bien, en fin de compte, avoir lieu à Londres : on murmure que Paul McCartney, George Harrison et Ringo Starr, les trois ex-Beatles, pourraient bien se retrouver. Un journaliste new-yorkais, en plein fantasme, a même annoncé que Julian Lennon, le fils de John Lennon, viendrait se joindre aux trois ex-partenaires de son père. Ah ! si John Lennon avait été là, confiait, les larmes aux yeux, un marchand de crème glacée, le fête aurait été totale !

FRANK NOUCHI.

De notre correspondante

Géova. — Les pays et organismes qui apportent une aide d'urgence à l'Afrique s'agitent, et nombreux sont ceux qui ne cachent pas leur désir d'être mieux informés par M. Bradford Morse, directeur du bureau des Nations unies pour les opérations d'urgence en Afrique (créé en 1984) sur la manière dont l'assistance est dispensée dans les États frappés par la famine et la sécheresse.

Même lorsque les secours sont effectivement distribués, les opérations s'effectuent sans que des priorités aient été définies et qu'un contrôle sérieux s'exerce sur leur destination. De telles lacunes s'expliquent aisément : l'activité des organismes des Nations unies est soumise au contrôle des gouvernements. C'est ainsi qu'Addis-Abeba permet que des secours soient fournis aux populations qui lui sont favorables et à celles qui ont été « installées » par ses soins après avoir été déplacées, mais fait preuve de réticence quand il s'agit de sauver les populations des provinces où se manifestent des signes d'insoumission.

Et revanche, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui a prévu un budget de plus de 210 millions de francs suisses (environ 750 millions de francs français) pour son programme d'assistance à l'Éthiopie, se bat pour étendre son action aux régions considérées comme maudites, estimant qu'il est inadmissible pour un gouvernement d'utiliser la famine comme arme politique destinée à asservir les populations.

Des donateurs se plaignent de l'ignorance dans laquelle ils sont tenus quant à l'exécution des projets d'assistance — par exemple dans le cas du Mali. On reproche à M. Morse « d'accaparer » les activités d'assistance à l'Afrique des diverses institutions spécialisées de l'ONU, alors que son rôle est de les coordonner. La rivalité entre les divers organismes onusiens a éclaté au grand jour, ce qui ne peut être que préjudiciable aux victimes de la famine.

M. Morse s'est efforcé de rassurer la presse en promettant que la coordination des organismes du système des Nations unies ira en s'améliorant.

ISABELLE VICHNIAC.

## Un nouveau concert des nations

(Suite de la première page.)

« Ils font ça pour attirer les pays loins d'Addis », affirme un responsable de l'AIICF (Action internationale contre la famine). Cela évite aussi les camps permanents, qui sont une calamité.

De fait, les huit C-130 de la Transall, actuellement basés en Éthiopie, ne sont pas les seuls à être chargés de transporter les secours. Ils se chargent avant tout de transporter des aliments dits de complément (lait, huile, sucre, lentilles) et de médicaments, qu'ils livrent normalement dans les aéroports de la capitale (Addis-Abeba) ou d'Asmara.

À l'ouest, cependant, on a pu constater que les avions de la Transall ne sont pas les seuls à être chargés de transporter les secours. Ils se chargent avant tout de transporter des aliments dits de complément (lait, huile, sucre, lentilles) et de médicaments, qu'ils livrent normalement dans les aéroports de la capitale (Addis-Abeba) ou d'Asmara.

Les « vrais amis »

Incurie des autorités locales ? Trop grande générosité de la communauté internationale ? Surévaluation des besoins réels ? Non. Simplement, il y a trop de monde à l'Éthiopie et le Soudan n'ont les moyens de transporter les vivres à l'intérieur. Encore que, parfois, on peut se demander si les autorités, nationales ou locales, font preuve de la bonne volonté souhaitable (le Monde des 23 mai et 11 juin). À Addis-Abeba comme à Khartoum, le refrain est le même : « Nous manquons de camions ». Les Soviétiques en ont bien livré trois cents à l'Éthiopie, mais il s'agit de véhicules militaires davantage faits pour le transport des troupes que pour le fret (5 à 6 tonnes maximum) et, de plus, gros consommateurs d'essence. À Addis, on les surnomme les « un litre au kilomètre ».

Quant aux Français, ils sont placés en queue de liste au palmarès des « vrais amis » de l'Éthiopie. Non seulement la France n'a pas fourni un seul camion, mais elle a vendu, en 1984, 100 000 tonnes de céréales à l'Éthiopie, et elle est le seul pays à l'avoir fait. Certes, elle fournit sa part des dons de la CEE (23 %), mais elle n'a donné que 13 000 tonnes de céréales, contre, par exemple, 57 000 tonnes pour l'Inde et 28 000 tonnes pour l'Australie. Les Soviétiques, de leur côté, ont livré 10 000 tonnes de riz, une denrée que le paysan éthiopien n'a pas du tout l'habitude de consommer. Les autorités françaises peinent, il est vrai, à prévoir du fait que leur aide est dispersée entre plusieurs pays africains, notamment francophones. Surtout, la France contribue à la réhabilitation du che-

min de fer Djibouti-Addis-Abeba. Un train est bon état de marche ne vaut-il pas tous les camions du monde ? Paris participe pour 90 millions de francs à ce projet, et le Fonds européen de développement (FED) pour 300 millions de francs.

En Soudan, le réseau ferré d'est en ouest est en panne. La CEE a déboursé 10 millions d'ECU pour remettre les voies en état et acheter seize locomotives. « Il faudra entre deux et quatre mois pour que la voie ferrée soit à pleine capacité », précise Jean-Paul Jasse, l'ingénieur français chargé de la CEE à Khartoum. Et aussi pour désengorger le réseau de Khartoum, au sud de la capitale, où se sont accumulés les sacs acheminés par route ou rail depuis Port-Soudan, à la suite d'un désaccord entre les camions soudanais et l'agence américaine USAID.

Dans l'est et l'ouest, la géographie paralyse l'action d'urgence. Les distances sont énormes, les routes, parfois infranchissables, et les pluies, qui ont bien démarré cette année, rendent les liaisons encore plus difficiles. Sans parler des problèmes de sécurité, particulièrement aigus dans tout le Nord éthiopien. Il y a quelques semaines, un convoi de quatre camions en route pour les camps d'Inbet (aujourd'hui plein malgré une tentative d'évacuation de force) de la Gonder a été entièrement détruit par des maquisards du Front populaire de libération du Tigré. « La Camboja, en comparaison, était une partie de pique », soupire Kurt Jansson, un paillasse finlandais qui supervise à Addis-Abeba les secours d'urgence au nom des Nations unies, après l'avoir fait au Cambodge en 1980-1981. Il ne peut s'empêcher de regretter que la moitié des vivres de secours soient distribués par des ONG impossibles à contrôler. Mais si ces fameuses ONG n'étaient pas là, les secours resteraient encore plus longtemps en souffrance.

« A quoi bon soigner ? »

On ne peut se croire endurci, le camp de Keren, vous dirait le « vrai » dans un langage de ténor, les « on mettrait au maximum deux cents lits sont accablés de deux mille personnes, pétrifiées dans l'odeur âcre de la sueur, de l'urine et des feux de bois. Dans les hangars à malades, avec ces bêtes squelettiques sans perfusion ou téte à terre à bout de forces, ces vieillards décharnés cachant leur agonie sous une couverture, le spectacle est insupportable. Il y a un an le camp ne contenait que dix mille réfugiés. C'était alors un vaste caravansérail, provisoire bien sûr, où des volontaires de Save the Children et des pionniers de Médecins sans frontières s'efforçaient de venir en aide aux familles désespérées. Il y a trois semaines, le camp de Keren compte quarante-cinq mille réfugiés, entassés dans une douzaine de hangars en tôle, sous des tentes de la Croix-Rouge ou blottis dans de véritables tranchées bâchées de plastique. Le caravansérail est devenu camp de concentration.

A force d'être piétinée, l'herbe des débris a laissé la place à une tourbe

noire, que la moindre pluie transforme en boue. L'humidité du sol et le froid de la nuit multiplient les bronchites, pleurésies et pneumonies. La chaleur de midi favorise les épidémies. « Nous en sommes à une moyenne de seize cas de choléra par jour », précise Bertrand, de Médecins sans frontières, qui déplore les coups de l'approvisionnement en vivres. « À quoi bon soigner un malade s'il n'a rien dans le ventre ? » Et pourtant le camp ne désemplit pas.

De l'autre côté de la frontière, au Soudan, la situation n'est pas meilleure. Plus de sept cent mille Éthiopiens ont fui la famine et les combats. Les Érythréens se sont rassemblés à Wad-Sherif, près de la ville soudanaise de Kassala, où l'on a campé jusqu'à cent cinquante mille réfugiés. Les Tigrides ont été entassés à Wad-Kowli, plus au sud, où ils ont atteint le chiffre de cent mille en février. Il a fallu évacuer le camp avant la saison des pluies, qui le rendait inaccessible. Au moins vingt-cinq mille malheureux y restent aujourd'hui bloqués, dans les pires conditions d'hygiène.

A plus long terme...

Après l'Éthiopie, le Soudan découvre que l'on s'ouvre pas impunément un camp de réfugiés, fût-il de transit. Aussi les ONG s'efforcent-elles maintenant de distribuer vivres et médicaments sur place, dans les villages, et d'implanter des centres de soins dispersés. À Nyala, terminus du train dans le Darfour, les volontaires belges de Médecins sans frontières, arrivés le 28 mai dernier, ont procédé méthodiquement : deux semaines d'« enquête nutritionnelle » pour évaluer les besoins sur le terrain, grâce à quatre Land-Rovers transportés de Bruxelles par avion.

« Nous installons des « feeding centers » (centres de distribution de vivres) en accord avec les autorités locales », explique un coopérant, qui précise : « Nous ne commencerons à distribuer les vivres que lorsque tout sera prêt. » Et si la logistique suit.

Pour l'heure, ils attendent un C-130 anglais, et surtout la « monnaie en poissence » du chemin de fer. (« Nous avons deux trains par semaine au lieu de deux par jour ! »)

Ceux qui œuvrent en Éthiopie depuis dix ans, comme le CRDA (Christian Relief and Development Association), savent maintenant ce qu'il faut faire ou ne pas faire pour venir réellement en aide aux paysans éthiopiens. Au lieu de les otter dans quelque centre, au risque de les déraciner, il s'efforce de leur fournir de quoi subsister par leur travail, c'est-à-dire qu'il leur procure des bœufs et des outils pour travailler la terre, et des semences pour la prochaine moisson. « L'aide d'urgence, c'est bien beau, mais cela ne doit pas occulter les actions à long terme de développement », ajoute Bernard Hager, un solide Alsacien qui dirige en France le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement).

Au Tigré, l'AIICF (Action internationale contre la faim) a un projet de 1 million de dollars pour l'action en population dispersée, comme dit son chef de mission à

Addis-Abeba, Jean-Christophe Ruffin. Il s'agit d'un vaste programme d'irrigation (« la terre est riche, il ne manque que l'eau »), associé à l'implantation d'un centre de soins et de distribution de vivres dans une petite localité — Rama, à 140 kilomètres au sud d'Asmara. Mais attention : « Le centre n'est pas un camp comme Mekkié, il ferme la nuit et le dimanche ».

« Terres vierges » à la soviétique

Comme l'aide d'urgence, ces micro-projets de développement sont abandonnés aux gouvernements étrangers — occidentaux — et aux ONG. Le gouvernement éthiopien se réserve, lui, avec la bénédiction et l'aide logistique des Soviétiques, son grand projet de développement : le transfert de deux ou trois millions de paysans du Nord dans le Sud-Ouest « vert » du pays, là où pousse l'herbe à éléphants et le café. Les techniciens agricoles qui ont visité les nouvelles colonies (« resettlements ») sont perplexes : les lopins offerts aux colons ne paraissent « guère prometteurs ». « On dépense une fortune pour installer de pauvres bougres sur des terres vierges, observe l'un d'eux. Mais on ne leur dit pas comment faire, et l'on se garde bien de promettre un rendement quelconque ! »

Les Éthiopiens, à leur tour, semblent renoncer à déplacer massivement la population. Après avoir transféré quelques deux cent vingt mille personnes, le RRC « a eu le goût du fruit », fait la pause. Dans un récent discours, le président Mengistu lui-même abaissait la barre à quatre cent mille colons, ou moins dans un premier temps.

D'autant que cette colonisation mobilise des ressources qui seraient bien utiles pour l'aide d'urgence. Les camions éthiopiens, requis pour la 70 % pour la lutte contre la famine, selon la RRC, ont surtout servi à convoier les colons. Les rares semences disponibles ont été réservées en priorité aux terres vierges et les outils aratoires produits par l'unique usine du pays sont tous partis vers le Sud.

Pendant ce temps, à Keren ou à Mekkié, on s'entasse et on meurt, plus que jamais. Les camps permanentement deviennent une école de clochardisation, où le paysan désespéré a travaillé. Plutôt que d'envoyer encore et toujours plus de vivres — qui, pour une bonne part, restent bloqués au port ou dans quelque entrepôt — la communauté internationale devrait envoyer des semences, des outils, des camions, des avions... et des hommes. Le Soudan, revêtu tout récemment à la démocratie, et l'Éthiopie, officiellement occupée à bâtir un État socialiste, sont seulement deux pays pauvres accablés par les calamités naturelles et des problèmes sociaux qui les dépassent. Ils ont besoin d'aide. Et de paix civile. Mais il appartient peut-être à la communauté internationale de prendre conscience de la vanité d'une aide qui serait inadaptée aux besoins.

ROGER CANS.

## République sud-africaine

### « Comment la Grande-Bretagne arme l'apartheid »

De notre correspondant

Londres. — La condamnation de plusieurs hommes d'affaires britanniques, coupables d'avoir exporté frauduleusement des équipements militaires vers l'Afrique du Sud, vient de provoquer une nouvelle campagne de protestation contre l'insuffisance des mesures prises par le cabinet de M<sup>rs</sup> Thatcher pour respecter l'embargo international visant le pays de l'apartheid.

Dans un document, intitulé « Comment la Grande-Bretagne arme l'apartheid », le Foreign Office, le Mouvement anti-apartheid invite le gouvernement à se montrer plus vigilant, car, estime-t-il, les « les Britanniques tiennent une « place essentielle » dans le dispositif mis en point par les autorités de Pretoria pour contourner les règles du boycottage décidé en 1977 par l'ONU. Le rapport, publié le 11 juillet à Londres, dresse une liste de compagnies industrielles ou commerciales soupçonnées de servir d'intermédiaires pour fournir, par divers subterfuges — dont la création de sociétés de façade, — des pièces détachées nécessaires aux arsenaux sud-africains.

Cette mise en garde intervient au moment où le contrôle des exportations va être assoupli de telle manière que la livraison de matériels à usages civils aisément transformables à des fins militaires pourrait être désormais facilitée. Cette modification de la réglementation qui doit entrer en vigueur à la fin du mois prochain, par exemple, autoriser le vent par British Aerospace de huit avions de surveillance maritime, BAe 748, que les garde-côtes sud-africains souhaitent équiper.

Les leaders des trois formations de l'opposition, M<sup>rs</sup> Neil Kinnock (Parti travailliste), David Steel (Parti libéral) et David Owen (Parti social-démocrate) ont appuyé la demande formulée par le Mouvement anti-apartheid. A la Chambre des communes, le 10 juillet, un député travailliste, M. Richard Caborn, a fait adopter en première lecture un projet de loi prévoyant, entre autres sanctions, l'interdiction de la fourniture d'uranium, de pétrole, de charbon et de certains services financiers à l'Afrique du Sud. M. Caborn a déclaré que la Grande-Bretagne est le plus grand investisseur étranger dans ce pays où, selon lui, les investis-

sements britanniques ont augmenté de 600 %, soit d'environ 300 millions de livres chaque année, depuis l'arrivée au pouvoir de M<sup>rs</sup> Thatcher en 1979.

Quatre dirigeants ou cadres supérieurs d'entreprises ont été condamnés, le 10 juillet, à des peines de dix à quinze mois d'emprisonnement. Avant leur arrestation en mars 1984, le réseau qu'ils avaient formé a pu faire parvenir illégalement en Afrique du Sud des équipements tels que des éléments pour le guidage de missiles, des systèmes d'optique perfectionnés pour l'artillerie et des pièces indispensables pour l'entretien d'avions militaires. Successeur d'origine britannique. Certains des envois portaient la mention : « machines pour l'industrie textile ».

Les accusés étaient en rapport avec un ancien colonel de l'armée sud-africaine, qui, avec trois de ses assistants, avait été délogé de dix à quinze mois d'emprisonnement. Ces assistants avaient cependant été peu après libérés sous caution, ce qui leur a permis de regagner Pretoria, où, loin d'être inquiétés, ils ont été accueillis en héros. Cette affaire avait alors soulevé la question de la poursuite de vives protestations, relancées quelque mois plus tard, lors d'un entretien accordé par M<sup>rs</sup> Thatcher au chef du gouvernement sud-africain.

FRANCIS CORNU.

Le Sénat américain et les sanctions contre Pretoria. — La Mésion Blanche a critiqué, vendredi 12 juillet, le vote du Sénat américain en faveur de sanctions contre l'Afrique du Sud (la Monde du 13 juillet), en réaffirmant que la politique dite d'« engagement constructif » est « la seule chance » pour les États-Unis d'avoir une influence dans la région. « Nous continuons à penser que des sanctions contre l'Afrique du Sud sont un mauvais moyen d'amener les changements que nous voulons voir dans ce pays », a déclaré le porte-parole de la présidence, M. Larry Speakes.

Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « P. K. Botha » a relevé que le vote du Sénat « n'est qu'une partie d'un processus législatif long et complexe », et formule l'espoir que « le bon sens prévaudra » avant le vote d'un texte identique par les deux Chambres.



# Étranger

## M. Nakasone à Paris

(Suite de la première page.)

Tokyo tient donc tout particulièrement à réussir « son » sommet l'an prochain, ce qui l'aiderait en outre à se donner une image plus politique, et moins exclusivement industrielle et commerciale, en Europe.

Les questions stratégiques font également partie de l'ordre du jour des entretiens de M. Nakasone à Paris, outre le traditionnel tour d'horizon de la situation internationale (où le Proche-Orient et le Pacifique devaient tenir une large place). Les Japonais ne cessent pas leur intérêt pour l'initiative de défense stratégique du président Reagan, qui présente à leurs yeux le double avantage de n'être pas de nature nucléaire, et de faire de leurs industries de pointe de gros fournisseurs potentiels.

Mais, selon M. Nakasone lui-même, le projet Eureka de communauté européenne de la technologie pourrait, lui aussi, lorsqu'il sera plus avancé, intéresser Tokyo. Non certes comme participant à part entière, le Japon risquerait alors de s'entendre faire la même objection, par la France notamment, que lorsqu'il manifeste un discret intérêt pour l'OTAN : celle de se trouver à la fois « hors zone et hors sujet », mais comme

partenaire extérieur, pour certains éléments du dispositif.

Les relations culturelles bilatérales ne sont pas oubliées dans le programme de la visite du premier ministre japonais, qu'il s'agisse de son séjour à Paris ou de son passage lundi et mardi dans le Midi, où il rencontrera son ancien professeur de français, M. Nakasone visitera différents musées ; il rencontrera M. Jack Lang au Centre culturel japonais et devrait prononcer, samedi à la Sorbonne, un discours présenté comme « humaniste ».

Manifestement, le chef du gouvernement de Tokyo tient à cultiver — aussi — cet aspect de son image publique. Pour faire bonne mesure, il offrira à M. Mitterrand un recueil de quelques trois cent quatre-vingts *haikus*, ces courts poèmes qu'il compose depuis l'enfance selon les règles de la versification traditionnelle japonaise. Peut-être y figurera-t-il celui-ci, que cite l'AFP :

*[Dans les montagnes  
Toutes les plantes et les arbres  
Immobilisés  
Entrent dans l'hiver.]*

Il l'a composé en évoquant son retrait de la vie politique, en principe en 1986...

BERNARD BRIGOLEUX.

## Corée du Nord : Kim Jong Il succédera à son père Kim Il Sung

Le président Kim Il Sung a déclaré au mensuel japonais *Seisaku* (le Monde) que la « prochaine ère » de la Corée du Nord serait celle de son fils Kim Jong Il, 26 ans, vendredi 12 juillet, l'agence de presse nord-coréenne Central News Agency, sans préciser ni la date ni le lieu de l'entrevue.

Selon l'agence, le président a également déclaré que « les deux Corées seront réunifiées pendant

notre génération », et « certainement sous l'ère de Kim Jong Il ».

C'est la première fois que le président nord-coréen, âgé de soixante-trois ans, confirme l'information qui circulait depuis longtemps, selon laquelle son fils Kim Jong Il, quarante-trois ans, numéro deux du parti, lui succédera au pouvoir suprême. La Corée du Nord n'avait pas annoncé de façon formelle cette procédure « héréditaire ».

## Portugal : les élections législatives fixées au 6 octobre

Le Parlement portugais a été dissous, vendredi 12 juillet, par le président Soares, qui a fixé au 6 octobre la date des élections législatives anticipées. Cette décision fait suite à la rupture de la coalition de centre-gauche formée par les socialistes et les sociaux-démocrates au pouvoir depuis deux ans. La date du 12 juillet avait été fixée de façon à permettre aux députés de ratifier le

traité d'adhésion du Portugal à la CEE. La ratification a eu lieu jeudi.

Le gouvernement de M. Mario Soares est démissionnaire, mais, selon la Constitution portugaise, quand le Parlement a été dissous, le gouvernement doit se maintenir en place jusqu'aux élections pour assurer la gestion des affaires courantes. (le Monde du 11 juillet).

## A travers le monde

### Grande-Bretagne

● RENCONTRE ENTRE M<sup>rs</sup> THATCHER ET M. GISCARD D'ESTAING. — M<sup>rs</sup> Thatcher a eu, vendredi matin 12 juillet, avec M. Giscard d'Estaing un entretien consacré aux questions européennes. L'ancien président français a notamment rappelé au premier ministre britannique « l'importance qu'il attachait à la participation de Londres au système monétaire européen ». — (AFP.)

### Guinée

● RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES. — Les autorités guinéennes ont décidé, vendredi 12 juillet, de rouvrir les frontières et de lever le couvre-feu, deux mesures instaurées après la tentative de coup d'État du 5 juillet. Aucune indication n'a encore été donnée concernant le sort des conjurés. Radio-Conakry a seulement annoncé que l'épuration se poursuivait avec fermeté. Des messages sont lus à l'antenne demandant tous un « châtiment exemplaire » pour les putschistes. Plusieurs États, notamment le Togo, la Côte-d'Ivoire et la France, ont actuellement des démarches auprès du président guinéen, le général Laouana Conté, pour lui demander de faire preuve de clémence. — (AFP.)

### Irlande du Nord

● AFFRONTEMENTS ENTRE POLICIERS ET PROTESTANTS. — Plusieurs dizaines de policiers ont été blessés, vendredi 12 juillet, dans diverses villes d'Irlande du Nord au cours d'affrontements avec des loyalistes (protestants) qui célébraient

l'anniversaire de la victoire de Guillaume d'Orange contre les catholiques en 1690. Les échauffourées les plus sérieuses ont eu lieu à Portadown, dans le comté d'Armagh, où la police avait interdit aux loyalistes de défilé dans une enclave catholique de la ville. — (AFP, Reuters.)

### RFA

● M. BRANDT À L'ÉLYSÉE. — L'ancien chancelier Brandt, président du SPD, a été reçu à déjeuner, vendredi 12 juillet à l'Élysée, par M. Mitterrand. L'entretien a principalement porté sur les relations Est-Ouest et les rapports franco-allemands. M. Brandt a notamment estimé que Bonn ne devait partager aucune responsabilité nucléaire avec la France. Il s'est, par ailleurs, déclaré étonné que M. Mitterrand n'ait pas manifesté une plus grande déception après le sommet européen de Milan ; selon lui, le président français considère que le projet d'Union européenne « n'est pas abandonné » et qu'il pourra « être ressorti des tiroirs ».

### Roumanie

● LE PÈRE CALCIU SOUHAITE ÉMIGRER. — Un prêtre orthodoxe roumain libéré eo août dernier après cinq années de détention, le Père Gheorghe Calciu, s'est plaint, dans une lettre qu'il a pu faire sortir de Roumanie, des « conditions de vie insupportables » qui lui sont faites et exprime son désir d'émigrer. Le prêtre, qui est âgé de soixante ans, affirme vivre dans un isolement complet et être surveillé en permanence par de nombreux policiers. Le Père Calciu avait passé seize ans en prison, de 1948 à 1964, avant d'être de nouveau arrêté en 1979. — (AFP.)

## De notre correspondant

Tokyo. — « Aujourd'hui, quand on parle du Japon, on pense plutôt technologie que mont Fuji, cerisiers en fleurs ou geishas », remarquait un organisateur de l'exposition scientifique de Tsukuba. Le Japon change et son image aussi. A Tsukuba, c'est lui qui introduit aujourd'hui le vingt et unième siècle. A sa façon, certes, mais les autres font de la figuration.

Après les décennies du rattrapage boulimique qui l'ont hissé au rang de superpuissance économique, l'archipel vit à l'heure de la fièvre technologique. Et cela dans le branle-bas concurrentiel et la fébrilité productive qui le caractérisent : ici les produits ont toujours la priorité sur les discours. Orientée vers des créneaux stratégiques, la nouvelle vague technologique a ses hauts et ses bas. Mais, à l'instar de celles qui ont porté hier la croissance et accéléré les mutations, elle n'a pas fini de déferler.

La passion pour l'application des techniques aux fins de progrès, de puissance et de profit n'a rien de l'explosion poétique et éphémère des cerisiers. Au contraire, suscitée partout et à tous les âges, minutieusement

## Recherche et développement

L'effort global du Japon pour la recherche et le développement est comparable. Avec 24,5 milliards de dollars de crédits en 1983, il se situe au deuxième rang mondial (URSS non comprise) derrière les États-Unis. En pourcentage du PIB, le Japon est au troisième rang avec 2,7 %, contre 2,8 % aux États-Unis, 3 % en RFA, 2,25 % en France.

Remarquables sont, d'une part, la relative faiblesse des contributions du gouvernement japonaises à la recherche (23,5 % contre 45 % à 50 % en moyenne chez ses partenaires industriels), — d'autre part, l'importance des dépenses pour le développement technologique à des fins commerciales (70 % du total), par opposition à la recherche fondamentale (25 % seulement). Ce dernier point reflète la domination financière de la recherche japonaise par l'industrie privée, dont la priorité a été, jusqu'à présent, de produire et de conquérir des marchés. Un infatigable essor de cette politique se dessine en faveur de la recherche de base.

Par ailleurs, pour compenser cette médiocrité relative chez elles, les firmes japonaises financent la recherche scientifique des universités américaines et font former l'élite de leurs chercheurs aux États-Unis. Les particularismes et la xénophobie du système universitaire japonais ne permettent toutefois pas le respect.

Le nombre total de chercheurs est estimé à quelque 350 000 personnes (souvent formées au sein même des entreprises), mais les crédits de recherche par capitaux restent faibles. Enfin, malgré une constante progression des exportations, la balance technologique du Japon reste très déficitaire, notamment vis-à-vis des États-Unis.

programmée puis mise en œuvre systématiquement par les pouvoirs publics et le secteur privé, elle fleurit toute l'année. Un œil sur des marchés terrestres lucratifs, l'autre sur ceux, encore lointains, de l'espace, le Japon vit à l'heure de l'éternel printemps technologique. Temps béni qu'assombrit néanmoins les prémices d'empoignades avec l'Amérique. C'est que le principal partenaire demeure la cible prioritaire dans le collimateur technologique nippon. Cela dit, la rivalité renforce aussi la synergie nippo-américaine. L'Europe,

# Japon : l'Etat technologique

## Le conte de fées électronique de Tsukuba

sauf exception (espace et nucléaire), passe pour secondaire.

Le Japon, le culte de la modernisation, synonyme de rattrapage de l'Occident, ne date pas d'hier. Enraciné dans un terrain composite patiemment accumulé, objet de soins administratifs cohérents et d'un arrosage financier coossé, l'arbre technologique nippon grimpe vers les sommets. Il étend sa ramure et multiplie ses rejetons, toujours prêt à commercialiser le fruit de ses travaux — ou de ceux des autres, mis au goût du jour et du marché.

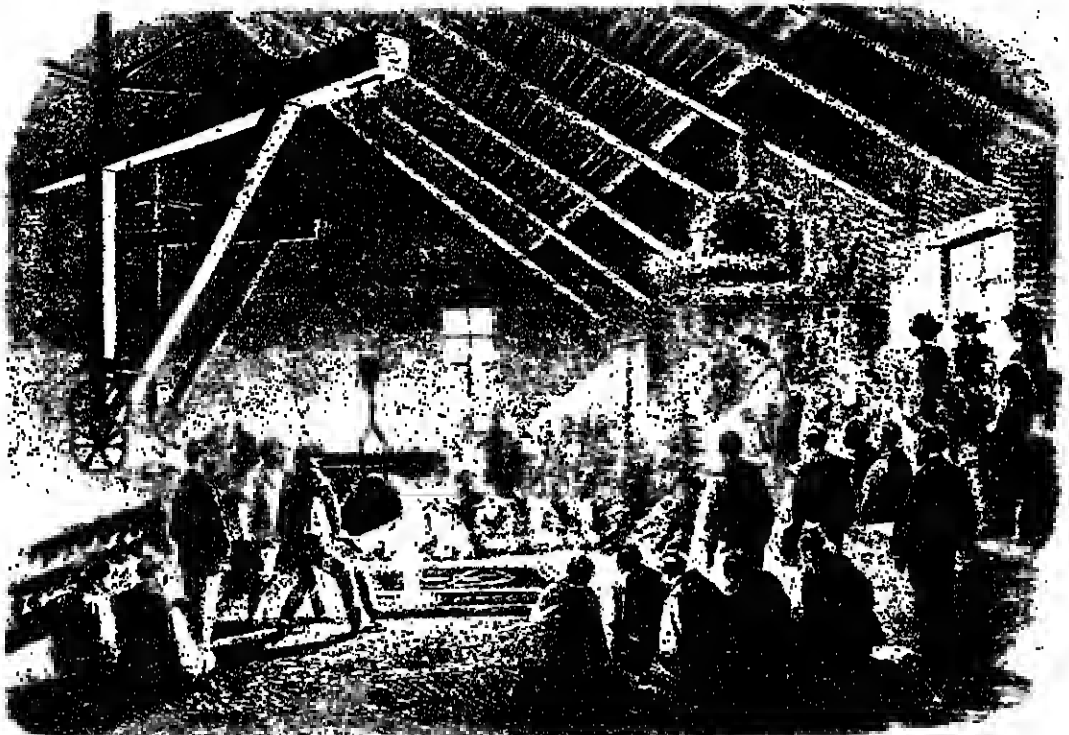
Les geishas sont en voie de disparition, mais les robots de tout métal prolifèrent. Les uns jouent les infirmières, d'autres

Les imitateurs peuvent-ils être des créateurs ? Il faut se garder de juger le niveau technologique global du Japon à partir de clichés qui, pour n'être pas complètement faux, n'ont pas moins simplificateurs : le Japonais peu doué pour l'abstraction, astreint par son système social à un conformisme stérilisant et manquant de génie créateur « à l'occidentale », ce dont attesterait son maigre palmarès au prix Nobel. Parmi les symboles qui se bousculent sous les chapiteaux de Tsukuba, le plus éclatant n'est-il pas qu'à l'aube du vingt et unième siècle l'exposition elle-même, la première en son genre, ait lieu au cœur d'une région qui émerge, sous l'impulsion de Tokyo, comme un nouveau pôle

les conséquences que ce rattrapage suggère non seulement sur le plan économique et commercial (comme en témoignent les imprécisions protectionnistes du Congrès), mais encore, à terme, dans les domaines de la diplomatie et de la défense ?

« L'exposition internationale de Tsukuba annonce une ère nouvelle (...) : le Japon, l'Asie de l'Est ne sont plus à la périphérie du développement scientifique et technologique. Il faut désormais les inclure au cœur même de ce développement », estime le professeur Gene Gregory dans la *Far Eastern Economic Review*.

Il ajoute : « La science n'est plus occidentale, elle est mon-



JAPON. - Visite du Mikado à l'arsenal de Yokosuka; la Fondation.

(L'Illustration, 1972.)

des vases de Chopin. Ils rapportent gros, et qui jurerait qu'ils ne remplacent pas demain les courtisanes en kimono ? De l'atelier au salon, les métamorphoses modernistes ont justifié bico d'autres « sacrilèges ». On n'arrête pas plus le progrès que les Japonais n'arrêtent de courir après lui. Ici le « toujours plus » concerne le travail et les parts de marché plutôt que les privilèges et les loisirs. Les robots prennent-ils des congés ?

D'ici à septembre, une vingtaine de millions de visiteurs verront à Tsukuba toute une gamme de machines et d'automates électroniques jouer, pour le plus grand bonheur de l'humanité, sur les claviers d'un futur beau comme un conte de fées. L'histoire fera la part des rêves. Pour l'heure, Tsukuba irradie le monde de visions futuristes.

### Motivations civiles

A travers ce « Disneyland électronique » où la fine fleur de l'industrie nipponne fait la roue, adultes bon public, cadres cocardiers et enfants émerveillés forment le gros des défilés. En mai, en une seule journée canteleire, 250 000 personnes ont préféré la cobue de l'exposition aux plages toutes proches. Elles étaient 130 000 un dimanche de juin malgré un typhon.

De quoi conforter les promoteurs, dont le grand objectif est de « familiariser les jeunes aux sciences et aux technologies ».

Tsukuba-la-Science, ruée laborieuse toute proche de l'exposition tire son oom. Creuser des plus hautes ambitions nationales, c'est un prototype de technopole regroupant 40 % des effectifs de la recherche publique, 51 instituts et laboratoires et deux universités. Là, dans la cité des sciences phagocytera une fois la fête terminée, se préparent les lendemains technologiques.

économique mondial ? Qu'elle ait lieu au Japon et pas dans l'édénisme technologique californien, autre grand moteur de la dynamique du Pacifique.

En ce sens, Tsukuba peut-elle ne pas apparaître comme une nouvelle étape du défi technologique lancé à Washington ? Ne pas alarmer, dans les industries de pointe américaines, dont le Japon, une fois de plus, grignote la suprématie ? Et cela avec toutes

diale. L'exposition de Tsukuba pose le problème des motivations militaires, ou antagonistes, qui sont à l'origine du développement d'un grand nombre de technologies occidentales car elle symbolise, au contraire, une volonté de concentrer les énergies du gouvernement et de l'industrie sur les technologies civiles.

R.-P. P.

## L'Europe à la traîne

« L'Europe se laisse distancer par les États-Unis et le Japon dans le développement et l'exploitation des technologies. Selon certains, un large fossé technologique existe déjà, et il sera difficile de le combler », remarque le directeur pour la science et la technologie de l'OCDE, M. John Marcom, lors d'une conférence scientifique euro-japonaise tenue en juin à Tokyo.

Les chiffres illustrent ce propos : pour le commerce des produits à forte technologie (en sensible augmentation dans les exportations des pays industrialisés depuis dix ans), l'Europe a accumulé, entre 1975 et 1983, un déficit de 10 milliards de dollars, les États-Unis sortant torse de 2 à 1,3 milliard, et le Japon a multiplié ses excédents par plus de huit, passant de 1 à 8,5 milliards de dollars. La position américaine se dégrade, surtout vis-à-vis de Tokyo. Son surplus venait de l'aéronautique et des ordinateurs, son principal déficit des télécommunications. Le Japon était excédentaire dans toute la gamme technologique, excepté en chimie. La CEE était déficitaire dans tous les secteurs.

Les industries de la CEE sont aussi à la traîne pour l'introduction de nouvelles technologies. Les investissements en équipements nouveaux ont augmenté de 28 % aux États-Unis en 1982-1984 (dont 40 % pour des technolo-

gies nouvelles, de 13 % au Japon et de 5 % dans la CEE. De surcroît, les Européens ont le plus faible pourcentage de scientifiques et d'ingénieurs : 3,7 pour mille travailleurs, contre 5,2 au Japon et 6,4 aux États-Unis. Dans l'enseignement supérieur, la situation n'est guère meilleure.

M. Marcom note « le vieillissement rapide et constant du système de recherche européen (...) un développement sans précédent dans l'histoire de la science moderne » et, également, « les rigidités de nombreuses institutions européennes ». Tout cela risque de se traduire par des revers économiques et stratégiques catastrophiques — à moins, bien sûr, que l'Europe ne vienne remettre les pendules européennes à l'heure. Mais qui investira dans les PMI en difficulté ?

Enfin, les grandes nations et les grandes firmes multinationales, poussées par leur rivalité ou unies par des accords, tiennent un immense réseau et accumulent un formidable potentiel technologique. Pour les sociétés et pour les gouvernements, selon qu'ils seront branchés ou non, ce maillage universel eue évidemment beaucoup d'avantages ou d'inconvénients. D'autant que la frontière entre les aspects scientifiques, économiques et militaires de certaines technologies tend à s'estomper.



apon  
giqu

العلماء

# Étranger

Liban

## Le gouvernement décide de « poursuivre en justice » les pirates du Boeing

Le premier ministre libanais, M. Rachid Karamé, a présidé, vendredi 12 juillet, la première réunion de la commission de coordination qui doit appliquer les nouvelles mesures de sécurité destinées à rétablir l'ordre à Beyrouth-Ouest et à l'aéroport. Selon la presse libanaise, la commission se préparait à créer une force d'intervention rapide multicommunautaire de trois cents qui devrait aider la police à rétablir l'ordre dans les camps palestiniens et dans le secteur de l'aéroport. Quinze officiers supérieurs serviraient dans cette force au tant qu'observateurs. A Washington, la Maison Blanche s'est félicitée vendredi de la décision — de pure forme — des autorités libanaises d'engager des poursuites contre les auteurs connus du détournement du Boeing de la TWA et de lancer des « mandats de recherche » contre toute personne soupçonnée de participation à l'opération.

De notre correspondant

Beyrouth. — Identifier les trois pirates de l'air qui ont détourné le Boeing de la TWA ne posait pas de problème majeur ; le premier, Ali Atwa, avait été arrêté à Athènes, n'ayant pu embarquer à bord de l'avion, avant d'être échangé contre les passagers grecs ; les deux autres avaient présenté leur passeport libanais à l'aéroport grec.

Mais identifier les pirates de l'air est une chose, les poursuivre et les juger à Beyrouth en est une autre. Même par contumace, car cela exigera l'accord, au moins, du ministre de la justice, M. Nabih Berri, chef de la milice chiite Amal. L'Etat libanais n'exerce, en effet, aucune autorité dans la banlieue sud de Beyrouth où sont censés se trouver les trois pirates. Ceux-ci avaient tenu, en toute impunité, une conférence de presse à Beyrouth-Ouest, portant la cagoule de circonstance.

Amal, qui a « récupéré » l'opération en cours de route, a affirmé à plusieurs reprises qu'il ne s'opposait pas à ce qu'ils soient traduits en justice. Mais les dirigeants de la milice chiite ont constamment soutenu ne pas connaître l'identité des pirates, ce qui est difficilement conce-

vable. Amal n'est d'ailleurs pas disposé à coopérer à leur arrestation. Il ne pourrait le faire sans un conflit ouvert avec le parti Hezbollah, initiateur plus que probable de l'opération.

Amal a déjà eu toutes les peines du monde à récupérer les quatre otages détenus par le Hezbollah au moment de la libération des passagers du Boeing, et il a fallu que Damas mette son poids dans la balance. Il n'est même pas sûr que la milice chiite puisse tenir son engagement de libérer les deux Français, Jean-Paul Kauffmann et Michel Seurat, lorsque tous les prisonniers libanais chiites auront été relâchés par Israël.

Sûr de lui, le Hezbollah nargue d'ailleurs le président américain. La presse de Washington ayant annoncé que les autorités envisageaient d'offrir une prime de 0,5 million de dollars à qui permettrait l'arrestation des pirates, le « parti de Dieu » a fait savoir que les Etats-Unis « pouvaient faire l'économie de cet argent », s'ils acceptaient... de faire comparaître M. Reagan devant un tribunal international en même temps et sous la même inculpation que les trois terroristes !

LUCIEN GEORGE.

## Des shérifs dans les avions ?

(Suite de la première page.)

Une balle dans un hublot ou un projectile de fort calibre dans un organe vital de l'appareil auraient des conséquences dramatiques pour les passagers pourraient être touchés au cours des tirs.

On trouve parmi ces partisans d'une solution pacifique les gouvernements français et allemand, mais aussi les pilotes de ligne et les compagnies aériennes, qui soumettent le plus souvent à cette déclaration d'Air France : « Notre compagnie n'est toujours pas convaincue de l'efficacité d'une présence systématique d'hommes armés à bord pour les interventions en cas de détournement d'avion. Des échanges de coups de feu au cours d'un vol pourraient en effet se traduire par le percement de la paroi de l'avion, avec de très graves conséquences pour la sécurité des vols ».

L'Association du transport aérien international (IATA), qui regroupe cent trente-huit compagnies, a réitéré, le 11 juillet à Zurich, son opposition à la présence de gardes armés à bord des avions. Elle préfère ren-

forcer la surveillance et la protection des aires d'atterrissage et de stationnement. Elle a choisi de contrôler de plus près les filtres protecteurs des grands aéroports pour s'assurer que la piraterie aérienne n'y trouverait pas des failles. Contre l'usage d'explosifs en vol, l'IATA élabore une procédure pour vérifier qu'à chaque bagage embarqué correspond bien un passager. Quant au fret, il est systématiquement mis vingt-quatre heures en attente avant son expédition.

Quoi qu'il en soit, les passagers des vols de Pan Am, TWA, American, Eastern ou Delta Airlines ne s'apercevront pas qu'un *sky marshal* convoie leur vol depuis un aéroport considéré comme un passage sûr parce que les services de renseignement auront signalé un risque de piraterie. Les armes ne quitteront pas l'avion, car les pilotes de l'air et des frontières de tous les pays détestent que leurs collègues étrangers débarquent avec leur arsenal. Question d'amour-propre.

ALAIN FAUJAS.

Jusqu'où iront les Japonais, rois des robots, princes de l'électronique, seigneurs du circuit intégré ? Ils ont laissé sur place une Europe à laquelle aujourd'hui M. Nakasone rend visite pour se faire un peu pardonner. Hormis le domaine spatial, elle semble bien poussive face à leur défi. Et voici que les Américains eux-mêmes sentent courir à leurs trousses cet ancien ennemi qui rafle partout des marchés. Heureusement, les maîtres nippons de l'exportation et du négoce se soucient surtout de l'application de la science. Ils n'ont pas jeté tout leur poids dans la recherche fondamentale. Mais le jour où ils le feront, leur soleil levant éclairera le désastre de la concurrence...

## Quand les rois du robot talonnent les Américains

De notre correspondant

Tokyo. — Depuis une dizaine d'années la manie technologique japonaise s'est grandement étoffée. Après les progrès dans l'électronique, c'est dans les créneaux des techniques avancées : robotique, matériaux, biotechnologies, énergie et espace, que les Japonais concentrent désormais leurs efforts. Ils le font ici pour accroître leur avance, là pour combler leur retard ; de toute façon pour être en bonne position dans les gigantesques batailles qui se développent.

C'est dans le secteur essentiel — vu son influence sur tout l'univers technologique — de l'électronique que les succès sont les plus retentissants. Les Etats-Unis ont perdu leur primauté dans les secteurs importants de la technologie des semi-conducteurs, soulignait déjà en 1983 un rapport du département américain du commerce. Il précisait : « Le Japon est en tête pour les semi-conducteurs en oxyde de métal à haute capacité. Il possède désormais plus de 50 % du marché mondial pour ce type de produit ». Progrès technique et percée commerciale sont surtout spectaculaires en matière de mémoires à haute densité. D'où les appels au protectionnisme des électroniques américaines.

### Forte concentration industrielle

Le phénomène est d'autant plus impressionnant que la maîtrise des composants et circuits intégrés (« le pétrole de l'ère informatique ») conditionne l'évolution de nombreux secteurs incorporant la microélectronique. Pour accentuer leur percée, les électroniques nippons ont procédé à des investissements de production considérables. Ils tiennent également avantage d'une forte concentration industrielle et d'une exploitation intégrée allant des composants aux produits grand public en passant par les ordinateurs et les logiciels. Depuis l'effacement du monopole des télécommunications en avril dernier, ces groupes s'engouffrent dans ce « créneau », au potentiel énorme ; couplage télécommunications - informatique, réseaux à valeur ajoutée (VAN), satellites, télématique, fibres optiques, etc.

Côté informatique, le rapport déjà cité note : « Les Etats-Unis conservent l'avantage technologique et de production, pour les matériels et les logiciels ». Mais, ajoute-t-il, « les Japonais ont commencé à combler leur retard dans différents secteurs ». Ils mettent même des bouchées doubles. Plusieurs projets gouvernementaux ou privés (superordinateurs, ordinateurs de 5<sup>e</sup> génération, logiciels) visent à rattraper les Américains. Ceux-ci admettent que les super-ordinateurs japonais (Nec, Hitachi, Fujitsu) approchent de ce qui se fait aujourd'hui de mieux chez eux (machines Cray), et ce n'est pas un hasard si IBM a récemment quadruplé ses effectifs au Japon.

Côté capacité de raisonnement artificiel, l'ambitieux projet de 5<sup>e</sup> génération, initialement accueilli avec scepticisme, a franchi avec succès le cap de la première étape. Pour le logiciel, où leur retard est notoire, les Japonais s'approvisionnent beaucoup à l'étranger : en 1983, sur 500 importations effectuées par l'industrie de l'informatique, plus de 400 concernaient des logiciels.

Le robot, né aux Etats-Unis vers 1960 du mariage de la mécanique et de l'électronique (mécatronique), est quasiment naturalisé japonais. Le Japon a conquis 40 % du marché mondial de la robotique. D'après sa définition, plutôt large, il posséderait aujourd'hui près de 150 000 ro-

bots industriels en activité. Les prévisions sont de 560 000 unités en 1990 : de quoi compenser le vieillissement de la population et l'augmentation des coûts de production sans recours à l'immigration. Le ministère de l'Industrie et du Commerce (MITI) patronne le développement d'une génération de robots avancés.

Des efforts considérables sont faits par ailleurs par le gouvernement et les grandes sociétés, ensemble et séparément, en biotechnologie (fermentation, génie génétique, fusion et culture cellulaire, substances bioactives, photosynthèse) et pour les nouveaux matériaux (fibres de carbone, céramiques techniques et structurales, polymères, matériaux composites).

### Encore loin d'Ariane

Le spatial connaît une accélération avec un projet de fusée visant à mettre sur orbite un satellite de 2 tonnes dans les années 90. Un effort est également fait du côté des satellites de communications. Dans ces deux domaines la politique à long terme vise, comme ailleurs, à l'indépendance technologique. Tokyo reste néanmoins dépendant des Etats-Unis et encore assez loin des performances d'Ariane.

Cela étant, la politique officielle est que « le Japon développera ses activités spatiales à un niveau international élevé en utilisant la navette américaine » pour les expériences dépassant ses propres capacités. En même temps il poursuivra le développement de satellites et de lanceurs en fonction de ses besoins. Il participera au programme américain de station habitée (Spacelab). De plus, l'intérêt des dirigeants et des industriels japonais paraît grand pour le projet de défense IDS. Enfin, côté énergie nucléaire, le Japon, qui a l'un des programmes les plus importants du monde, a pris du retard côté sur-générateurs, retraitement et stockage. Il semble plutôt avancé en fusion contrôlée.

Un peu partout la remontée technologique est impressionnante. Elle doit beaucoup : aux apports continus de technologies occidentales, aux efforts conjugués Etat-privé dans les domaines critiques du point de vue de la concurrence, à la capacité d'articuler des politiques inté-

grées, à la priorité donnée aux applications technologiques à des fins commerciales.

Cette remontée a nettement entamé la suprématie des Etats-Unis. Elle se poursuit. L'Amérique, longtemps endormie sur ses lauriers, n'a pas encore tiré tous les enseignements de l'effet boomerang japonais. Loin de là. Elle se demande aujourd'hui avec inquiétude jusqu'où ira l'escalade technologique d'une part et la dégringolade commerciale de l'autre.

Des deux côtés, politiques et moyens mis en œuvre permettront-ils le maintien d'une concurrence jugée acceptable par Washington ? Globalement l'Amérique conserve une avance certaine en matière de recherche et de développement, mais sa marge n'a cessé de se réduire. D'un côté, les Etats-Unis investissent des sommes énormes dans la recherche fondamentale (notamment à des fins militaires) mais n'en tirent pas tous les bénéfices industriels et commerciaux attendus. A l'opposé, le Japon gagne énormément d'argent en exportant, surtout aux Etats-Unis, des produits dérivés des technologies (surtout américaines) importées au meilleur prix. L'économiste sur la recherche et sur la défense mais rafle les parts du marché. Jusqu'où peut se prolonger cette compétition singulière ?

### Un déséquilibre périlleux

Qu'advient-il si les Américains, perdant trop sur le plan commercial, avaient du mal à financer leur recherche alors que les consortiums nippons, nageant dans les surplus commerciaux après une phase d'acquisition maximale de technologies et de marchés extérieurs, se lançaient à fond dans la recherche fondamentale ? Si du côté de la vente au laboratoire ils accumulaient les éléments essentiels de la domination ?

On n'en est pas là. Les Japonais progressent rapidement sur le terrain commercial au détriment des Américains, mais il leur reste beaucoup à faire côté recherche fondamentale. Une récente enquête auprès d'industriels nippons illustre cette situation : près de 65 % estiment être supérieurs aux Occidentaux dans le secteur des produits manufacturés, mais... 0,8 % seulement

ont ce sentiment en matière de recherche pure. Pareil déséquilibre est gros de risques pour l'avenir. D'où la recrudescence des projets gouvernementaux et le fait qu'un nombre croissant de groupes privés augmentent leurs

### Et les armes ?

A l'heure où le génie technologique s'installe discrètement au cœur des systèmes les plus impressionnants, les Etats-Unis pouvaient-ils rendre plus bel hommage aux Japonais qu'en demandant à Tokyo, d'une part, d'alimenter le Pentagone en technologies à usage militaire et, d'autre part, de participer au programme dit de la « guerre des étoiles » ?

La première requête officielle, intervenue à la mi-juin, consacre l'exception faite en 1983, en faveur des Etats-Unis, à la politique japonaise d'interdiction de toute forme d'exportation d'armes. Elle porte sur les systèmes antimissiles et pourrait préfigurer un courant de fourniture technologique ambivalente (à usage civil et militaire) de portée commerciale et stratégique difficile à évaluer. Et cela d'autant plus que l'on sait déjà les Etats-Unis intéressés par onze secteurs technologiques japonais de pointe.

C'est là un bien bel hommage. Dans la bataille technologique nippo-américaine, c'est peut-être également la façon révisée pour Washington de le réajuster un peu, sous couvert des impératifs de la défense commune, sur les derniers développements technologiques de ses alliés et concurrents, histoire de se tenir au courant...

crédits pour la recherche de base. Cela paraît d'autant plus urgent que la politique d'austérité prolongée et l'état des finances publiques restreignent dans l'immédiat des crédits officiels. D'autre part, compte tenu des succès japonais, les Occidentaux risquent d'être désormais plus réticents en matière de transfert de technologies. Tout comme le sont les Japonais vis-à-vis de leurs concurrents asiatiques.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

## LETTRE A MONSIEUR GORBATCHEV

Monsieur Le Secrétaire Général,

En hommage à votre action pour la lutte contre l'alcoolisme, je lève mon verre de chicorée au plein succès de votre entreprise.

Voici 50 ans maintenant vos services, créant leur premier laboratoire de chicorée, nous questionnaient concernant l'opportunité du matériel à y implanter. Les éminentes études réalisées depuis, par les chercheurs et les hommes de science de votre pays, ont suscité l'intérêt général. Monsieur Kwasnikov recevait la médaille de la chicorée en janvier 1958, la cinquième qui était alors décernée dans le monde.

La chicorée, Monsieur Le Secrétaire Général, peut certes rendre les plus grands services dans la lutte contre l'alcoolisme. Elle ne comporte aucune contre-indication médicale et bien des avantages pour la santé, mis en valeur depuis des millénaires. Par son action sur les glandes, l'estomac, l'intestin, le foie, son pouvoir désintoxiquant, elle présente une valeur de tout premier plan pour éliminer l'alcool.

Les usines de fabrication de chicorée dans votre pays peuvent certes parfaitement effectuer une large production, suffisante.

La chicorée améliore le métabolisme de l'organisme. C'est à notre avis la toute meilleure boisson de santé publique. Elle aide chacun en particulier à acquérir plus d'équilibre, et par là-même, de raison et de sympathie mutuelle.

La chicorée, en son domaine, peut favoriser la concorde des peuples et la paix générale.

Le sujet est important et il nous est apparu qu'il pouvait être soumis à votre appréciation. Le pur amour qui s'attache à une œuvre confère à la fois des connaissances plus intimes et des devoirs qui doivent être remplis.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur Le Secrétaire général, nos très sincères salutations.

LEROUX

Président du Syndicat des Fabricants de Chicorée de France. Vice-Président de l'Union Nationale des Planteurs, Sécheurs, Raffineurs de Chicorée de France

## LES HEZBOLLAHI FACE AUX DEMARCHES DE JOURNALISTES FRANCAIS EN FAVEUR DES OTAGES

« Nous sommes en guerre avec Paris »

Beyrouth (A.F.P.). — Un groupe de journalistes et de photographes français, dont Jean-François Kahn, directeur de l'hebdomadaire *l'Evénement* du jeudi, et une équipe de TF1 ont été retenus pendant trois heures vendredi 12 juillet par des militants du Hezbollah (intégristes islamiques pro-iraniens) dans la banlieue sud de Beyrouth.

Selon le récit fait par des journalistes, le groupe a été interpellé alors que certains de ses membres tentaient de photographier et de filmer des portraits de l'imam Khomeiny, les Français, coiffés d'une sorte de cagoule pour ne pas reconnaître les lieux, où ils ont été tour à tour interrogés sur leur identité et la nature de leur travail. Le groupe a été libéré trois heures plus tard sans qu'une personne n'ait été maltraitée.

Un débat s'est engagé entre les membres du groupe et ceux du Hezbollah (Parti de Dieu), qui ont affirmé que leur mouvement était « en guerre avec le gouvernement français » en raison notamment de son soutien militaire à l'Irak et ont affirmé que « la France et la Grande-Bretagne sont de pents Satans, alors que les Etats-Unis et l'URSS sont les grands Satans ».

Interrogés au sujet des enlèvements de Français, les militants du Hezbollah ont déclaré qu'en situation de conflit on fait des

prisonniers et que les personnes enlevées peuvent être considérées comme « prisonniers de guerre ». A plusieurs reprises, durant le débat, les militants ont insisté sur le fait que les enlèvements ont un caractère « politique ». Sans reconnaître être les auteurs de l'enlèvement des quatre Français à Beyrouth-Ouest, ils ont dit que les responsables « devaient avoir de bonnes raisons ».

Les Hezbollah ont également affirmé que le Jihad islamique, au nom duquel les enlèvements des quatre Français et de sept Américains ont été revendiqués, « peut être n'importe qui » et est « une organisation téléphone ».

Par ailleurs, les militants ont dit ne pas être d'accord avec certains aspects de la politique d'Amal, notamment en ce qui concerne la récente « guerre des camps » entre les Palestiniens et les miliciens chiites, car il ne fallait pas imposer une tuelle aux Palestiniens ou les « museler ». Ils ont enfin affirmé qu'ils étaient favorables à la poursuite des attaques contre Israël, même après son départ du Liban. Jean-François Kahn a tenté vendredi de s'entretenir du sort de Jean-Paul Kauffmann avec un des chefs du Hezbollah, Chaikh Ibrahim al-Amine. Mais ce dernier lui a répondu qu'il n'avait aucune information à ce sujet et qu'il ne pourrait le recevoir.



# Étranger

## YÉMEN DU NORD

### Il faut sauver Sanaa !

C'est l'une des villes les plus fascinantes et les plus menacées du monde. Seule Venise est en plus grand péril. L'UNESCO - ce « machin » décrit mais parfois bien utile - s'occupe activement de sauver Sanaa. Ainsi que les amoureux de la vieille cité, dont quelques Français très actifs. Mais le temps presse...

#### De notre envoyé spécial

Sanaa. - « Il faut sauver Sanaa ! » L'UNESCO devrait marteler ce slogan avec la même efficacité que Caton l'Ancien son « Il faut détruire Carthage ». Car la capitale de la République arabe du Yémen est - avec Fès au Maroc - le seul ensemble architectural de cette ampleur et de cette qualité encore debout dans le monde arabe. Mais pour combien de temps ?

Beauté unique, étrange, à couper le souffle. On ne connaît pas de voyageur qui ne soit tombé amoureux de cette ville-paysage perché à 2 200 mètres d'altitude, intégrée au cirque de montagnes qui l'entourent. René Clément, qui y a tourné son premier film documentaire en 1937, montrait alors une cité intacte et d'une absolue propriété.

Aujourd'hui, Sanaa est menacée : elle est devenue sale, ses belles demeures qui ont traversé les siècles sans une ride risquent d'être défigurées à jamais, ses jardins parfumés se transforment en terrains vagues malodorants, ses places jadis pleines de charme ne sont plus que dépotoirs et ses souks légendaires vont bientôt ressembler à d'innombrables bazars où le plastique relègue dans l'oubli les bijoux d'argent fabriqués par les juifs, toiles et soies tissées à la main, cuivres nivrages, bois sculptés.

Même ceux qui n'ont jamais mis les pieds au Yémen reconnaissent immédiatement sur les photos ces maisons sans équivalent dans le monde, qui se ressemblent toutes et qui, pourtant, sont toutes différentes, grâce à leurs fenêtres ornées à la chaux, chefs-d'œuvre de fantaisie, de liberté et d'invention. Variations infinies sur un thème millénaire.

Le rez-de-chaussée en pierre volcanique brune rehaussée de basalte noir est haut et aveugle : vestige de l'époque où il fallait mettre la famille - une par demeure - à l'abri d'éventuels assaillants, comme l'explique l'architecte Pascal Maréchaux dans son splendide livre d'images (1).

#### Fragile plastique !

L'étage inférieur est réservé au bétail, aux magasins à grains, à la meule, au four ; au-dessus, il y a les chambres des femmes et celles des enfants et, au-dessus encore, celles des hommes. Filtrée par des plaques d'albâtre - de plus en plus remplacées par des vitres de couleur - la lumière est d'une surprise douce. Au dernier étage, c'est le *mafraj*, salon aux larges fenêtres ouvrant sur la montagne et le ciel, où le maître reçoit ses amis pour les séances quotidiennes de *qat*, plante euphorisante qu'on mâche pendant des heures en devisant. N'oublions pas que c'est au Yémen qu'Ahmed Bin Mousa al-Jaladi inventa l'algbère !

Chaque maison a son puits - les eaux usées servant à l'arrosage des jardins - et ses toilettes, aménagées de telle sorte que rien ne se perd, le « solide » est séparé du liquide et s'entasse dans une réserve au rez-de-chaussée. Dans la société traditionnelle, les excréments séchés étaient recueillis par un préposé et brûlés pour chauffer l'eau du hammam public. Les cendres récupérées étaient ensuite réparties entre les familles pour servir d'engrais au jardin de chaque des demeures. Ce cycle complet a parfaitement fonctionné pendant des siècles.

La modernisation qui a suivi le renversement de la monarchie et la proclamation de la République en 1962 a contribué à la dégradation des 183 hectares qui forment le « Vieux Sanaa ». Quarante-cinq mille habitants y vivent alors que la nouvelle ville en compte six fois plus. L'installation de l'eau courante a constitué la première menace : les canalisations en matériau plastique enterrées à 30 centimètres de la surface des rues ont généralement crevé sous le poids des voitures grandissant en nombre. Les eaux usées se sont infiltrées dans le sol, mettant en péril la stabilité des maisons dont les étages supérieurs sont en terre sèche.

La « destruction » de la société traditionnelle, encore largement tribale, a également fait sentir ses effets dévastateurs. L'akil n'est plus coopté mais désigné par la municipalité. Perçu comme « l'œil de l'Etat centralisateur », il suscite la méfiance. « Et puis, disent les Yéménites, puisque maintenant nous payons des impôts, c'est à la municipalité de faire face à l'entretien ». Les anciennes formes de solidarité disparaissent et lorsqu'elles jouent encore, c'est dans un contexte inadéquat. Ainsi l'ancien souk de l'albâtre - matériau qui n'est plus utilisé parce que trop onéreux - est-il devenu souk *al arj*, le souk des ânes boiteux : ces derniers sont recueillis et nourris par la population mais la municipalité n'a pas les moyens d'entretenir les lieux, qui sont d'une saleté repoussante.

#### Un patrimoine unique

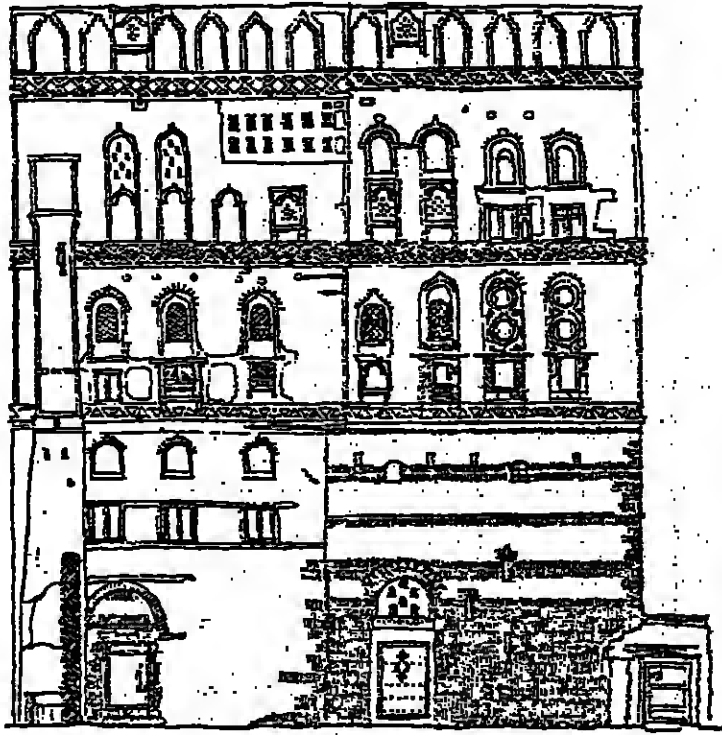
Alors que faire ? Les idées ne manquent pas. Elles ont occupé nos soirées au Centre français d'études yéménites, créé par Philippe Guillemain, qui a reçu une trentaine de chercheurs en trois ans et fait un remarquable travail. Cette maison traditionnelle, dont le directeur M. Rémy Audouin est si accueillant, est un parfait exemple de restauration réussie.

Assis autour du *mafraj*, Frank Mermer, qui fait une thèse sur les souks, n'a tout le monde le connaît. Pascal Maréchaux et sa femme, Maria, qui a fait les plans du nouveau musée, Mounir Bouchensaki, responsable pour l'UNESCO de la restauration de Sanaa, formulent mille suggestions.

Il s'agit moins de restaurer des monuments de façon classique - encore que certains en aient franchement besoin - que de rendre vie à une ville qui se meurt pour que ses habitants ne veuillent plus la désert. Il faut restituer leur noblesse aux splendides *samsaras* (caravansérails qui servaient d'entrepôts, de centres commerciaux et d'hôtels) et adapter leurs fonctions aux exigences contemporaines. La *samsara* El Nhas, une des plus prestigieuses, ferait un centre d'accueil idéal pour les chercheurs étrangers, telle autre serait parfaite en magasin d'artisanat, la troisième comblerait une incompréhensible lacune en devenant succursale de banque et bureau de poste.

Il faudrait aussi faire comprendre aux dirigeants, pour qui un quartier neuf coûte moins cher qu'une restauration, que la destruction du « Vieux Sanaa » ferait troquer au Yémen le monopole d'un patrimoine unique contre une architecture banalisée comme on en trouve partout. Des règlements devraient empêcher l'apparition de nouvelles constructions en béton qui n'ont remplacé outreusement les anciennes dans une vieille mosquée.

C'est à l'assemblée générale de l'UNESCO, tenue à Belgrade en 1980, que le gouvernement yéménite a lancé un SOS : « *Aidez-nous à sauver Sanaa !* ». Un rapport préliminaire a été demandé alors à un groupe anglo-australien puis une étude de fond a été effectuée par une équipe de trente-cinq Italiens dirigée par M. Mario Ferrante. Le Centre français d'études



PASCAL MARÉCHAUX.

yéménites a également apporté une précieuse contribution. Enfin, un séminaire tenu en 1983 à Sanaa a frayé la voie à l'appel solennel lancé en décembre dernier par M. M'bow, directeur général de l'UNESCO, pour la sauvegarde de la ville.

#### Le projet de l'UNESCO

Le plan prévoit la préservation de la cité médiévale (mosquées, hammams, medersas, *samsaras*, palais et simples demeures) en favorisant sa réinsertion dans la vie économique et sociale contemporaine. Cela suppose la mise en place d'un réseau d'adduction d'eau et de tout-à-l'égout, l'installation de l'électricité et du téléphone, un plan de circulation des voitures et la création de rues piétonnes, l'assainissement et le nettoyage de l'ensemble, la restauration des monuments menacés, la mise en valeur des autres, la construction d'un musée s'intégrant à l'environnement pour remplacer l'ancien installé dans un palais devenu trop exigü et qui ne

répond pas aux exigences de la muséographie moderne.

L'UNESCO prévoit une vaste campagne - films, émissions de radio, brochures, articles de presse - pour sensibiliser l'opinion internationale. Le projet de restauration est estimé à 300 millions de dollars. L'ISCSO et l'ALESCO (organismes culturels de l'Organisation de la conférence islamique et de la Ligue arabe) doivent y participer. Il faut espérer que les riches émirats du Golfe découvriront enfin le mécénat et prêteront une part des fortunes qu'ils dilapident dans les casinos pour « sauver Sanaa ». Mais, au-delà, le « Vieux Sanaa » doit intéresser tous ceux qui ont en cœur de sauver Abou Simbel, Venise, Fes, Borobudur, parce que ces sites font partie du patrimoine de l'humanité.

PAUL BALTA.

(1) *Village d'Arabie heureuse*, Ed. Chêne/Hachette, Paris, 1979.

## ÉTATS-UNIS

### Le petit monde de Bruce Springsteen

Aujourd'hui, la France jeune ne connaît que lui. Mais ses fans savent rarement d'où il vient. Il leur répond dans une de ses chansons : « *Nà là-bas, j'ai pris mon premier coup en touchant la terre. Je suis né aux Etats-Unis...* »

#### Correspondance

Asbury-Park (New-Jersey). - Ocean Avenue, qui longe l'Atlantique, est déserte. Pas la moindre voiture, et pourtant, c'est l'été. La chaussée vide, bordée de parcmètres décapités, est balayée par un vent brûlant. Sur la promenade de planches, un groupe de petits vieux se presse vers les terrains de la pétanque italienne.

Pas de plage de sable fin ni d'hôtels luxueux, pas de ski nautique. Asbury-Park est la plus minable des stations balnéaires de l'Etat du New-Jersey. La ville possède même tout ce qu'il faut pour repousser le vacancier : un centre où pillulent les bars louches, des boulevards trop larges où traînent en bande les malades mentaux expulsés des hôpitaux psychiatriques et, derrière la gare, un ghetto noir misérable. Pendant l'été 1970, de violentes émeutes raciales y ont flambé. Depuis, Asbury-Park est une station fantôme.

Cette petite cité triste et crasseuse est pourtant La Mecque de la musique américaine, un site historique où, à l'instar de Nashville ou de Woodstock, se pressent les pèlerins afin de boire une bière au bar Stanne Panny, sur la Deuxième Avenue, jeter un coup d'œil à l'ancien cabaret Upstage, ou faire un tour sur le « *Circuit* », entre le Casino de style victorien et le Convention Hall roccoco.

Car ici naquit, pour la seconde fois, après la période psychédélique des années 60, le rock'n roll.

entour d'un enfant du pays : Bruce Frederick Springsteen.

Aux Etats-Unis, Bruce fait l'objet d'un véritable culte. Lorsqu'il sillonne les routes dans une de ces tournées estivales qu'il affectionne, le chanteur est suivi d'une ribambelle de « Jersey kids », qui vivent pendant des mois entiers à sa traîne, n'hésitant pas à dormir sur les trottoirs pour obtenir un billet de concert.

#### « The Boss »

Pour ses fans du New-Jersey, l'Etat en forme de tonneau coincé dans la mégapole entre New-York et Philadelphie, Springsteen est « the Boss » ou « the Prez ». N'est-il pas celui qui fit enfin surgir leur *homestead* de banlieues tentaculaires et d'usines chimiques nauséabondes au premier plan de la carte ? Pour le remerciement, les autorités du New-Jersey ont voulu faire d'une de ses chansons l'hymne officiel de l'Etat. On parle même de rebaptiser en son honneur la rue où il est né à Freehold, 25 kilomètres à l'ouest de Asbury-Park.

Les grands lui rendent hommage. Ronald Reagan l'a qualifié de « *gardien des valeurs américaines* ». Récemment, le *New York Times* assurait qu'il « offre aujourd'hui la vision la plus sensible de la vie américaine ». Enthousiasme suspect d'un président septuagénaire pour une autre vedette ? Engouement factice de quelques intellectuels pour une idole qui chante les vieilles volutes à la poursuite d'un rêve de liberté sur les autoroutes américaines ?

Bruce Springsteen est un obstiné. Depuis une dizaine d'années, il tisse dans ses albums de rock'n roll une tapisserie à motif unique : l'Amérique prolétaire, celle des petits centres industriels en décadence des Etats du New-Jersey, de l'Ohio ou de la Pennsylvanie. Tout un décor hétéroclite de raffi-



VIOLETTE LE QUÈRE.

neries de pétrole, de garages ouverts la nuit, de livres-services Seven Eleven et de cimetières de voitures le long du *highway*. C'est dans ce microcosme, à l'écart des grandes métropoles, que vivent les héros de Springsteen, ces « *coils bleus* », dont il chante les espoirs et les frustrations dans des marches puissantes, assénées comme des coups de marteau-pilon.

#### « Regarde ton village »

Dans ces petites villes ouvrières, les adolescents meurent d'ennui : « *Ce sont des pièges à mari, des trous à suicide* », chante Springsteen. Dans une ballade intitulée ironiquement *Le Jour de l'Indépendance*, un garçon annonce à son père qu'il veut le quitter : « *Parce que les ténés de cette ville ont pris le meilleur de nous, mais je ne vais pas les laisser faire de moi ce qu'ils ont réussi à faire de toi* », lui dit-il durement.

Pour ceux qui restent, c'est le chômage. *The River*, sans doute

le plus grand succès de Springsteen, raconte le destin typique d'un jeune prolétaire : il se marie à dix-neuf ans avec une camarade de classe encante de ses œuvres, perd son travail puis sa femme : « *Un rêve est-il un mensonge lorsqu'il ne peut pas se réaliser ?* », demande-t-il résigné.

Les héros de *My Hometown* sont un père et son fils qui traversent une dernière fois leur ville natale avant d'émigrer vers le Sud. Le père a calé le fils sur ses genoux et lui laisse tenir le volant de la vieille Buick familiale. Le gosse remarque : « *Les vitrines des magasins sont badigeonnées à la chaux ; on dirait que personne ne veut plus venir ici* ». Et le père, fièrement : « *Fils, jette un bon coup d'œil. Regarde ton village...* ». Aussi hâte soit-elle, la *hometown* de l'Américain, éternel migrant, est son seul lien avec le passé, lieu de nostalgie lorsqu'il est parti chercher fortune ailleurs.

Pour s'enfuir plus rapidement de ces « *villes pleines de ratés* »,

certaines jeunes de milieu modeste s'engagent dans l'armée. Pour Bruce Springsteen, qui a eu vingt ans en 1969, elle est synonyme de la « *sale guerre* » du Vietnam. Dans une interview au magazine *Rolling Stone*, il raconte comment le bateur de son premier groupe y est parti : « *Un jour, il nous dit : Les gars, j'ai signé dans les « marines ». Je pars du Vietnam. Il ne savait même pas où c'était, mais il n'est jamais revenu* ». C'est aux vétérans du Vietnam que le chanteur dédie son dernier album *Born in the USA*, un hymne à la gloire des Vets : « *Le pays a profité de leur désintéressement et de leur naïveté* ». « *J'ai été raplé dans une bagarre, alors ils m'ont mis un fusil d'assaut entre les mains et m'ont envoyé dans un pays étranger pour tuer l'homme jaune* ».

Sous ces cruels coups de sort, les héros sauvages, et innocents des premières années, ces adolescents persuadés d'être des « *clochards nés pour courir* » (*Born to Run*) ont rapidement mûri. A force de « *travailler derrière cette roue, jusqu'à comprendre la leçon* », la flamme s'est éteinte. Parfois, ils refusent leur condition en une révolte dérisoire : « *Je me sens si faible que j'ai envie d'exploser, de déchirer cette ville en morceaux et de prendre un couteau pour arracher la douleur de mon cœur* ».

Le gentil garçon du New-Jersey, qui aimait le rock'n roll plus que tout au monde, a désormais du plomb dans la tête. Un soir, après un concert à Houston, Texas, il a expliqué pourquoi ses héros étaient fatigués : « *Lorsque je retourne chez moi, ce n'est pas drôle. Je vois ma sœur et son mari qui vivent la même vie que mes parents : ils ont deux boules, plusieurs gosses. Ils ne s'amuse jamais* ».

Entre les deux albums *Born to Run* (1975) et *Darkness on the Edge of Town* (1978), l'Amérique est touchée par la crise. Bruce

garde le silence et relit la Bible. *Darkness* est un disque mystique, qu'on désespère d'une résurrection hypothétique.

1982, Bruce Springsteen compose *Nebraska*, qui est comme le témoin de la décadence spirituelle de l'Amérique. Dans cette collection de moroses blues, les personnages sont des *desperados*, des assassins, dont « *la solitude est tellement complète qu'elle donne envie de pleurer* », comme le dit le chanteur en introduction du premier concert de sa tournée fleuve de 1984-1985.

#### Un conservateur ?

Il raconte l'horrible histoire de Charlie Starkweather, qui tua dix personnes au fusil de 410 à canon scié entre les plaines du Nebraska et les *Badlands* du Wyoming. « *Ils ont voulu savoir pourquoi j'ai fait ça* », chante Starkweather au moment de passer à la chaise électrique : « *M'sieur, je crois qu'il y a juste de la méchanceté dans ce monde* ».

Pour Bruce S., dans cet univers, il faut se resserrer autour des valeurs traditionnelles de la société : « *Un type qui tourne le dos à sa famille, marmonne un de ses héros, eh bien, il ne vaut pas grand-chose* ».

Religion, droiture, famille... Le rocker serait-il le chantre des valeurs de la nouvelle Amérique conservatrice, celle qui se rassemble avec son président autour de la bannière étoilée ? Ronald Reagan n'a pas manqué de glorifier Bruce Springsteen, cet authentique héros américain de la trompe des John Wayne et autres Superman. « *Je ne sais pas si le président est un mauvais homme, rétorque le chanteur, mais je suis certain que les rêves des gens dont je raconte l'histoire lui importent peu* ».

XAVIER GAUTIER.

هكذا من الأصل



# France

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS PROVOQUE DES REMOUS CHEZ LES SOCIALISTES

### Difficultés de réception pour les « parachutés »...

Les tractations en cours pour la constitution des listes du Parti socialiste continuent de provoquer des remous divers. M. Olivier Stira, président de l'Union centriste républicain, a écrit à M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, le jeudi 11 juillet, après le refus des socialistes de la Manche (le Monde du 12 juillet) de l'accueillir comme tête de liste pour les élections législatives (coincidence à l'égard national comit ou comité directeur du PS du 6 juillet).

Stira demande au premier secrétaire du PS de « faire respecter cette décision ». « Je n'ignore pas écrit-il, que les fédérations du PS n'ont pas une large autonomie. Néanmoins, il s'agit d'une affaire qui dépasse une fédération locale ou une personne. Il s'agit de témoigner à l'échelon national que le PS socialiste souhaite élargir son audience et que d'autres formations politiques sont d'accord pour promouvoir un rassemblement... » « Je suis persuadé, dans ces conditions, écrit M. Stira, que le PS aura à cœur de faire respecter sa décision ».

Autre « parachuté » — toujours dans l'Ouest, mais en Mayenne — M. Jean-Paul Planchou, député sortant Paris, membre du CERES, comit lui aussi quelques problèmes de réception au sol. M. André Fincannon, secrétaire du PS dans le département de Laval, a annoncé vendredi 12 juillet, qu'il est candidat à la

conduite de la liste socialiste. « Il est tout à fait déraisonnable, a-t-il déclaré, d'envisager que la liste (...) soit conduite par quelqu'un ne connaissant rien des réalités et des problèmes de notre département (...). Ce serait un véritable suicide ». Il est vrai que dans ce département, qui n'a élu en 1981 que des députés de l'opposition, l'élection de la tête de liste socialiste n'est même pas acquise.

#### Dissidence dans le Finistère ?

Encore dans l'Ouest, dans le Finistère cette fois, se pose fois un problème interne aux rocardiens. L'accord national conclu le 6 juillet donne les trois éligibles aux amis de M. Rocard. Or le département compte six sortants socialistes (sur huit députés), dont cinq rocardiens. M. Jean Beaufort, maire de Camaret, est l'un des sortants rocardiens « sacrifiés ». Et il refuse — le dit-il d'un « état-major parisien » — en évoquant la possibilité d'une liste dissidente. M. Beaufort estime que la liste telle qu'elle est prévue (1) aboutirait à une surreprésentation du Sud-Finistère maritime au détriment du Nord agricole, et remettrait en cause l'implantation du PS dans le département.

Dans l'Eure enfin, c'est le courant A. (mitterrandiste) qui se divise. Ce département est l'un de

ceux où l'introduction de la proportionnelle diminuera presque automatiquement le nombre des élus du PS, puisque les quatre députés sortants sont tous socialistes. Deux seulement devraient revenir en 1986, dont semble-t-il M. François Looze, tête de liste prévue et un rocardien, M. Freddy Deschaux-Beaume. M. Claude Michel, mitterrandiste, n'accepte pas de disparaître au profit de M. Loncle, ancien MRG. M. Michel fait allusion « au socialisme récent » de M. Loncle et ajoute : « pour la période cruciale de 1986-88, le PS fera bien de mettre en place dans les départements sensibles des élus fortement ancrés dans le parti et dans leurs convictions ».

#### Listes autonomes du MRG

Dans le Vaucluse, M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale, persiste et signe dans son opposition à la venue de M. Bertrand Delanoë, l'un des principaux dirigeants nationaux du parti (2). M. Gatel devait tenir, dimanche en Avignon, une conférence de presse commune avec M. André Borel, député sortant et troisième candidat potentiel pour la tête de liste. M. Gatel veut ainsi contester l'existence d'une rivalité irréductible entre M. Borel et lui (le Monde du 12 juillet). La fédération socialiste de la Meuse, qui doit accueillir une

autre « parachutée » parisienne du CERES, M<sup>me</sup> Ghislaine Toutain, se demande « s'il ne s'agit pas d'une erreur ».

Les fédérations du Mouvement des radicaux de gauche ont décidé, pour leur part, d'agir en commun dans les départements les plus peuplés, pour présenter des listes autonomes aux législatives et aux régionales. Ces listes devraient être, disent-elles, « ouvertes à tous les démocrates soucieux de développer en France les vertus fondamentales d'effort, d'initiative, de responsabilité, et d'offrir à la jeunesse du pays une espérance réelle d'insertion dans une société ambitieuse et ouverte sur l'Europe ». Ces fédérations indiquent que « cette ligne politique sera défendue » au prochain congrès du MRG.

La fédération de Loire-Atlantique du MRG est la première à avoir concrétisé cette orientation. Son président, M. Michel Le Mappian, a annoncé, vendredi 12 juillet, que M. Michel Odette, conseiller municipal de Saint-Nazaire, conduira une liste MRG aux législatives dans ce département. M. Le Mappian formera sa propre liste pour les régionales. Il souhaite que le MRG « passe de l'autonomie doctrinale à l'autonomie tactique » et joue un rôle de rassembleur autour d'un « Front républicain ».

(1) Le projet de liste prévu par l'accord national est le suivant : M. Louis Le Penec; M. Bernard Pognant; M<sup>me</sup> Marie Jacq, tous trois députés sortants. M. Beaufort ne conteste pas que la tête de liste soit attribuée à l'ancien ministre de la mer.

(2) M. Jack Lang, dont la candidature avait été envisagée, est actuellement compté comme éligible dans le Bas-Rhin.

## UN AUTO-PORTRAIT DE M. MARCHAIS

### « Je me sens le continuateur de Robespierre... »

Le badge « Touche pas à mon pote » ? Il l'a « bien eue, bien sûr ». Le disque collectif pour l'Ethiopie ? Il l'a acheté. Il aime bien Brel, Brassens, Renaud, Johnny Hallyday, Louis Armstrong, Hugo, Aragon, un bon roman policier. Il adore la cuisine, un bon repas, une bonne bouteille partagée avec des copains event un bon tarot. Il fait du vélo, de la culture physique, de la natation en vacances. Il s'appelle Georges Mercheis.

Ces éléments de portrait, et quelques autres, le secrétaire général du PCF les livre aux jeunes reporters de « Fréquence môme » (France-Inter du lundi 15 au vendredi 19 juillet à 18 heures) qui l'ont mis (gentiment) à la question.

Au fil des réponses, on découvre, ou on trouve, confirmation du peu de goût de M. Mercheis pour la politique spectacle, de son incertitude quant à sa candidature, en 1983, pour l'élection présidentielle. (Mais « une chose dont tu peux être sûr, c'est qu'il y aura un candidat communiste en 1988 »).

Le secrétaire général parle aussi de son idéal (« bien-être, bonheur, paix, droits de l'homme », pour tout un chacun). Il lui « aurait plu de pouvoir agir dans ce sens » comme président de la République. Il ne

s'est cependant jamais fait d'illusions à ce sujet.

« Je ne le cherche pas, bien que tu sois petit, que rien ne s'obtient sans lutte », répond M. Mercheis à l'un de ses interlocuteurs. A un autre, il confie : « Je suis un leader, un gégneur, j'aime la compétition ».

Convictions et volonté de vaincre. Voilà sans doute pourquoi ses héros historiques sont Spertecus, les peysans révoltés du Moyen Age, les commandos des résistants. « Je me sens un peu, je le dis avec modestie quand même, le continuateur du combat que menaient ces hommes. Je me sens le continuateur de Robespierre, étant bien entendu que les conditions de lutte aujourd'hui sont tout à fait différentes de ce qu'elles étaient à l'époque ».

Etonnement, M. Mercheis est d'accord avec Coluche et Thierry Le Luron. Du moins lorsqu'ils disent que les hommes politiques sont des menteurs. « Certains hommes politiques... », précise-t-il dans un éclat de rire.

Stupeur, il avoue être en désaccord avec Lénine ! Mais c'est sur la question de savoir si la musique peut avoir une excessive influence sur les êtres.

M. K.

## LE « TRANSCOURANTS » DU PS CRÉENT LEUR PROPRE CLUB

### « Gagner en 1988 exige dès aujourd'hui la définition d'un contrat de gouvernement »

M. François Hollande, Jean-Michel Gaillard, Jean-Pierre Migard et Jean-Yves Le Drian, animateurs du mouvement dit « transcourants » au sein du PS viennent de créer un club, Démocratie 2000, dont ils veulent faire « un des lieux de la reconposition du PS ».

J. Jacques Sauvageot, l'un des anciens dirigeants du mouvement étudiant contestataire de mai 1968, figure parmi les queue trente membres fondateurs dont les chefs de file affirment avoir recueilli une cinquantaine de signatures de personnalités favorables à leur initiative, parmi lesquelles plusieurs membres de cabinets ministériels et des parlementaires de divers courants du PS.

J. Hollande, qui appartient au cabinet du président de la République avant de devenir l'un des principaux collaborateurs de M. Max Gallo quand ce dernier fut nommé porte-parole du gouvernement, a répondu à nos questions sur cette initiative.

« Le club que vous créez a vocation selon vos propres termes, à devenir « un des lieux de reconposition » du PS. Est-ce à dire que vos formations politiques est en voie de composition ? »

« On peut s'enrichir sans s'être préalablement ruiné. Il n'y a pas aujourd'hui menace de décomposition du PS, mais ses potentialités politiques ne sont pas exploitées. Les leçons de l'exercice du pouvoir, la voix du PCF de rester hors du système institutionnel commandant l'armature du parti. La reconposition de la gauche se fera à partir de l'édifice du PS, mais en élevant ses objectifs et en élargissant ses fondus. Cette transformation doit être entreprise sans retard. S'il y a urgence pour le PS, c'est là qu'il se situe ».

« Vous vous assignez pour but d'élaborer des textes et documents de travail « utilisables pour le PS dans la perspective de 1988 ». N'est-ce pas déjà une des vocations de certains nombreux clubs déjà existants, dont Espaces 89, qui ne vous est pas inconnu ? N'est-ce pas le rôle du groupe des experts du PS qui rendait de ces centres ? Pourquoi un club de plus ? Ou pour qui ? »

« Démocratie 2000 entend prolonger la réflexion née des thèmes développés par la contribution « transcourants » avec, au cœur de ses préoccupations, une question cruciale : adapter la politique de la gauche, sur le plan du langage comme sur celui de l'organisation, aux formes nouvelles des mouvements sociaux et, plus généralement, des comportements des Français ».

## J. Sarre se déclare favorable à la présidentialisation des institutions

M. Georges Sarre, membre du secrétariat national du PS et du CERES, se prononce — dans le premier numéro de la lettre de son club « Avenir et demain » (1) — pour la présidentialisation du régime avec suppression du droit de dissolution de l'Assemblée nationale, et réduction du mandat présidentiel à cinq ans. M. Sarre estime que « la proportionnelle n'agira pas mieux que le scrutin majoritaire pour réhabiliter le rôle du Parlement », et souligne que « le premier effet d'un régime présidentiel en France serait d'élimer les pouvoirs du président et de relever ceux du Parlement ». In outre, selon M. Sarre, une telle évolution du régime présenterait, notamment, l'avantage de conduire logiquement — et quel que soit le mode de scrutin pour les législatives — à la nécessité d'un contrat (...) passé non seulement entre les partis politiques, mais entre ces partis et ou futur président ».

M. Sarre évoque également la situation du PCF. Pour lui, dit-il,

« l'objectif est clair : redevenir le premier parti de la gauche. Peu importe les moyens et les conséquences, puisque la mission de ce parti s'impose d'elle-même : exister, se survivre à lui-même ».

M. Sarre ajoute que, « pour un temps, le PCF ne sert plus à rien pour les salariés et la France » et souligne que « vouloir animer l'union en soufflant sur les cendres parce qu'il n'y a plus de braises n'est ni sérieux ni réaliste ». Il se refuse néanmoins « à jeter par-dessus bord ce qu'il y a d'essentiel dans l'unité » entre le PS et le PCF, et souhaite que soient créées « les conditions d'un rassemblement populaire dans lequel les communistes auront naturellement leur place ».

(1) M. Sarre affirme accueillir dans ce club des non-socialistes, notamment des anciens communistes qui n'ont pas encore franchi le pas de l'adhésion au PS.

Propos recueillis par MICHEL KAJMAN

## A pas de géant



Un grand coureur de haies connaît les difficultés de l'épreuve : une course de 400 mètres avec 10 obstacles, où un seul faux pas peut conduire à l'échec.

De même, le Grand Prix FIAA Mobil, comporte 16 obstacles : 16 meetings internationaux où les meilleurs athlètes du monde sont en compétition.

Le Grand Prix, parrainé par Mobil et organisé par la Fédération Internationale d'Athlétisme Amateur, a débuté le 25 mai dernier à San José en Californie.

Tout prochainement vont se dérouler le Nikala à Nice le 16 juillet et les Jeux Peugeot-Talbot à Londres le 19 juillet. Avec, en apothéose, la Finale à Rome le 7 septembre.

Les points du Grand Prix sont attribués aux athlètes en fonction des performances ou des temps réalisés. Des points supplémentaires sont attribués pour les records du monde. Le classement final récompensera les premiers athlètes masculins et féminins ainsi que les meilleures performances dans chaque épreuve.

Avec 10 meetings à venir, l'endurance compte. Encore 10 obstacles, et 10 occasions d'aller de l'avant, à pas de géant. Mobil. Avancez avec nous.



J.-M. C. — Il y a même certains de vos amis, députés bar-

D. — Il va de soi que si le système bloque ; si un des deux protagonistes principaux, c'est-à-dire le président de la République ou le premier ministre, ne jouait pas le jeu, la solution serait inévitablement une autre élection. Celui qui a le mieux placé dans l'hypothèse dissolution ou démission — sera celui qui, auparavant, aura fait la preuve de sa bonne foi, c'est-à-dire sa volonté de jouer le jeu. Dans

**J.-M. C.** - Prenez des exemples récents, *Eurêka*. Qui l'a

**A. D.** — Elle en a un : la Constitution.

**Ph. M.** — Encore une fois : personne ne nie que la Constitution n'offre la possibilité d'aboutir à un système de cohabitation. Ce que nous disons, c'est que cela ne serait viable et que cela serait déplorable. Cette répartition des tâches entre un président de la République et un gouvernement étranger et à la défense, et un gouvernement qui se limiterait à son tour à l'action économique, sociale et financière, me paraît pratiquement réalisable.

« Il y a un risque fondamental et il me semble préférable d'en faire l'économie. Vous dites : *« Ne donnez pas l'impression que vous voulez obliger le président de la République à partir. »* Mais le président de la République est parfaitement libre de son choix ! Mais nous sommes libres nous aussi et nous n'admettrons pas que l'on nous oblige à entrer dans le système de la cooptation, et nous disons d'avance que nous n'y entrerons pas. »

*[Faint, illegible text from the reverse side of the page]*

1984 1985 1986 1987 1988 1989 1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060 2061 2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074 2075 2076 2077 2078 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090 2091 2092 2093 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100 2101 2102 2103 2104 2105 2106 2107 2108 2109 2110 2111 2112 2113 2114 2115 2116 2117 2118 2119 2120 2121 2122 2123 2124 2125 2126 2127 2128 2129 2130 2131 2132 2133 2134 2135 2136 2137 2138 2139 2140 2141 2142 2143 2144 2145 2146 2147 2148 2149 2150 2151 2152 2153 2154 2155 2156 2157 2158 2159 2160 2161 2162 2163 2164 2165 2166 2167 2168 2169 2170 2171 2172 2173 2174 2175 2176 2177 2178 2179 2180 2181 2182 2183 2184 2185 2186 2187 2188 2189 2190 2191 2192 2193 2194 2195 2196 2197 2198 2199 2200 2201 2202 2203 2204 2205 2206 2207 2208 2209 2210 2211 2212 2213 2214 2215 2216 2217 2218 2219 2220 2221 2222 2223 2224 2225 2226 2227 2228 2229 2230 2231 2232 2233 2234 2235 2236 2237 2238 2239 2240 2241 2242 2243 2244 2245 2246 2247 2248 2249 2250 2251 2252 2253 2254 2255 2256 2257 2258 2259 2260 2261 2262 2263 2264 2265 2266 2267 2268 2269 2270 2271 2272 2273 2274 2275 2276 2277 2278 2279 2280 2281 2282 2283 2284 2285 2286 2287 2288 2289 2290 2291 2292 2293 2294 2295 2296 2297 2298 2299 2300 2301 2302 2303 2304 2305 2306 2307 2308 2309 2310 2311 2312 2313 2314 2315 2316 2317 2318 2319 2320 2321 2322 2323 2324 2325 2326 2327 2328 2329 2330 2331 2332 2333 2334 2335 2336 2337 2338 2339 2340 2341 2342 2343 2344 2345 2346 2347 2348 2349 2350 2351 2352 2353 2354 2355 2356 2357 2358 2359 2360 2361 2362 2363 2364 2365 2366 2367 2368 2369 2370 2371 2372 2373 2374 2375 2376 2377 2378 2379 2380 2381 2382 2383 2384 2385 2386 2387 2388 2389 2390 2391 2392 2393 2394 2395 2396 2397 2398 2399 2400 2401 2402 2403 2404 2405 2406 2407 2408 2409 2410 2411 2412 2413 2414 2415 2416 2417 2418 2419 2420 2421 2422 2423 2424 2425 2426 2427 2428 2429 2430 2431 2432 2433 2434 2435 2436 2437 2438 2439 2440 2441 2442 2443 2444 2445 2446 2447 2448 2449 2450 2451 2452 2453 2454 2455 2456 2457 2458 2459 2460 2461 2462 2463 2464 2465 2466 2467 2468 2469 2470 2471 2472 2473 2474 2475 2476 2477 2478 2479 2480 2481 2482 2483 2484 2485 2486 2487 2488 2489 2490 2491 2492 2493 2494 2495 2496 2497 2498 2499 2500 2501 2502 2503 2504 2505 2506 2507 2508 2509 2510 2511 2512 2513 2514 2515 2516 2517 2518 2519 2520 2521 2522 2523 2524 2525 2526 2527 2528 2529 2530 2531 2532 2533 2534 2535 2536 2537 2538 2539 2540 2541 2542 2543 2544 2545 2546 2547 2548 2549 2550 2551 2552 2553 2554 2555 2556 2557 2558 2559 2560 2561 2562 2563 2564 2565 2566 2567 2568 2569 2570 2571 2572 2573 2574 2575 2576 2577 2578 2579 2580 2581 2582 2583 2584 2585 2586 2587 2588 2589 2590 2591 2592 2593 2594 2595 2596 2597 2598 2599 2600 2601 2602 2603 2604 2605 2606 2607 2608 2609 2610 2611 2612 2613 2614 2615 2616 2617 2618 2619 2620 2621 2622 2623 2624 2625 2626 2627 2628 2629 2630 2631 2632 2633 2634 2635 2636 2637 2638 2639 2640 2641 2642 2643 2644 2645 2646 2647 2648 2649 2650 2651 2652 2653 2654 2655 2656 2657 2658 2659 2660 2661 2662 2663 2664 2665 2666 2667 2668 2669 2670 2671 2672 2673 2674 2675 2676 2677 2678 2679 2680 2681 2682 2683 2684 2685 2686 2687 2688 2689 2690 2691 2692 2693 2694 2695 2696 2697 2698 2699 2700 2701 2702 2703 2704 2705 2706 2707 2708 2709 2710 2711 2712 2713 2714 2715 2716 2717 2718 2719 2720 2721 2722 2723 2724 2725 2726 2727 2728 2729 2730 2731 2732 2733 2734 2735 2736 2737 2738 2739 2740 2741 2742 2743 2744 2745 2746 2747 2748 2749 2750 2751 2752 2753 2754 2755 2756 2757 2758 2759 2760 2761 2762 2763 2764 2765 2766 2767 2768 2769 2770 2771 2772 2773 2774 2775 2776 2777 2778 2779 2780 2781 2782 2783 2784 2785 2786 2787 2788 2789 2790 2791 2792 2793 2794 2795 2796 2797 2798 2799 2800 2801 2



## D'ICI AU 15 AOUT

### 2 300 détenus graciés vont être libérés

Mille quatre cent dix détenus seront libérés le 15 (ou le 16) juillet à l'occasion des rituels grâces présidentielles dites « du 14 juillet ». Mille deux cent soixante bénéficiaires de ces grâces subissaient des peines inférieures à six mois d'emprisonnement, c'est-à-dire des courtes peines.

La remise de la peine consentie cette année est d'un mois pour tous les condamnés. En sont exclus les stupéfiants, pour proxénétisme, pour violence envers le personnel pénitentiaire, les fonctionnaires de police ou de gendarmerie et, enfin, les condamnés évadés.

De plus, les juges de l'application des peines pourront accorder une remise de peine supplémentaire, dans la limite d'un mois au maximum, pour les condamnés dont la conduite, en prison, est sans reproche et qui présentent des garanties sérieuses de réinsertion sociale. Neuf cents autres détenus bénéficieront de la sorte d'une libération avant le terme normal de leur peine qui serait intervenu, au plus tard, le 15 septembre prochain.

A côté de ces mesures, dont l'unité finale est de lutter contre la surpopulation pénale, des dispositions sont attendues dès 1986 pour ce qui concerne les équipements et le personnel pénitentiaire et des décrets devraient être publiés incessamment à ce propos.

Ainsi, les surveillants obtiendront la satisfaction d'une de leurs plus anciennes revendications : l'intégration de leur indemnité de sujétion spéciale dans la base du calcul de leurs droits à pension, situation qui est déjà celle de la gendarmerie et de la police.

Un effort important sera consenti dès l'année prochaine au profit du budget de l'administration pénitentiaire. En particulier, onze cents emplois, inoccupés par défaut de personnel, pourront être utilisés après l'embauche de surveillants. Huit cents places seront, d'autre part, mises en chantier alors que, souligne-t-on à la Chancellerie, ce nombre n'était que de deux cents en moyenne annuelle sous le précédent septennat. Enfin, des crédits seront dégagés pour améliorer le fonctionnement du contrôle judiciaire, de la réinsertion sociale et des « alternatives à la détention ».

## A Annecy

### QUATRE MEMBRES DU FRONT NATIONAL ÉCROUÉS APRÈS LE PLASTICAGE D'UN BAR

(De notre correspondant.)

Annecy. — Les trois auteurs et le commanditaire du plasticage contre un bar d'Annecy, Le Fauconnier, ont été inculpés et écroués mercredi 10 juillet par M. Charles Clerc-Renaud, juge d'instruction. Trois jours plus tôt, ils avaient déposé plusieurs pains de dynamite dans le bar, à la demande d'un restaurateur voisin, M. Jean Geimel. Ce dernier, qui ne supportait plus la concurrence du Fauconnier, où l'on servait aussi des repas, recruta plusieurs hommes de main parmi ses amis, membres comme lui du Front national, M. Jean-Pierre Chavet, Georges Bonnaz et Patrick Gayral, tous trois âgés d'une trentaine d'années. La police retrouva dans l'appartement de M. Gayral une centaine de bâtons de dynamite ainsi que plusieurs centaines de détonateurs.

Les responsables départementaux du Front national reconnaissent l'appartenance des quatre hommes au mouvement de M. Jean-Marie Le Pen, fortement implanté en Haute-Savoie, puisqu'il a recueilli près de 17 % des suffrages aux élections municipales de 1983 et 13 % aux cantonales de mars 1985.

Les bâtons de dynamite utilisés contre le bar d'Annecy sont, selon les services de police, du même type que ceux employés lors de l'attentat à l'explosif, commis le 20 juin dernier, contre la permanence du Parti communiste à Annemasse.

## Après l'attentat du 10 juillet

### GREENPEACE POURSUIVRA SA CAMPAGNE CONTRE LES ESSAIS NUCLÉAIRES

Le mouvement écologiste international Greenpeace a annoncé, vendredi 12 juillet, qu'il était décidé à poursuivre sa campagne pour la cessation de tous les essais nucléaires du monde, malgré l'attentat qui a coûté son navire, le Rainbow Warrior, deux jours plus tôt, dans le port néo-zélandais d'Auckland et tué un photographe portugais.

Une flottille se rassemble actuellement en Nouvelle-Zélande, mais la décision définitive de se rendre à Mururoa — site des essais nucléaires français — sera prise dans les jours qui viennent. Ce serait le voilier Vega qui prendrait la place de « coordinateur » prévu à l'origine pour le Rainbow Warrior.

De son côté, la police néo-zélandaise a précisé que deux mines posées sous la coque du bateau sont à l'origine des explosions. Il se pourrait, selon elle, que le Français aperçu aux abords du navire juste avant l'attentat soit actuellement à Tahiti.

● **Attentat contre les locaux de « Sud-Ouest » à Bayonne.** — Un attentat à la bombe a endommagé les bureaux du journal Sud-Ouest à Bayonne pendant la nuit du vendredi 12 au samedi 13 juillet. Un pain de plastique avait été déposé au rez-de-chaussée. Les bureaux étaient vides au moment de l'explosion. Toutes les vitres sont brisées, le faux plafond s'est effondré. Samedi en fin de matinée, l'attentat n'avait pas été revendiqué.

## France / société

### LES ANNALES DU BAC ONT CENT ANS

#### Petit examen de la maison Vuibert

Les quelque 400 000 lycéens qui, ces derniers jours, ont passé de longues heures dans les salles d'examen, connaissent, pour les avoir feuilletées avec inquiétude, les Annales du baccalauréat. Leurs parents se souviennent certainement des petits volumes à la couverture blanche et noire barrée d'une bande de couleur où se détachent les trois grosses lettres BAC. Les uns et les autres savent que ces petits livres au format de poche reproduisent les sujets du baccalauréat proposés dans les différentes académies.

Des ouvrages qui existent depuis cent ans, puisque c'est en 1885 que M. Henry Vuibert publie ses premières Annales comportant les sujets du baccalauréat en mathématiques et sciences physiques. Edifianta histoire que celle de cet élève brillant, promis à Polytechnique, obligé d'arrêter ses études pour aider sa mère. Entré à la compagnie des chemins de fer du PLM, où il gravit les échelons qui le mèneront au grade de chef de gare. Passionné par les mathématiques, le jeune Vuibert fonde en 1877 un Journal de mathématiques élémentaires puis, tout en surveillant les trains, prépare un livre de Questions de mathématiques élémentaires. A vingt-sept ans, il abandonne sa gare et sa casquette pour l'édition. Il fonde la librairie Vuibert et choisit évidemment comme devise : « Être au cœur des problèmes ».

Les candidats au baccalauréat de 1885 disposent donc des premières Annales. La maison Vuibert ne dit pas combien des quel-

que 7 000 candidats achèteront le fascicule, mais l'affaire dut être prospère, puisque l'éditeur poursuivit son entreprise les années suivantes. En 1911, il innove même, proposant neuf fascicules annuels reproduisant les sujets de toutes les matières de l'examen. La guerre interrompit cette diversification et, de 1914 à 1922, la maison Vuibert ne publia que les seules Annales de mathématiques et de sciences physiques, disciplines chères au cœur du fondateur.

A nouveau le nombre de neuf, les fascicules connaissent une période d'expansion liée à l'augmentation du nombre de candidats qui passe de 10 000 dans les années 20 à 27 000 à la veille de la seconde guerre mondiale. En 1949, une autre collection voit le jour : les Annales du BEPC. En cent ans, des volumes et des volumes de petits livres ont transité par les étagères en bois de la librairie du boulevard Saint-Germain. Des milliers de sujets peuplent la collection soignée, conservée jalousement par l'éditeur. Des sujets marqués par le temps, comme cette question posée en philosophie dans l'académie de Clermont-Ferrand, en 1926 : « Quels sont les devoirs des nations colonisatrices ? ». Des sujets difficiles comme celui de français en 1912, à Paris : « Que savez-vous de l'Académie française, de son but, de ses travaux, des services qu'elle a rendus, de ceux qu'elle rend encore ? ».

SERGE BOLLOCH.

## L'argent du beurre

Au caractère rituel des grâces présidentielles répond le caractère rituel des protestations y compris préventives venues de l'opposition, lorsqu'elle se situe à droite.

Malgré ces protestations pèchent par défaut de cohérence, car elles reviennent à réclamer le beurre et l'argent du beurre, autrement dit : le calme dans les prisons, tout en maintenant une surpopulation que l'on sait incompatible avec cet impératif de calme.

Une telle contradiction est un risque insensé pour le gouvernement qui voudrait le prendre. Faut-il rappeler à quel point l'affolement était dans l'Etat, lorsque les prisons se remplissaient en 1974, dans les premières semaines du septennat de M. Giscard d'Estaing ?

Il n'est pas de ministre de la justice qui puisse ignorer qu'il est en perpétuel état de sursis en fait de paix carcérale. A plus forte raison, lorsque l'effectif des détenus avoisine 44 000, que celui des places disponibles ne dépasse pas 32 000, que nombre d'entre elles sont infécondes des conditions minimales fixées par le Conseil de l'Europe. A cela, il faut ajouter des situations particulières, dans nombre d'établissements atteignant des taux d'occupation de 150, voire 200 %.

Ces données de fait s'imposent à tout pouvoir, à moins d'envisager de rétablir le bagne ou la chiourme des galères qui,

d'ailleurs, n'ont jamais empêché les révoltes de détenus.

Les surveillants sont les premiers à réclamer de régulières masures de clémence car, seules, ces mesures peuvent diminuer la tension des esprits au dedans des prisons : eux le savent et l'éprouvent.

De plus, ces grâces ne sont-elles pas l'excuse d'une nation qui ne réserve pas à ses délinquants le traitement de dignité auquel ils ont, incontestablement, droit ? Douze mois de prison à cinq dans une cellule n'est-il pas plus lourd que treize dans des conditions décentes ?

Méconnaître cela, flatter une opinion dont nul dirigeant politique ne peut ignorer les réactions déferlantes sur ce point, c'est se faire preuve d'un électoralisme aux limites de la mauvaise foi.

D'autant que les grâces de cette année, outre qu'elles sont inférieures aux 3 000 libérations décidées l'an passé par M. Margaret Thatcher, ne représentent que 5 % de la population pénale dans son ensemble et sont assorties d'importantes restrictions visant, par exemple, les auteurs de violences contre les forces de l'ordre ou les trafiquants de drogue.

A quoi l'opposition dira que c'est son devoir et, en tout cas, son droit de vitupérer les choix de la gauche. Rien n'est plus vrai. Mais agir ainsi, alors qu'on se dit certain d'être au pouvoir bientôt, est un jeu dangereux.

PHILIPPE BOUCHER.

## PAS DE RÉVISION DE PROCÈS POUR MM. MIS ET THIENNOT

MM. Raymond Mis et Gabriel Thiennot n'ont pas obtenu la révision de leur procès. Ainsi cette affaire judiciaire, vieille de trente-huit ans, trouve-t-elle une conclusion dont on ne sait encore si elle sera vraiment définitive. Les faits remontent au mois de décembre 1946. MM. Mis et Thiennot sont accusés du meurtre d'un garde-chasse de Mézières-en-Brenne, dans l'Indre, un pays d'échange où gibiers et braconniers abondent. Les deux hommes, âgés de vingt et un ans et dix-neuf ans, seront condamnés en 1947 à quinze ans de travaux forcés.

Après cassation, ils seront condamnés, en 1948, à vingt ans de travaux forcés, puis, à la suite d'une nouvelle cassation, à quinze ans de la même peine et dix ans d'interdiction de séjour en juin 1950. Ils seront libérés après sept ans d'emprisonnement (le 8 août 1957).

Accablés, dès l'abord, par l'opinion publique de la région, celle-ci prendra progressivement leur défense. Une pétition pour la révision du procès réunit six mille signatures. En 1980, leur avocat, M. Jean-Paul Thibault, remet au garde des sceaux une requête pour obtenir la révision. Après examen par la commission de révision des procès criminels, la chancellerie n'a pas estimé possible de saisir la chambre criminelle de la Cour de cassation. Selon le garde des sceaux, le dossier ne présente pas « de faits nouveaux de nature à établir l'innocence des condamnés ».

● **Le parquet de Lyon fait appel de la condamnation de l'ancien maire d'Aix-en-Provence.** — Le parquet vient de faire appel du jugement du tribunal correctionnel de Lyon condamnant M. Alain Joissains, ancien maire d'Aix-en-Provence (UDF-Rad.), à dix-huit mois de prison avec sursis et 50 000 francs d'amende pour recel de biens sociaux, le 28 juin dernier (le Monde daté 30 juin-1<sup>er</sup> juillet).

M. Joissains était accusé d'avoir, en 1983, alors qu'il était maire en exercice, fait construire une villa qu'il occupait avec son beau-père, financée à 60 % par la société « Mistral-Travaux », filiale de Bouygues, qui avait obtenu la même année l'adjudication pour la construction d'un CES.

● **Un salon de l'hôtel Negresco détruit par un incendie à Nice.** — Un incendie a détruit, vendredi 12 juillet, vers 21 heures, un salon de l'hôtel Negresco sur la promenade des Anglais à Nice. Une centaine de personnes ont été évacuées. L'hypothèse d'un incendie criminel n'est pas exclue, nous signale notre correspondant, le feu ayant pris simultanément à deux endroits.

● **Un malfaiteur se donne la mort dans une gendarmerie de Charente.** — Un malfaiteur, Christian Curot, trente-neuf ans, placé en garde à vue à la gendarmerie de La Couronne (Charente), s'est donné la mort, jeudi 11 juillet, en se pendant dans une chambre de sûreté.

Interpellé mercredi par les gendarmes pour vols avec effraction dans des résidences secondaires, Christian Curot était interrogé par les gendarmes et sa garde à vue venait d'être prolongée.

## TAUROMACHIE

### Des corridas seulement tolérées ou légales ?

Alors que la capitale et, bientôt, la province se couvrent d'affiches, placardées sur des emplacements réservés, pour dire « non aux corridas », Canal + diffuse en juillet et août, tous les lundis à partir de 22 heures, une émission sur les courses de taureaux. Viell habitué des arènes, Jean-Louis Borgeat permet aux curieux qui possèdent un décodeur de découvrir les bestiaux d'aujourd'hui et de comprendre la fête tragique.

Depuis des siècles, partisans et adversaires de l'art de tuer les taureaux s'affrontent. Jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, en France aussi bien qu'en Espagne, les opposants aux corridas ne veulent faire entendre les jeux de l'arène que pour protéger les vies humaines gravement menacées. Mais à l'aube du vingtième siècle, en France surtout, l'argumentation s'inverse. La protection de l'animal devient alors le souci primordial des adversaires des courses de taureaux. Face à cette étonnante évolution, l'aficionado Gaston Doumergue, alors député, lance en 1900 au Parlement : « On comprend que les hommes aient si peu d'amis quand les animaux en ont tant. »

En 1985, il s'agit de savoir si la corrida est seulement « tolérée » par les pouvoirs publics, ainsi que l'affirment les adversaires des courses de taureaux, ou « légale », selon les aficionados.

La réponse est simple : les corridas sont légales en France dans « les villes de tradition ininterrompue ». En cas d'interruption, celle-ci ne doit pas dépasser dix ans. L'affaire commence en 1850 avec la fameuse loi Grammont, qui stipule : « Seront punis d'une amende et pourront l'être d'un à cinq jours de prison, ceux qui auront exercé publiquement et abusivement de mauvais traitements envers les animaux domestiques. » Le taureau de combat, élevé uniquement pour affronter le matador, est-il un animal domestique ? « Oui », a répondu le 16 février 1895 la Cour de cassation, qui estime « qu'il subit la domination de l'homme, est sélectionné par lui, est élevé dans des pâturages clos et qu'il reçoit sa nourriture de lui ».

En cette fin du dix-neuvième siècle, la corrida est incontestablement « tolérée » en France. Mais, après diverses polémiques, manifestations et procès, le Parlement vote, le 24 avril 1851, une loi qui complète celle de 1850 et qui pré-

voit que la loi Grammont ne s'applique pas aux courses de taureaux « dans les villes de tradition ininterrompue ». Depuis cette date, des corridas sont donc organisées légalement dans ces cités du sud de la Loire.

Une autre question agite aussi les juristes, avec les courses de taureaux présentées dans des localités proches d'une ville de tradition. Peut-on, par exemple, autoriser une corrida à Nîmes et l'interdire au Grau-du-Roi, distant d'une quarantaine de kilomètres ? Quatre cours d'appel (Bordeaux, Montpellier, Nîmes et Toulouse), la Cour de cassation et le Conseil d'Etat décident d'étendre le bénéfice de la tradition locale à la région, en tant qu'« ensemble géographique ou démographique ».

Reste que ces fameuses régions taurines ne sont toujours pas déli-

mitées officiellement. Ce pourrait être une des tâches des parlements régionaux élus au suffrage universel en mars prochain de négocier avec les pouvoirs publics les limites légales de ces territoires de « bleu y toros ». Une telle initiative mettrait fin à une géographie qui se dessine procès après procès.

Actuellement, neuf départements possèdent des plazas en activité ou fermées depuis moins de dix ans, et peuvent donc présenter des corridas. Il s'agit des Bouches-du-Rhône, du Gard, de la Haute-Garonne, du Gers, de l'Hérault, des Landes, des Pyrénées-Atlantiques, des Pyrénées-Orientales et du Var. A noter que les arènes de Vichy possèdent, elles aussi, une tradition taurine. Mais affirmer que cet affluant déborde sur l'Allier, c'est assurément aller un peu vite.

## TOUR DE FRANCE

### Le bon samaritain

De notre envoyé spécial

Saint-Nizier. — On nous a changé Bernard Hinault ! Sans doute l'influence de Bernard Tapie n'est-elle pas étrangère à cette métamorphose. L'écroulé vif d'hier fait place désormais à un homme d'apparence sereine qui a pris de la sagesse avec l'âge, du recul avec les choses du cyclisme et qui sort parfois de son rôle pour jouer les bons samaritains du peloton.

Conférence de presse vendredi 12 juillet à Saint-Nizier, sur les pentes du Vercors. Le porteur du maillot jaune profite du jour de repos pour accueillir les journalistes devant un buffet copieux. L'opération charme : sourires à volonté et tir à discrétion.

B. H. commence par une analyse rapide de la course.

## TOUR DE FRANCE FÉMININ

Quatrième étape : Corrèze-Vercors-Saint-Nizier-du-Mouchon, (22,5 km contre la montre individuel). — 1. M. Canins (Fra.) : 33 mn 3 s (moyenne : 41,363 km/h) ; 2. J. Longo (Fra.) : 34 s ; 3. C. Odin (Fra.) : à 1 mn 1 s etc.

Classement général : 1. M. Canins (Fra.) : 21 h 24 mn 44 s ; 2. J. Longo (Fra.) : à 13 mn 48 s ; 3. C. Odin (Fra.) : à 16 mn 36 s etc.

« Je n'ai pas gagné l'étape contre la nature », dit-il, « mais j'ai distancé mes adversaires plus que dangereux. C'est donc moi qui ai réalisé la bonne opération. Cela dit, l'opposition n'est pas aussi faible qu'on le prétend, et le parcours est plus difficile qu'on le croit. J'ajoute qu'il est mal construit. L'étape alpine avec six cols et une arrivée en altitude était trop dure. Elle n'inclutait pas les hommes à se battre. En limitant les obstacles et la distance, on aurait stimulé les attaquants. »

— Pourtant, Joël Pélissier a attaqué et vous lui avez reproché son attitude sans nuances.

— Je l'ai fait pour son bien. Pélissier est un jeune qui n'aurait jamais dû participer au Tour cette année. Il est encore trop jeune. Et il produit des efforts intenses. Il court comme un chien fou. Si on ne le freine pas, il va se détruire. Ce serait dommage, car il possède la qualité.

— Donc, vous l'avez rappelé à l'ordre non parce qu'il vous gênait, mais pour lui rendre service...

— Exactement. Nous n'avons déjà pas beaucoup de coureurs. Avouer que c'est bête de gâcher les nouveaux talents.

— S'il avait fait partie de votre groupe, quel aurait été son programme ?

— Nous l'aurions dispensé du

Tour de France et réservé pour le Tour de l'Avenir.

— Imaginons que votre équipier Greg Lemond s'empare du maillot jaune. Que feriez-vous ?

— Je l'aiderais à le défendre. Et je serais très content pour lui. Ce qui compte avant tout, c'est la victoire de nos couleurs. Greg ou moi, peu importe. D'ailleurs, il remportera le Tour un jour.

(Tenant Greg Lemond à la fois pour son élève et son dauphin. Hinault parle comme un professeur de vélo.)

— Comment expliquez-vous votre retour au premier plan ?

— Je travaille beaucoup. Je m'entraîne d'une manière cohérente et je m'adapte facilement sur tous les terrains.

— Les Pyrénées ne vous font pas peur ?

— Non. Je n'ai peur de rien ni de personne.

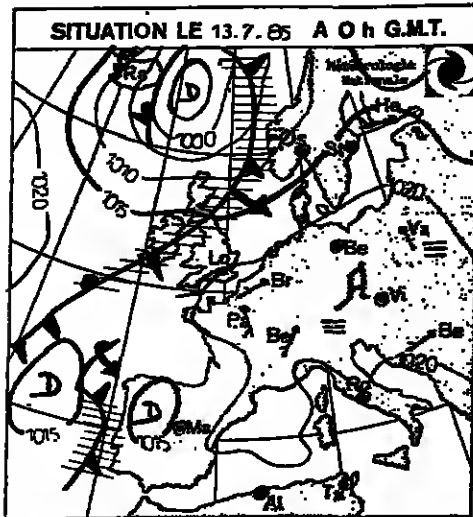
JACQUES AUGENDRE.

● **Hinault condamné pour rupture de contrat.** — Bernard Hinault, la société Euroforce et la société Covic (La Vie Claire) ont été condamnés à 700 000 F de dommages-intérêts pour rupture de contrat, à l'issue d'un procès intenté par la société de produits diététiques Vitagérmine. Hinault, Euroforce et Covic ont fait appel de ce jugement de la première chambre du tribunal de grande instance de Paris.



# France/services

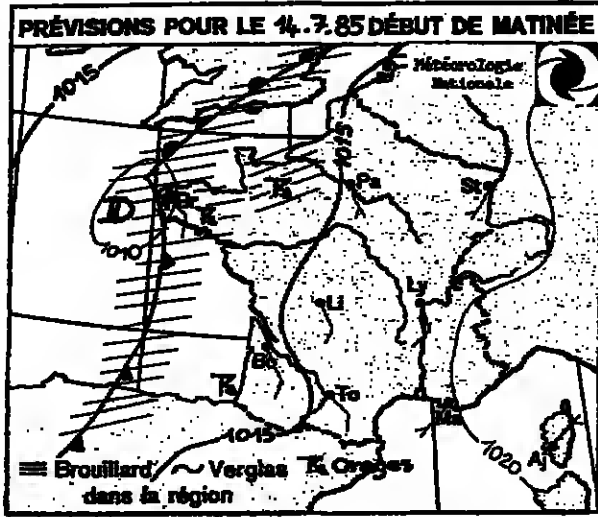
## MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 13 juillet à 0 heure et le dimanche 14 juillet 1985 à minuit.

**Situation générale :**  
Les hautes pressions d'Europe centrale s'affaiblissent, la perturbation orageuse du sud-ouest va pouvoir pénétrer lentement sur la France.

**Prévisions :**  
Dimanche matin : le temps couvert avec des pluies éparses gagnera la Bretagne et le Cotentin. Des nuages élevés de type pré-orageux vont recouvrir la moitié ouest. Quelques orages épars éclateront dans cette zone. Le beau temps persistera sur la moitié est du pays.  
En cours de journée recule du beau temps ensoleillé à l'est du Rhône. Temps très nuageux au nord de la Loire et dans le Nord quelques ondées locales se produiront. Des éclaircies se développeront à nouveau sur la Bretagne.



De la Vendée au Pays basque ciel chargé et temps pluvio-orageux.

Sur le reste du pays : des Pyrénées au Massif Central et à la Champagne temps nuageux, lourd et très orageux. Des orages parfois forts vont éclater accompagnés d'averses de pluie ou de grêle et de violentes rafales de vent du sud.  
Les températures minimales de 13 à 15 degrés sur la moitié Nord et 15 à 18 degrés sur la moitié Sud atteindront 18 à 20 degrés en Méditerranée.  
Les températures maximales de 18 à 20 degrés en bordure de la Manche atteindront 25 degrés au nord de la Loire. Sur le reste du pays il fera le plus souvent 28 à 31 degrés et même près de 35 degrés sur l'extrême Sud-Est.  
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 juillet ; le second, le minimum dans la nuit du 12 au 13 juillet) : Ajaccio, 29 et 18 degrés ; Biarritz,

31 et 20 ; Bordeaux, 30 et 18 ; Brétigny, 20 et 14 ; Brest, 22 et 12 ; Camen, 28 et 19 ; Clermont, 23 et 12 ; Clermont-Ferrand, 27 et 13 ; Dijon, 26 et 14 ; Dinard, 27 et 13 ; Embrun, 27 et 14 ; Grenoble-St-M-H., 29 et 16 ; Grenoble-St-Genès, 29 et 13 ; La Rochelle, 29 et 18 ; Lille, 26 et 15 ; Linoges, 27 et 16 ; Loriot, 23 et 14 ; Lyon, 27 et 15 ; Marseille-Marianne, 30 et 17 ; Nancy, 24 et 10 ; Nantes, 29 et 15 ; Nice, Côte d'Azur, 28 et 22 ; Paris-Montsouris, 28 et 15 ; Paris-Orly, 28 et 17 ; Pau, 31 et 18 ; Perpignan, 29 et 18 ; Rennes, 29 et 13 ; Rouen, 27 et 15 ; Saint-Etienne, 28 et 14 ; Strasbourg, 25 et 12 ; Toulouse, 30 et 14 ; Tours, 27 et 14.  
Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 17 ; Genève, 28 et 14 ; Lisbonne, 27 et 18 ; Londres, 24 et 14 ; Madrid, 37 et 17 ; Rome, 30 et 18 ; Stockholm, 22 et 14.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PARIS EN VISITES

**LUNDI 15 JUILLET**  
« Une heure au Père-Lachaise », 10 h et 11 h 30, entrée principale ;  
« Cent chefs-d'œuvre de la sculpture funéraire », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade) ;  
« La cathédrale russe, histoire de l'orthodoxie », 14 h 30, 12, rue Daru ;  
« Le café Procope », 16 h, 13, rue de l'ancienne Comédie ;  
« Le cimetière Montparnasse », 15 h, entrée cimetière boulevard E.-Quinet ;  
« Cinq cents rois et princes de France dans la basilique Saint-Denis », 15 h, entrée basilique ;  
« Images nobles et rustiques au village de Charonne », 15 h, sortie métro Porte-de-Bagnolet, côté rue de Bagnolet ;  
« Les salons de l'hôtel de Lassay », 14 h 30, 128, rue de l'Université ;  
« Hôtel de Colanges », 13 h, 16, rue Ville-Eveque (carte d'identité) ;  
« Le Marais, hôtels et jardins », 14 h 30 et 15 h, métro Saint-Paul ;  
« Le Marais illuminé », 21 h, métro Pont-Marie ;  
« La crypte archéologique du parvis de Notre-Dame », 15 h, entrée parvis cathédrale côté préfecture de police.

**MARDI 16 JUILLET**  
« Les divisions nouvelles et le colonialisme du Père-Lachaise », 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise ;  
« Deux cimetières musées : Saint-Pierre et Saint-Vincent », 14 h 45, sortie supérieure du funiculaire, rue Cardinal Dubois (V. de Langlade) ;  
« Versailles : quartier Saint-Louis », 14 h 30, devant façade cathédrale Saint-Louis ; Pour les sept à douze ans : « Quel est votre métier ? », 14 h 30, devant l'hôtel de la Ville ;  
« Les salons de l'hôtel de Ville », 14 h 30, devant entrée sur la place ;  
« L'Opéra », 13 h 15, dans le vestibule ;  
« Les manufactures des Gobelins de Beauvais et de la Savonnerie », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins ;  
« Histoire et architecture aux Juva-lies », 15 h, cour d'honneur statue Napoléon.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 13 juillet :  
**DES LOIS**  
« Relative à certaines activités d'économie sociale (unions d'économie sociale, marchés publics, SICA, SCA, sociétés coopératives ouvrières de production, coopératives maritimes, sociétés coopératives artisanales) » ;  
« Relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée » ;  
« Relative aux participations détenues dans les sociétés par actions » ;  
« Relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions » ;  
**DES DÉCRETS**  
« Concernant l'octroi d'une prime aux producteurs qui s'engagent à abandonner définitivement la production laitière » ;  
« Relatif à l'indemnité journalière de repos supplémentaire prévue à l'article L. 258-2 du code de la Sécurité sociale » ;  
« Rendre grâce à Dieu » ;  
M. et M<sup>me</sup> Jean Planchais, 300, rue de Valenciennes, 75015 Paris ;  
**Remerciements**  
« Carlux, Rouffillac, Périgieux » ;  
« Que soient ici remerciés tous ceux qui, depuis la disparition du professeur Pierre-P. GRASSE, témoignent, de toutes manières, de l'affection de l'admiration qu'ils lui portaient, aidant, entourant et réconfortant ainsi sa famille » ;  
Rouffillac, 24370 Carlux ;  
**Anniversaires**  
« Pour le huitième anniversaire de la disparition de M<sup>me</sup> MAURICE FEFFER, survenue le 14 juillet 1977, une pensée est adressée à tous ceux qui ont partagé son souvenir » ;  
« Pour le septième anniversaire de la mort de M. FÉLIX NAGGAR, une fidèle pensée est adressée à ceux qui ont partagé son souvenir » ;

## Carnet

**Mariages**  
« M. Arthur CLEMENT, M. et M<sup>me</sup> Marc SORIANO sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants :  
Jean-Yves et Catherine, qui a été célébré à Paris le 3 juillet 1985.  
Arthur CLEMENT, 84000 Villars, France et Marc SORIANO, 9, rue de la Gare, 33740 Arzac, C. et J.-Y. CLEMENT, 22, rue Jonquoy, 75014 Paris ;  
**Décès**  
« On nous prie d'annoncer la mort subite de :  
Jean BORZIC, ancien élève de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud, docteur en lettres, professeur au lycée Maurice-Utrillo à Paris, survenue le 8 juillet 1985, dans sa quarante-septième année.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
« M<sup>me</sup> Françoise JERPHANION, M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul RAVALEN, M. Jean-Pierre JERPHANION, Laurent, Gaillet, Cédric, Godefroy et Roméo, ses petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Lucien Payer, Les familles parentes et alliées, ont la tristesse de faire part du décès de :  
François JERPHANION, avocat honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenue le 10 juillet 1985, à l'âge de soixante-seize ans.  
La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le samedi 13 juillet à 15 heures, en l'église de Payrac (Lot).

Cet avis tient lieu de faire-part.  
80, rue de Valenciennes, 75005 Paris ;  
« Montpelliér, Montélimar, Vico, Cargèse (Corse) ;  
M. Charles MEDURIO, M. et M<sup>me</sup> Jean MEDURIO, Fabinette et Jean-Pascal, M. Emile PAGANON et M<sup>me</sup> née MEDURIO, Philippe et Laurent, Les familles MEDURIO, Bianchini, Searbochi, Patoux, Mougin et Paganon, font part du décès, le 2 juillet 1985, de :  
M<sup>me</sup> Marie-Antoinette MEDURIO, née Bianchini, leur épouse, mère, grand-mère, parente et alliée.  
La cérémonie religieuse a eu lieu en la cathédrale Saint-Pierre, le 4 juillet, et l'inhumation, à Aix-en-Provence (Les Milles), le même jour.  
27 bis et 24 ter, rue Lakana, 34000 Montpellier, 5, place des Tilleuls, 26200 Montélimar ;  
« Les enfants du docteur J.-A. RICHARD, ancien assistant à l'hôpital Bouchaud, chevalier de l'Ordre national du Mérite, M. et M<sup>me</sup> Jean Planchais, Le docteur et M<sup>me</sup> Jacques RICHARD, M. et M<sup>me</sup> Hubert RICHARD, M. et M<sup>me</sup> Angélique, M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc RICHARD, M. et M<sup>me</sup> Michel FRANK, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, font part du décès de leur père, grand-père et arrière-grand-père, le :  
docteur J.-A. RICHARD, survenue le 12 juillet 1985, à 7 h 45, à Issy-les-Moulineaux.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 15 juillet, à 14 heures, en l'église Bellevue de Meudon.  
« Rendons grâce à Dieu » ;  
M. et M<sup>me</sup> Jean Planchais, 300, rue de Valenciennes, 75015 Paris ;  
**Remerciements**  
« Carlux, Rouffillac, Périgieux » ;  
« Que soient ici remerciés tous ceux qui, depuis la disparition du professeur Pierre-P. GRASSE, témoignent, de toutes manières, de l'affection de l'admiration qu'ils lui portaient, aidant, entourant et réconfortant ainsi sa famille » ;  
Rouffillac, 24370 Carlux ;  
**Anniversaires**  
« Pour le huitième anniversaire de la disparition de M<sup>me</sup> MAURICE FEFFER, survenue le 14 juillet 1977, une pensée est adressée à tous ceux qui ont partagé son souvenir » ;  
« Pour le septième anniversaire de la mort de M. FÉLIX NAGGAR, une fidèle pensée est adressée à ceux qui ont partagé son souvenir » ;

## RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 13 juillet

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 Téléfilm : Un jour sombre dans la vie de Marine. De S. Feir, réal. J. Serron. Avec P. Rocard, N. Garcia, R. Benoit... (Redif.)  
21 h 45 Opéra : Simon Boccanegra (et à 23 h 40). Opéra de Verdi, d'après A. Garcia-Gutierrez, révisé par Botta, par les Chœurs de Radio-France et l'Orchestre national de France, en direct d'Orange. Avec M. Caballe, C. Firson, P. Capocelli, P. Pishka... (en liaison avec France-Musique).  
Génie, la nuit. Sur le parvis de l'église San-Lorenzo, deux ombres se profilent : Pietro et Paola, deux plébiscités sans envergure, mûrent tout en œuvre pour l'élection du coraire Simon Boccanegra. L'un des plus grands opéras en trois actes de Verdi. Avec la grande, l'immense, Montserrat Caballé.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Des chiffres et des lettres : Coupe des clubs. Finale, en direct d'Antibes.  
Après l'été en 1984, deuxième grand moment du jeu d'échecs d'Antenne 2 et d'Armand Jammot.  
22 h 10 Magazine : Les Enfants du rock. Band Aid Concert pour l'Afrique. Un milliard de téléspectateurs annoncés ! Les plus grands stars du rock du monde anglo-saxons mais pas de musiciens noirs (pourquoi ?) et pas de musiciens africains (pourquoi ?). Une énorme manifestation qui ne manque ni de générosité ni d'ambiguïté. Ce grand show organisé simultanément à Londres et à Philadelphie pour venir en aide aux victimes de la sécheresse, sera retransmis par sept satellites dans le monde entier. Quarante-sept groupes, dont David Bowie, Mick Jagger, Stevie Wonder, Bob Dylan, Paul McCartney, Duran Duran, les Who, se succéderont pendant une vingtaine de minutes chacun sur scène, depuis 13 heures, heure française, au stade de Wembley, à Londres. Il se poursuivra au stade John-Kennedy à Philadelphie jusqu'à l'aube. Ce numéro spécial des « Enfants du rock » se charge d'enregistrer les meilleurs moments de ce concert jusqu'à 3 heures du matin. Il sera présenté au Palais des sports de Bercy sur un écran géant, à partir de 13 heures.

### TOISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h Faut-il ? Comment se débarrasser de son patron ? Trois secrétaires de choc, belles, jeunes et follement drôles, vivent ensemble, travaillent pour le même patron, supportent des patrons stupides... dont elles voudraient se débarrasser. Telle d'un film à succès de la 20th Century Fox, « 9 à 5 », on feuilleton nous entraîne dans la joyeuse perpétuité.  
20 h 35 Série : Boulevard du rire. Emission de J.-L. Tribes. Présentée par Victor Lanoux. Avec Stéphane Collaro, Jean Roucas, Jacques Bérère... Deuxième émission d'une série de huit dans la qualité des scènes de plateau dépend totalement des invités présents.  
21 h 35 Journal.  
22 h Faut-il ? Comment se débarrasser de son patron ? Suite des mésaventures d'une famille américaine.  
22 h 40 Au nom de l'amour, de Pierre Bellemare.  
23 h 5 Muséum.

### CANAL PLUS

20 h 30 Téléfilm : Le Dernier carie. 22 h 5, l'Homme en katanas : 23 h, Black Journal, film de M. Bolognini : 9 h 30, L'été indien, film de A. Bonnot ; 2 h, Dertail des grandes, film de P. Uria ; 3 h 30, Festival de jazz d'Antibes 1984 (Miles Davis) ; 4 h, Psyché, phase 3, film de R. Marquand ; 5 h 25, Hill Street Blues ; 6 h 28, l'Hôtel en folie.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : « J'ai », de Y.-R. Lebeuf. Avec F. Giorgi, M. Bonnet, B. Agn... précédé d'un entretien avec l'auteur.  
22 h 10 Dénarçhes, avec... Pierre Verlet (le théâtre de Versailles).  
22 h 30 Musique : Libre-parcours variétés (l'Esplanade à Marseille).  
0 h 5 Clair de nuit.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 34 Avant-concert.  
21 h 30 Soirée lyrique (en direct du Théâtre antique d'Orange et en simultané sur TF 1) : « Simon Boccanegra », l'opéra en un prologue, trois actes et cinq tableaux de Verdi par l'Orchestre national de France et les Chœurs de Radio-France, dir. M. Aron, sol. M. Caballe, C. Firson, P. Capocelli, L. Bertolini.  
0 h 5 Serge Rachmaninov.

Dimanche 14 juillet

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8 h Bonjour la France.  
9 h Emission islamique.  
9 h 15 A Bible ouverte.  
9 h 30 Sources de vie.  
10 h Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Messe à Thiais (Val-de-Marne).  
12 h La fête en chansons.  
12 h 30 Évacués de juillet en musique et en chansons.  
13 h 45 Téléfilm : la Petite Fadette. D'après G. Sand, réal. L. Iglesis (redif.).  
15 h 30 Sports dimanche vacances.  
17 h 35 Cérémonie du 14 juillet.  
18 h 30 Les animaux du monde.  
19 h 7 sur 7.

Dernier magazine de la saison : on se retrouvera à la rentrée. Le grand témoin cette semaine est Haroun Tazief, volcanologue.  
20 h Journal.  
20 h 35 Cinéma : Un taxi pour Tobrouk. Film français de D. de la Patellière (1961), avec L. Vannier, C. Assolant, M. Bissol, N. Redif... Dans le désert de Libye, en 1942, quatre combattants des Forces françaises libres s'efforcent de repagner les lignes alliées, avec un officier allemand qu'ils ont fait prisonnier. Film de guerre et d'héroïsme, personnages typiques (avec acteurs appropriés : dialogues d'auditeurs).

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9 h 30 Les chevaux du terroir.  
9 h 55 Revue du 14 juillet. En direct des Champs-Élysées.  
11 h 30 Dessins animés.  
11 h 45 Série : Le bar de l'escadron.  
12 h 15 Jeux de bandes.  
12 h 45 Journal.  
13 h 15 Il était une fois le cirque.  
14 h 15 Les carnavals de l'aventure.  
14 h 40 Sports été.  
17 h Téléfilm : Timide et sans complexe.  
18 h 35 Stade 2.  
19 h 35 Le journal du Tour de France.  
20 h Journal.  
20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors. De J. Antoine et R. Denis (redif.). L'émission se déroule à La Napoule, en France, avec des candidats luxembourgeois.  
21 h 45 Sports : catch.  
22 h 15 Harlequin nocturne : Thelionis Monk. Un document de John Coodine, présenté par P. Bianco-Francard.  
23 h 30 Journal.  
23 h 45 Bonsoir les clips.

### TOISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 30 RFO Hebdo.  
20 h Dessin animé : Il était une fois l'homme.  
20 h 35 Série : Méditerranée. Réal. C. Villardet. (Redif.).  
Quatrième émission. La Méditerranée s'ouvre sur les autres continents et devient un espace privilégié de commerce, de culture, d'échanges économiques. Cet enjeu provoque des conflits entre les différentes cités et les peuples. Cette émission est réalisée à partir d'un très beau texte de l'historien Fernand Braudel, ancien professeur au Collège de France.  
21 h 30 Jazz à Juan-les-Pins. Emission de Jean-Christophe Avery. Avec Clark Terry, Chris Woods, Buster Cooper, Al Crook, Billy Saxton.  
22 h Journal.  
22 h 30 Cinéma de minute : l'Avventura. Film italien de M. Antonioni (1959), avec G. Ferruzzi, M. Vitti, L. Massari, D. Blancher, R. Ricci, J. Addams (co-scénariste, N.).  
La fiancée d'un architecte disparait au cours d'une croisière aux îles Éoliennes, avec une bande d'oléifs. Il la

recherché, en compagnie d'une amie qu'elle avait amenée. Un film mémorable dans l'histoire du cinéma moderne. Plans séquences, mal de vivre, solitude, angoisse, impossibilité de communiquer, même dans le rapport amoureux.  
0 h 45 Prétendu à la nuit.

### CANAL PLUS

7 h 10 Michel Jonasz au Palais des Sports : 8 h, L'Échappée ; 8 h 50, Cabou Cadin (et à 13 h 5, 15 h, 19 h 30) ; 9 h 15, 2019 après la chute de New York, film de M. Dolan ; 10 h 58, l'Échappée, film de M. Lang ; 13 h 25, Chronique politique ; 17 h, Les pionniers du Kenya ; 18 h, L'été indien et Hardy au Far-West, film de J.-W. Home ; 20 h 30, Rue Cases-Nègres, film de E. Paley ; 22 h 20, Hercule et le royaume de Lybie, film de P. Franciosi ; 23 h 58, Vive le 14, film de G. Mordillat ; 1 h 25, l'Homme au katanas ; 2 h 10, L'Échappée.

### FRANCE-CULTURE

1 h, Les nuits de France-Culture : 7 h 3, Chasseurs de son (Jean Jaurès) ; 7 h 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h 25, La semaine ouverte : 7 h 30, Littérature pour tous, « L'Appareil », de Christiane Lepage ; 7 h 45, Dits et récits : contes de Grimm ; 8 h, Orthodoxie : l'analyse internationale de la jeunesse ; 8 h 25, Protestantisme ; 9 h 5, Écoute Israël ; 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine : le Livre Pensée française ; 10 h, Messe à la cathédrale de Montpellier ; 12 h, C. Voss avec ses deux pères J. de Boer (redif.) ; 13 h, Des Papes dans la tête ; 13 h 40, L'explication de dimanche : Van Dougen, fureur au musée de l'Annecy (Saint-Tropez) ; 14 h, Le temps de se parler ; 14 h 30, La Comédie-Française présente : « La mort d'André de Sarte, peintre florentin », par A. de Musset, avec F. Chassagnon, J. Dutoit, A. Pralon, C. Fersen ; 16 h 28, La case de thé : en duplex avec Montpellier : rencontre avec J.-P. Cassel ; à 17 h 45, histoire-actualité : comment faire l'histoire de la Résistance ? ; 19 h 10, Le cinéma des cinéastes : bilan du saison cinématographique ; 20 h, Musique : une jeune Strasbourgeoise, la « Marschallin » ; 20 h 30 Atelier de création radiophonique : « Les bruits du monde », de J.-L. Parant.  
22 h 30 Musique : autour des arts du récit (en direct du Festival de Radio France et de Montpellier).

### FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique : « Héroïque » et « Pathétique » ; 7 h 3, Concert-promenade : musique viennoise et musique légère ; 9 h 5, Les carnets musicaux du docteur Barney : Où le docteur Barney trouve que l'Italie a perdu beaucoup de sa splendeur : œuvres de Beethoven, Liszt, Schumann ; 12 h, Concert : Brigitte Handberg, clavessin et piano forte, et Marielle Nordmann à harpe, interprètent des œuvres de Baur, Pessoni, Boieldieu... ; 13 h 5, Bruno Walter répète le 5<sup>e</sup> symphonie de Beethoven ; 14 h 5, Disques compacts : œuvres de Debussy, Mozart, Offenbach... ; 17 h, Concert : Festival de la Ville de Paris, par A. de Musset, avec F. Chassagnon, J. Dutoit, A. Pralon, C. Fersen ; 16 h 28, La case de thé : en duplex avec Montpellier : rencontre avec J.-P. Cassel ; à 17 h 45, histoire-actualité : comment faire l'histoire de la Résistance ? ; 19 h 10, Le cinéma des cinéastes : bilan du saison cinématographique ; 20 h, Musique : une jeune Strasbourgeoise, la « Marschallin » ; 20 h 30 Atelier de création radiophonique : « Les bruits du monde », de J.-L. Parant.  
22 h 30 Musique : autour des arts du récit (en direct du Festival de Radio France et de Montpellier).

### LES SOIRÉES DU LUNDI 15 JUILLET

TF 1 20 h 35, Cinéma : la Maison du docteur Edwardes, d'A. Hitchcock ; 22 h 35, Les enfants du rêve : En URSS, 23 h 20, Journal ; 23 h 35, Choses vues : Victor Hugo ;  
A2 20 h 35, Le Grand Échiquier : avec Jacques Normand ; 23 h 55, Journal ;  
FR3 20 h 35, Cinéma : Fantomas, d'André Hunebelle ; 22 h 20, Journal ; 22 h 45, Thélème, magazine de la mer ; 23 h 30, Histoire de l'art : Jacques-Louis David ; 23 h 45, Prélude à la nuit.



## SUR LA ROUTE DES FESTIVALS

## Montpellier, capitale chorégraphique Les saltimbanques investissent la mairie de Hérissou

C'est un défilé de poupées géantes, régi par Dominique Bagouet, qui a ouvert les fêtes du millénaire et, par la même occasion, le Festival de danse de Montpellier, devenu en cinq ans la plus importante manifestation chorégraphique de l'été.

Seize troupes présentes à la cour Jacques-Cœur, à l'Opéra, dans la campagne de Gramont, démonstrations des arts martiaux de l'Inde et smurf des « Black Blanc Beur » à travers les quartiers, festival « off » regroupé au théâtre Iséon, vidéos de Charles Pico au musée Fabre, expositions, stages pour quatre cents danseurs... C'est une programmation dont Jean-Paul Montanari assume l'entière responsabilité : « Dès le départ, explique-t-il, le maire, Georges Frêche, avait dans l'idée d'organiser un festival consacré à la danse contemporaine, projet favorisé par l'implantation de la compagnie de Dominique Bagouet. L'affaire a été menée en douceur car rien ne peut se faire sans l'adhésion de la population. Aujourd'hui, on peut dire que le Festival de danse touche les Montpelliérains et le Languedoc-Roussillon à 70 % ».

## Le public est imprévisible

Jean-Paul Montanari est venu s'installer à Montpellier : « Il est important, dit-il, que le public vive la vie des gens, qu'ils ne connaissent et puissent me parler. Je travaille avec une équipe locale restreinte mais très efficace et professionnelle. Tout l'hiver, nous mettons en place dans les maisons des ateliers de danseurs, même si la gestuelle paraît plus frivole, d'un raffinement poussé jusqu'à l'évanescence. Cunningham, présent, lui aussi, à ce festival, a prouvé avec 4 Events qu'il reste le plus jeune et le plus dynamique des chorégraphes modernes ».

M. M.

## Dupond qui danse et qui chante

Le dernier-né des festivals de danse est parrainé par Pierre Cardin. Citoyen de Thibault, il a répondu à l'invitation du maire, M. André-Charles Blanc, et de M. Louise Moreau, maire de Mandelieu, pour monter les « Nuits de l'Estérel ».

Le Festival de Thibault propose un programme diversifié : des noms connus (Béjart, Roland Petit), du classique (le Ballet de Riga), du moderne (Nikolaï), mais aussi deux créations de jeunes chorégraphes, ce qui ne va pas sans risques. Aucun risque, en revanche, avec « Patrick Dupond et ses stars », un groupe de sept danseurs de l'Opéra de Paris qui a mis au point un spectacle itinérant pour le plein air, et que toutes les villes se disputent.

La soirée, composée comme une revue, trouve assez vite son rythme avec Dupond qui chante et qui danse, des numéros classiques alternant avec du jazz et les grands pas du répertoire. Les applaudissements couvrent la musique et lorsque la troupe, en strass et paillettes, s'élance pour la finale de Chorus line, c'est le délire et les rappels sans fin.

« L'idée de ce groupe », dit Patrick Dupond, « est venue d'un producteur de variétés, Thierry Suc, qui m'a proposé de mettre la danse au niveau du rock and roll et de l'amener à un public populaire. Je pense que les gens viennent d'abord à cause de mon nom, parce qu'ils m'ont vu et entendu à la télévision, et j'ai choisi ce titre, « Dupond et ses stars », parce que chacun des danseurs est exceptionnel, qu'il s'agit d'étoiles comme Monique Loustères et Sylvie Guillem ou d'Elizabeth

souvent en coproduction - de plusieurs créations commandées à des jeunes compagnies. »

« Nous travaillons à longue échéance, dix ans et même plus. L'objectif, c'est que Montpellier soit un jour à la danse ce qu'Avignon est au théâtre. Mais il ne faut pas perdre de vue que, avec la danse, rien n'est jamais acquis. On ne peut prévoir quelle sera son évolution : le risque est toujours grand et les réactions du public imprévisibles. Ainsi, cette année, Michel Hallet, présenté à la cour d'honneur, n'a pas très bien marché. Pourquoi ? Mystère. En revanche, Carlotta Ikada et le groupe Ariadne ont fait un malheur. »

Le festival aura été l'occasion de confronter le buto, forme de danse intérieure japonaise, avec celle d'un Japonais installé en France, Yano, qui projette ses fantasmes sur le mythe de Salomé, vécu par les danseurs dans un délire visionnaire.

Une autre création, Point du jour, de la Montpelliéraine Jacky Taffanel, était très attendue. En choisissant de matérialiser certains états de rêve à travers des enroulements de tissu, la chorégraphie s'est enfermée dans un procédé spectaculaire qui laisse peu d'alternative à la danse.

Avec le Crawl de Lucien, une création également, Dominique Bagouet montre qu'il n'a pas perdu le sens de l'incongru. Sa pièce, parfaitement accordée aux effets de broyeur-mélangeur d'une musique de Gilles Grand, s'apparenterait plutôt aux mouvements de brasse coulée d'un rêve éveillé. Dans leurs maillots roses, les danseurs ressemblent aux acrobates de Picasso.

L'occupation de l'espace, les rapports entre danseurs, sont très proches de Cunningham, même si la gestuelle paraît plus frivole, d'un raffinement poussé jusqu'à l'évanescence. Cunningham, présent, lui aussi, à ce festival, a prouvé avec 4 Events qu'il reste le plus jeune et le plus dynamique des chorégraphes modernes.

M. M.

## Dupond qui danse et qui chante

Maurin, Jean-Louis Didère, Manuel Legris, Fanny Galdà.

« Nous avons, bien sûr, le sentiment de défendre les couleurs de la maison, mais en même temps c'est le défi total. L'idéal, pour moi, serait de monter une compagnie de douze ou quinze danseurs. A ce moment-là, des chorégraphes pourraient être intéressés et créer pour nous. La difficulté, c'est de faire concorder nos jours de permission. Là, déjà, nous n'avons pu répondre à toutes les demandes venues de province et aussi de l'étranger. »

MARCELLE MICHEL.

★ « Les Nuits de l'Estérel », à Thibault (Alpes-Maritimes). Renseignements (93) 49-28-28. Le 15 juillet : Châteaillon, de Josette Balle.

## Le cinéaste soviétique Elem Klimov a « dominé la compétition » de Moscou

Trois films ont remporté un grand prix lors du XIV<sup>e</sup> Festival de Moscou, qui s'est terminé le 12 juillet : Va et regarde, d'Elem Klimov (Union soviétique), Soldier's Story, de Norman Jewison (Etats-Unis) et la Fin des neuf, de Christos Stoupa (Grèce), toutes œuvres inspirées par la seconde guerre mondiale. Parmi les nombreuses récompenses attribuées, citons un prix spécial pour Train d'enfer, de Roger Hanin, qui représentait la France.

Va et regarde, également distingué par la critique internationale (Prix de la Fipresci), a « dominé le niveau de la compétition », selon le président du jury, le cinéaste soviétique Sergueï Guerassimov. Le film relate la fuite d'un adolescent, à travers la Biélorussie de 1943, et montre les

A Hérissou, chaque été, le théâtre s'installe. Les pièces s'inventent en trois semaines, en quatre jours elles ont vécu. Cette année, Jean-Paul Wenzel a mis en scène la Maison Tellier, d'après Guy de Maupassant.

A côté de Montupon, Hérissou est situé à 49 kilomètres du centre géographique exact de la France. C'est un bout du monde envahi au début du siècle par des peintres amateurs. La lumière était - paraît-il - admirable quand elle se couchait sur la rivière, l'Annonce. Aujourd'hui, les huit cents habitants du village vantent dans leur bulletin municipal leurs brillants succès à la pétanque, déplorent la maladie des gardses, et espèrent que l'année 1985 verra l'amélioration de l'éclairage public. Surmontés les Hérissonnais et les Hérissonnaises ont fait, il y a dix ans, une découverte : le théâtre.

Olivier Perrier, Jean-Paul Wenzel et Jean-Louis Hourdin avaient déjà réuni leurs troupes - la Cordée, le Théâtre du Quotidien et le GRAT - sous le nom : les Fédérés. Olivier Perrier leur proposa alors, parce qu'il était de la région et un peu sous la forme d'un pari, de se retrouver à Hérissou afin de présenter leurs spectacles respectifs. C'était en 1976 et l'expérience fut réussie. A tel point qu'ils décidèrent tout simplement de recommencer.

« C'est ainsi que peu à peu des compagnies sont venues se joindre à nous », raconte Jean-Paul Wenzel. Le Théâtre de Bourgoigne, la Compagnie de Cien, l'Atelier, le Théâtre Ouvert. D'année en année, sans que nous ayons rien fait pour cela, Hérissou, qui, au départ, était une rencontre de professionnels, est devenu un vrai festival, trop lourd à gérer. Non seulement pour nous, mais pour la municipalité qui ne disposait pas des structures nécessaires. Nous étions débordés. »

En 1982, le théâtre à Hérissou change de formule. Olivier Perrier et Jean-Paul Wenzel - entre-temps Jean-Louis Hourdin les a quittés - imaginent un nouveau pari : réaliser un spectacle en trois semaines de répétitions. Non pour battre un record de vitesse mais pour expérimenter une approche nouvelle du travail théâtral.

« Nous nous servons de Hérissou comme s'il s'agissait d'un studio de cinéma », explique Jean-Paul Wenzel. Les lieux nous inspirent. En 1984, un plan d'eau pour Mémoires d'un visage pâle. Cette année, la mairie pour la Maison Tellier. Les bénévoles qui participent à l'aventure sont des amis, des acteurs qui nous intéressent. »

La première semaine, les comédiens improvisent sur un canevas. Ils ne s'inventent pas dans un rôle, librement et, c'est, semble-t-il, le secret de leur plaisir commun.

atrocités commises par l'armée allemande à cette époque.

Agé de cinquante-deux ans, Elem Klimov est considéré comme un des metteurs en scène les plus importants de son pays. Cependant, c'est hors compétition, dans les cinémas de la ville, que les festivaliers ont pu voir les films d'autres artistes soviétiques, plus connus des spectateurs occidentaux et moins appréciés des autorités : ainsi du Sergueï Paradjanov, dont la Légende de la forteresse de Soudram devrait sortir à l'automne, et d'Alexei Guerman, dont Mon ami Ivan Lapchine a attendu plusieurs années avant d'être présenté au public moscovite. Il est vrai qu'Elem Klimov, aujourd'hui consacré, avait lui-même dû attendre dix ans qu'on lève l'interdiction sur l'un de ses films, Agonia. - (AFP.)

« Nous avons l'impression d'inventer une troupe qui serait utopique », dit Jean-Paul Wenzel. Nous apprenons à travailler avec rapidité et légèreté, à nous extraire d'un quotidien où les contraintes sont nombreuses. A Hérissou, nous retrouvons une base de travail saine et simple. Un théâtre qui ressemble à un coup d'épée dans l'eau, puisque le spectacle ne dure que quatre jours et n'est pas repris par la suite. C'est un luxe qu'en aucun cas nous ne pourrions nous offrir le reste de l'année. Une sorte de jeu qui séduit également les comédiens. Ils se sentent à la fois libres et en sécurité. Hérissou, c'est pour nous des vacances professionnelles. »

## « Un lieu quasiment sacré qui devient maison close ! »

Dans le village, on regarde Jean-Paul Wenzel et Olivier Perrier avec un étonnement chaque année renouvelé. Ils sont chez eux - nous pouvons jouer partout où nous le voulons - mais il a fallu sept ans pour qu'ils soient réellement acceptés par les habitants du café local.

« Il existe toujours un arrière-plan de menace », dit Olivier Per-

rier. Mais ils savent tous combien nos projets sont cordiaux, même si parfois nous les choquons. Cette année, par exemple, la mairie, un lieu grave par excellence, quasiment sacré dans leur esprit, devient pour les besoins du théâtre une maison close ! Parallèlement, les habitants de Hérissou constituent un public de plus en plus exigeant. Ils ont déjà vu une quarantaine de spectacles et, quand ils trouvent que l'un d'eux est moins bon, ils le disent ouvertement. »

Ce soir-là, les spectateurs arrivent en famille dans les jardins de la mairie, bâtiment austère, un peu décrépi, bordé sur la droite, quand on lui fait face, par une rangée de platanes. Il est 21 heures 30. Les enfants portent des K.Way. Les parents regardent le ciel. La météo est menaçante. Il y a une ambiance de 14 juillet, de retraite aux flambeaux. On attend les trois coups comme le premier pétard. La bonne humeur est générale. Rien ne semble pouvoir l'atténuer, pas même la pluie qui, brusquement, tombe.

Une heure et demie de retard ! Dans n'importe quel théâtre, dans tous les festivals, le public aurait protesté. Ici, ce n'est pas de la ferveur ni même de la curiosité. Ces gens, simplement, sont venus pour

assister à une représentation théâtrale. Alors ils attendent. La pluie fait partie des aléas du plein air. Il faut s'y soumettre. Personne à la fin de la soirée, qui a quand même eu lieu, ne songe à s'en plaindre. D'un avis général et pour reprendre la phrase d'un monsieur s'adressant à Jean-Paul Wenzel : « C'est beau ! Ah vraiment, c'est beau, c'est beau. »

La Maison Tellier, de Guy de Maupassant, adapté par Ariette Namand et mis en scène par Jean-Paul Wenzel, est un chef-d'œuvre d'approximation théâtrale. Rien n'y est parfait, tout y est réussi ! Les éclairages, les costumes (l'architecture des chalets est tout bonnement extravagante), les scènes conjuguées avec talent l'esthétisme et l'humour, la naïveté et la poésie. Cette histoire d'une maison close en relâche pour cause de communion solennelle, la découverte des beautés campagnardes par ces dames en villégiature, succession d'images d'Epinal, est un réel bonheur qu'il faudrait pouvoir offrir à toute la France. Mais la philosophie des organisateurs est inébranlable. « Quatre jours seulement. »

CAROLINE DE BARONCELLI.

## Communication

## MINITEL CONTRE TRANSPAC

## La rançon du succès

« Minitel est la danseuse de la DGT (direction générale des télécommunications), affirme-t-il, il y a moins d'un an, les sceptiques, et ils étaient nombreux. Aujourd'hui, les mêmes disent que le système est génial. » Celui qui tient ces propos, M. Louis-Noël Joly, responsable de la télématique à la Société générale, a toujours été convaincu des avantages de la télématique. Et il le reste.

Pourtant, la Société générale est l'une des nombreuses victimes de la récente défaillance de Transpac, cette « autoroute pour ordinateurs » assurant l'indispensable dialogue informatique entre succursales bancaires, réseaux de vente, guichets de la SNCF ou autres entreprises.

Etrange incident. D'un côté, le réseau de transmission le plus important du monde, avec ses 275 milliards de bits de trafic mensuel. Une entreprise en plein essor puisqu'elle est passée de 640 à 25 000 abonnés en six ans et que son chiffre d'affaires a doublé cette année, approchant du milliard de francs. De l'autre côté, le Minitel et ses services grand public, livrés depuis trois ans à la curiosité des foyers français. Et voilà qu'un an et demi après son rattachement au réseau Transpac, le petit dernier de la télématique fait « craquer » le géant de la téléinformatique.

Le coupable, aux yeux des responsables de la DGT, c'est la fonction « kiosque ». Il s'agit d'une tarification spéciale qui permet aux 800 000 possesseurs de Minitel d'accéder à certains services sans payer d'abonnement. Seule la communication téléphonique est facturée en fonction de sa durée et les sommes sont partagées entre la DGT et l'éditeur du service. Conçue à l'origine pour des programmes édités par des entreprises de presse, la fonction « kiosque » a rapidement été étendue à d'autres services, notamment à ces « messageries de convivialité » permettant aux utilisateurs de dialoguer entre eux dans un anonymat complet.

Le succès est foudroyant : le réseau Minitel véhicule huit millions d'appels par mois à la fin 1984, quatre fois plus que l'année précédente, la part de la fonction « kiosque » ayant, elle, décollé.

Ce sont la presse et les services d'information qui, avec plus de 25 % de la part du marché, se révèlent être les moteurs de la consommation télématique française. Le Parisien libéré vient en tête avec trente-cinq mille appels par jour, suivi de Libération, qui en totalise près de onze mille, dont 60 % sont destinés à « Turlutiel », sa messagerie de convi-

nalité ouverte il y a à peine trois mois.

Transpac n'a pas supporté cette ruée sur la convivialité électronique. Pris de court, les PTT n'ont eu d'autres moyens pour désembouteiller le réseau que de réduire provisoirement (depuis le 28 juin) le trafic de la fonction « kiosque » pendant les heures les plus chargées de la journée. Parallèlement, il a été décidé de ralentir, en juillet et en août, le rythme de distribution des Minitels dans les régions où le trafic est engorgé (le Monde des 3 et 4 juillet).

## A qui la faute ?

Une situation et des décisions qui ont engendré la grogne et plus encore l'inquiétude chez les utilisateurs de Transpac. Qui sont les fautifs. Les logiciels du réseau ou sa capacité d'accueil ? M. Pierre Fortin, PDG de Transpac, reconnaît qu'il y a « actuellement des imperfections », au niveau des logiciels, qui se sont « aggravées en raison d'une flambée des appels ». Mais il réfute l'idée, émise par certains, d'avoir à les changer. « Transpac, déclare-t-il, a pris toutes les dispositions pour que la situation soit redevenue acceptable en septembre. » D'autre part, des extensions sont prévues pour élargir la capacité du réseau qui permettront de « retrouver vers la fin de l'année une qualité de transmission comparable à celle qui prévalait jusqu'alors ».

M. Patrick Buyse, responsable des projets Réseaux et télématique de La Redoute, va encore plus loin : « Tous les informaticiens savent qu'on ne découvre les vrais problèmes d'un réseau que lors des maintes en charge ». Les défaillances de Transpac ont pourtant touché de plein fouet cette société de vente par correspondance, notamment soixante-dix bureaux (sur cent vingt) de prise de commande téléphonique directement reliés au siège de Roubaix par Transpac et qui réalisent à eux seuls la moitié du chiffre d'affaires de la maison.

Pour M. Buyse, Transpac n'est pas le seul responsable : « Beaucoup de centres serveurs (imprimeurs télématiques) n'ont pas su dimensionner suffisamment leur capacité d'accueil ni bien gérer leurs charges, et les retards ainsi provoqués dans la transmission et l'aligement des données retombent, en fin de compte, sur Transpac. »

Même écho du côté de la Société générale, qui redoute des effets négatifs sur son image auprès des quelque vingt mille clients abonnés depuis trois mois à ses serveurs télé-

matiques. Pour M. Louis-Noël Joly, « le « kiosque » est l'un des grands responsables de l'embouteillage, et ce qui s'est produit est classique, car la courbe d'évolution de Transpac n'est pas linéaire, mais exponentielle ». « Cet accroc, confie-t-il, aura au moins eu l'avantage de convaincre les responsables politiques de l'intérêt d'investir dans ce marché. »

A la SNCF, ce sont principalement les communications avec les agences qui ont souffert, mais aussi le « kiosque », qui s'est ouvert le 2 mai (pour les horaires et les informations générales) et dont les appels ont chuté de 50 % ces dernières semaines. Il y a là « le risque de voir la clientèle se détourner de ce nouveau média », estime M. Darbou, responsable de la télématique. Toutefois, son souci principal concerne le plan d'investissement à long terme, qui se trouve désormais « très perturbé ».

Pour des sociétés dont les activités sont uniquement destinées au grand public, les défaillances de Transpac ont été plus ou moins intensément ressenties. Chez Funitel, un service de jeux télématiques, on affirme que « le coup a été dur », la moitié du trafic (environ 2 000 heures sur les 4 500 quotidiennes) ne s'écoulant plus depuis la mi-juin. Mais c'est surtout la rentabilisation des « énormes investissements » engagés par la société qui préoccupe ses responsables, si les choses ne se normalisent pas rapidement.

A la CTL, centre serveur qui abrite entre autres services ceux de Libération, on reconnaît qu'il y a eu « un manque à gagner, mais qu'il n'a pas été aussi important qu'on a bien voulu le dire ». Ici aussi, la grande question est celle de la durée des restrictions de trafic. M. Fourrier, l'un des responsables, admet que « la plupart des serveurs n'ont pas bien dimensionné leur flux ». Et d'ajouter : « Ils accusent Transpac, mais ils ont été eux-mêmes surpris par l'ampleur qu'a pris en moins d'un an l'usage de la télématique par les particuliers. »

Les organisations professionnelles de la presse écrite s'inquiètent de voir freiner le développement de la télématique, un des vecteurs de la diversification des quotidiens depuis trois ans. Elles souhaitent que la fonction « kiosque » soit désormais réservée aux seuls services exploités par la presse et que les engagements pris par les PTT soient rigoureusement respectés. Message reçu par M. Louis Mexandeau qui vient d'indiquer que les PTT réglementeraient à l'avenir la fonction « kiosque » en regardant de plus près chaque candidature.

ANITA RIND.



هكذا من الأصل



# Économie

## REPÈRES

### Agro-alimentaire : Kronenbourg investit en Chine

Les brasseries Kronenbourg, filiale du groupe BSN, vont créer un commun avec des investisseurs publics-chinois une brasserie à Ningbo, l'une des quatre villes ouvertes aux capitaux étrangers (province du Zhejiang). L'investissement total s'élève à 300 millions de francs, réparti pour moitié entre la Chine et la France.

Dans cette opération, Kronenbourg, qui participe pour 35 %, aura pour associés la société d'ingénierie Serate, la banque Paribas et les Matières premières belges. La brasserie, qui produira 500 000 hectolitres de bière sous la marque Kronenbourg pour la commercialisation en Chine, et la brasserie, qui traitera 20 000 tonnes de céréales pour la brasserie, pour l'exportation, sont les premiers investissements industriels de BSN en Chine.

### Japon : un prêt de 2 milliards de dollars à la Chine

Un syndicat de sept banques japonaises a accordé vendredi 12 juillet un prêt de 2 milliards de dollars à la Banque de Chine pour le financement du septième Plan quinquennal de la Chine populaire, a-t-on appris à Tokyo de source japonaise.

L'accord, qui représente le plus grand prêt jamais accordé par des banques du Japon, a été signé entre la Banque de Chine et la syndicat bancaire japonais conduit par la Bank of Tokyo. Le prêt est remboursable en dix ans, avec une période de grâce de cinq ans. Son taux d'intérêt sera celui du Libor (taux interbancaire de Londres) augmenté de 0,25 %, durant les six premières années et de 0,375 % pour les quatre années suivantes. — (AFP).

### Montedison : un singulier « boom » à la Bourse de Milan

Au centre d'un imbroglio juridique-financier, après la prise de contrôle de Bi-Invest, société aux intérêts tentaculaires (le Monde des 9 et 12 juillet), le groupe chimique italien Montedison crée des remous à la Bourse de Milan. En l'espace d'un mois, le cours de son action a monté de 22 %, dont 6,7 % au cours de la seule séance du 12 juillet, pour atteindre le niveau record de 2 109 lire. Depuis le mois de mai dernier, 25 % environ des actions composant le capital du groupe ont changé de main. Les spécialistes se perdent en conjectures sur ce « boom » que la seule perspective d'un retour aux bénéfices (légers) pour 1985 ne justifie pas vraiment.

## SELON SES PROPRES STATISTIQUES SUR LES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

### La CGT affirme avoir progressé sur un an

La CGT publie ses propres statistiques sur les élections professionnelles, après celles de FO (le Monde des 9 et 12 juillet). Pour M. Michel Warcholak, secrétaire de la CGT, qui présente ces résultats dans l'Humanité du 11 juillet, « il ne s'agit pas des résultats électoraux », il s'agit des « élections de délégués du personnel », premier semestre 1985, comparé à 1984, pour la même période, sans à priori écarter les établissements où la CGT n'est pas implantée, et en prenant en compte tous les collèges, même si nous n'y présentons pas de candidats.

Ces résultats ont été recueillis dans 665 entreprises du secteur privé. Sur 661 039 inscrits au premier semestre 1985 (25 815 de moins qu'au premier semestre 1984), il y a eu 73 30 de votants pour l'ensemble des collèges (- 1,59 point). Sur les votants, la CGT comptabilise 92,86 % de suffrages exprimés (- 0,13). Selon ses propres résultats, la CGT obtient 45,4 % (+ 1,04 point sur un an) devant la CFDT 22,52 % (- 1,06), FO 15,95 % (+ 0,13), la CGC 8,16 % (- 0,28), la CFTC 3,99 % (+ 0,11), la CFE-CGC 2,29 % (- 0,13), les autonomes 1,03 % (+ 0,24) et les « divers » 0,53 % (- 0,13). La CGT, selon ses statistiques, est stable dans le troisième collège (cadres) mais progresse dans le premier, celui des ouvriers et employés avec 54,01 % (+ 1,22), et surtout dans le second (maîtrise, techniciens, cadres) avec + 2,06 points.

PMU : un nouveau pas pour septembre. — Le Pari mutuel urbain (PMU), qui connaît des difficultés financières (un déficit de 200 millions de francs est prévu pour 1985), envisage de lancer un nouveau produit. Le nouveau mode de pari consisterait à désigner le cheval gagnant de chaque épreuve, au cours d'une journée de course. Ce jeu qui existe déjà en Grande-Bretagne, sous le nom de Jackpot, peut rapporter gros, lorsque la Fédération des sociétés de courses qui compte ainsi attirer une nouvelle clientèle. Le lancement pourrait avoir lieu le 18 septembre. Mais des problèmes, tels que la répartition des recettes entre l'Etat et le PMU, restent à régler. M. Henri Emmanuel, secrétaire d'Etat au budget, devrait dans les prochains jours préciser par lettre les intentions du gouvernement qui a donné son accord de principe.

La statistique de FO, ne comptabilisant que ses propres résultats, portait sur 4 millions d'inscrits (secteur privé et nationalisé et fonction publique). FO se trouvant en tête avec 27,64 % devant la CGT (22,61 %).

### A Citroën-Aulnay LA CGT RECULE DE 13 POINTS DANS LE COLLÈGE OUVRIER

Aux élections des délégués du personnel de Citroën-Aulnay, qui se sont déroulées le 11 juillet, on a enregistré, dans le premier collège, une forte baisse de la participation électorale et de la CGT et une progression très sensible de la CSL, et surtout de la CFTC.

Sur 5 171 inscrits (contre 6 201 un an plus tôt, la différence résultant des suppressions d'emplois effectuées, depuis la fin juin 1985), il y a eu 3 724 suffrages exprimés (72,02 % des inscrits), soit 11,78 points de moins qu'en 1984). La CGT arrive en tête avec 42,86 % des exprimés (- 13,04 points) devant la CSL 39,47 % (+ 5,97), la CFTC 9,56 % (+ 7,16), FO, 4,48 % (- 0,02) et la CFDT, 3,63 % (- 0,07). La CGT et la CSL obtiennent la même nombre de sièges (11) contre 2 sièges à la CFTC, 1 à FO et 1 à la CFDT.

Pas de repenser pour Manufrance. — « Il n'y a plus personne en lice pour reprendre la production d'armes de chasse de l'ex-coopérative ouvrière Manufrance alors qu'il y a un mois un repenseur sérieux était intéressé », a déclaré le 12 juillet, à Saint-Etienne, M. Philippe Charrière, syndic de liquidation, qui déplore la poursuite de l'occupation de l'entreprise soutenue par la CGT.

Le 11 juin dernier, le syndicat avait indiqué qu'une solution de reprise par un groupe français, resté anonyme, pourrait voir le jour avant le mois de septembre, si les quelque quatre-vingts anciens coopérateurs occupant l'entreprise mise en liquidation le 10 avril cessaient leur action. — (AFP).

## Le scandale des vins autrichiens

- Contrôles en France
- Retraits du marché en RFA

Les consommateurs allemands s'étonnent que des mesures de retrait des vins autrichiens frelatés ne soient prises que plus de deux mois après la découverte du scandale par les autorités autrichiennes. Ces vins avaient été sucrés avec un produit normalement employé dans les moteurs comme antidégel. En France, le service de la répression des fraudes a fait constater, jeudi 11 juillet, auprès des importateurs, les vins en provenance d'Autriche et a commandé à ses services régionaux des analyses dont les résultats

devraient être connus le lundi 15 juillet. En 1984, la France a importé 900 hectolitres de vins d'Autriche et dans les trois derniers mois de mars à mai 1985, 675 hectolitres (pour les quantités dépassant 30 hectolitres soumises à des certificats d'importation). A Bruxelles, le gouvernement a décidé de retirer du marché tous les vins blancs autrichiens. Au Danemark enfin, nous signalons notre correspondante, un examen des stocks chez les grossistes et détaillants a été entrepris.

### De notre correspondant

Bonn. — Le scandale des vins autrichiens prend des proportions inattendues en Allemagne fédérale. Après avoir eu connaissance du résultat des premières analyses faites cette semaine, le ministère de la santé a lancé un avertissement général pour mettre en garde contre la consommation de vins autrichiens, spécialement les vins de la région de la vallée du Danube. Des millions de bouteilles ont été retirées un peu partout de la circulation. Les principales chaînes de magasins alimentaires ont demandé à leurs succursales d'enlever tous les vins autrichiens de leurs rayons.

Curieusement, le scandale n'éclate que trois mois après la découverte par le ministère autrichien de l'agriculture, au printemps dernier, d'une importante opération de masquage de vins, dans la province viticole du Burgenland. Les instituteurs utilisent le produit chimique, le diéthylène-glycol, normalement employé comme antidégel dans le système de refroidissement des véhicules à moteur. Ce produit, qui contrairement au sucre est diffi-

cilement repérable, élève le taux d'alcool du vin, mais en accentue également la coloration.

Tout en alertant le ministère allemand de la santé, les autorités autrichiennes avaient pris immédiatement des mesures pour tenter de circonscrire l'ampleur d'une fraude qui menace non seulement le marché intérieur mais également les exportations, dont la RFA absorbe près de 75 %. Le ministère autrichien de l'agriculture estime que le produit incriminé n'a été utilisé que par une quarantaine de négociants du Burgenland.

Les premières analyses ont cependant prouvé, selon le ministère fédéral de la santé, que l'affaire était beaucoup plus grave qu'il n'y paraissait tout d'abord. Accusées à leur tour d'avoir trop tardé à réagir, les autorités sanitaires allemandes se renvoient la balle entre les Länder et le ministère fédéral, qui reproche en outre ouvertement à l'Autriche d'avoir tenté de minimiser l'affaire.

Au cours des semaines passées, 1,5 million de bouteilles ont déjà été retirées de la circulation en Rhénanie-Palatinat, où les laboratoires ont décelé des quantités de diéthylène-glycol allant jusqu'à

## GUERRE DES PÂTES : BRUXELLES DÉMOBILISE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — La commission européenne et les Etats-Unis ont conclu le 12 juillet un accord sur la guerre des pâtes. M. De Clercq, chargé des relations extérieures, s'est engagé à réduire les subventions à l'exportation (restitutions) consenties pour les ventes sur le marché américain. Bruxelles s'est refusé à indiquer l'ampleur de cette concession, mais, selon certaines sources, la diminution des restitutions se chiffrait autour des 50 %.

Washington avait menacé d'augmenter il y a quelques semaines de 40 % les droits de douane perçus sur les pâtes alimentaires en provenance des Etats membres (essentiellement d'Italie). En représailles, les Dix avaient menacé, à leur tour, de relever sensiblement les taxes à l'importation des noix et des écorces. Le moratoire de quatre mois conclu vendredi suspend l'ensemble des mesures européennes et américaines, mais les Etats-Unis obtiennent la réduction des restitutions sans contrepartie. Les ministres de l'agriculture de la CEE devaient se réunir le 15 juillet sur la concession offerte par Bruxelles à Washington.

M. S.

[La France est surtout intéressée au plan politique par le précédent que représente cette affaire, car les exportations de pâtes européennes vers les Etats-Unis sont essentiellement italiennes. A Paris, on cherche à calmer le jeu avec Washington. Tout en jouant la solidarité avec Rome, la France reconnaît que la restitution sur les pâtes était un peu élevée (de moins d'un dollar à 9,50 F). Les Etats-Unis demandaient une diminution de 75 %. Un calcul strictement commercial portant sur les prix de revient en Italie doit permettre de dire si la concession européenne est raisonnable ou non, dit-on encore à Paris.]

HENRI DE BRESSON.

## M. Tapie poursuivi par les douanes

Intouchable, M. Bernard Tapie ? A voir sa cotte grimper dans les sondages aussi sûrement que son poulain Hincult dans les cotes de l'our de France, en cours de croix. Aussi l'inculpation pour « infraction à la législation des relations financières avec l'étranger », qui vient d'être rendue publique, risque-t-elle de ternir son image de marque.

L'administration des douanes a eu effet déposé, en juin, une plainte l'accusant d'avoir transféré, entre 1978 et 1980, 1,5 million de francs à une société suisse, sans autorisation préalable, pour le compte d'une de ses entreprises, les Papeteries Duvergier, revendues depuis. M. Tapie affirme n'avoir commis aucune irrégularité « puisque le paiement de primes d'assurance pour couvrir des factures commerciales a été effectué par le biais d'un établissement bancaire spécialisé ».

M. Tapie s'étonne seulement qu'on ressorte ainsi une affaire vieille de cinq ans.

Ce qui ne va pas manquer de réjouir ceux qui le guettaient au tournant, prodigieusement agacés par son ascension insolente de repenseur d'entreprises. Ignoré — pour ne pas dire méprisé — à ses débuts, il était devenu ces derniers temps l'indispensable invité de toute émission ou de tout colloque un tant soit peu « branché ». L'administration le sifflait, mais M. Bérégovoy le recevait avec cordialité dans sa bonne ville de Nevers, qui avait la chance d'abriter Look, une des sociétés reprises par M. Tapie. Celui-ci avait même acquis, en mai dernier, un semblant de reconnaissance officielle, en négociant, pour la pre-

mière fois, selon ses propres termes, avec « des gens bien », en l'occurrence le groupe nationalisé CGE (Compagnie générale d'électricité), pour le reprise de l'activité piles grand public de sa filiale Saft (le Monde du 22 mai 1985).

Grist par son succès d'homme public, il avait eu le culot de « se pointer » comme intervenant au colloque d'Espaces 89, club de réflexion dans la mouvance socialiste, le 18 juin dernier, alors qu'aucun des organisateurs ne l'y avait convié. Ses fanfaronnades répétées ont-elles fini par lasser ? A-t-il commis « un vrai faux pas » ? L'inculpation actuelle n'est, certes, pas gravissime. Mais elle résonne comme un avertissement. M. Tapie l'a-t-il perçu ainsi, qui adopte un profil bas, peu familier de son personnage ? « Si je suis dans mon tort, je paierai. » Il n'empêche, le charme risque d'être rompu. Et toutes ces Françaises qui, selon un sondage récent, voyaient en lui le compagnon idéal de leurs vacances, devraient-elles lui trouver un remplaçant ?

C. B.

## UNE PROJECTION DE L'INSEE A L'HORIZON 1990

### 2,5 % de croissance et plus de 3 millions de chômeurs

Avec un accroissement moyen du nombre des demandeurs d'emploi de 92 000 par an d'ici à 1990, le taux de chômage devrait atteindre 12,1 % de la population active française contre 8,8 % en 1984. Le nombre total des chômeurs serait ainsi supérieur à 3 millions. C'est ce qu'indique l'INSEE, le 12 juillet, dans une note de prévisions économiques à l'horizon 1990, faite à partir d'hypothèses du Bureau d'Informations et de prévisions économiques (BIPE) et de projections effectuées avec les modèles de l'INSEE. Ces projections reposent sur l'hypothèse d'une « reprise de la croissance des principaux partenaires commerciaux de la France » (+ 2,6 % l'an en moyenne entre 1984 et 1990) et supposent la maîtrise de l'inflation (4,3 % entre 1984 et 1990) et de modération des prix du pétrole.

Selon la note de l'INSEE, la France « mènerait une politique des dépenses publiques restrictive » et contiendrait la progression du taux

des prélèvements obligatoires (+ 0,7 point en 6 ans). « La progression du pouvoir d'achat des prestations sociales, déjà fortement ralentie dans le passé récent, ne serait que de 3,7 % l'an en moyenne entre 1984 et 1990 ». L'INSEE prévoit « une accélération progressive du pouvoir d'achat du salaire net moyen par tête qui dépasserait 3 % en fin de période », une reprise de la consommation et une croissance du PIB de 2,5 % l'an en moyenne entre 1984 et 1990, la France combiant à partir de 1986 son « déficit négatif » avec ses partenaires étrangers. Des « pressions inflationnistes » resurgiraient (6,1 % l'an d'inflation pour la période 1988-1990 contre 4,5 % pour 1986-1988). Dans ce contexte, « l'emploi total baisserait en moyenne de 87 000 par an » alors que « les ressources en main d'œuvre progresseraient de 106 000 par an en moyenne », d'où un nouvel accroissement du chômage.

## Faits et chiffres

### Affaires

Messerschmitt rachèterait Krauss-Maffei. Un consortium conduit par Messerschmitt-Bölkow-Blom (MBB), leader de l'industrie aéronautique occidentale, pourrait racheter le principal fabricant de tanks d'outre-Rhin, Krauss-Maffei, si la commission nationale antitrust donne le feu vert. La semaine prochaine, le montant de la transaction approcherait 150 millions de deutschemarks (450 millions de francs) et concernerait 81 % du capital, les anciens propriétaires du groupe Flieck en conservant 15 %.

### Agriculture

Les éleveurs de bovins appellent à manifester. — La Fédération nationale bovine a invité les éleveurs de bovins à manifester dans les régions de production pour protester contre la prolongation de la crise provoquée par les abattages consécutifs aux quotas laitiers. La FNB demande que l'office des viandes (OFIVAL) dispose de moyens financiers pour contrôler les importations et stimuler les exportations. Elle dénonce l'« absence de politique globale et cohérente de l'élevage », rien n'ayant été prévu pour les producteurs de viande, alors qu'un nouveau plan d'aides à la ces-

saion de production laitière est lancé. Les stocks de viande bovine ont atteint, en France, 210 000 tonnes, soit le double par rapport à 1984. Les prix de la viande de vache se sont relevés, mais au détriment de ceux des viandes de taurillon traditionnellement plus chères.

### Énergie

Chute de la production charbonnière française. — Selon Charbonnages de France, la production de charbon est tombée à 8,79 millions de tonnes au premier semestre, soit 7,9 % de moins qu'au premier semestre de 1984. Les effectifs « ouvriers au fond » (20 869 au 30 juin) ont diminué de 2 470 personnes en un an et les effectifs « au jour » (12 820 au 30 juin), de 1 470. Ce qui entraîne une progression du rendement de 2,3 % par ouvrier au fond.

Essence : baisse des prix sur les autoroutes. — Les prix de l'essence pratiqués sur les autoroutes — traditionnellement élevés — vont se rapprocher du tarif moyen français de 5,80 F le litre de super. Le mouvement de baisse des prix dans les stations d'essence, en effet, repris à la veille du week-end du 14 juillet. Après Esso, qui avait

annoncé le 11 juillet au soir une baisse de 3 à 7 centimes, portant le prix moyen à 5,85 F et le prix maximum à 5,89 F, ce sont Elf et Antar qui ont indiqué le 12 juillet que le prix affiché dans leurs stations autoroutières serait ramené à 5,89 F.

### Social

Renault : la CGT dénonce l'« amputation » de la prime de septembre. — La coordination CGT-Renault a annoncé, le 12 juillet, que la direction avait décidé d'« amputer de deux tiers » la prime exceptionnelle de septembre et de reporter une réunion sur la politique salariale prévue en juillet. « Dans toutes les usines et dans les succursales, la riposte est à l'ordre du jour », a assuré le syndicat en évoquant un arrêt de travail massif à l'usine du Mans.

Pour la direction, cette prime de septembre, comme celles de mars, de juin et de décembre, n'est pas un avantage acquis mais est liée aux résultats de l'entreprise. Hierarchisée, cette prime a été ramenée de 350 F à 150 F, au coefficient 100. La direction confirme qu'un arrêt de travail de deux heures à l'usine du Mans a été suivi par 30 à 40 % du personnel, mais qu'il n'y a aucun mouvement dans les autres établissements de la Régie.



# Économie

## LES ENTREPRISES « INTERMÉDIAIRES » EN FRANCE

### « Former des jeunes coûte cher »

Les représentants des cent missions locales pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté se sont réunis le 27 au 29 juin à Paris afin de faire le bilan de leur action depuis leur création en 1982. Les missions locales se sont créées sur un bassin d'emploi et dépendent de la volonté des élus locaux qui financent en partie leur fonctionnement. Elles regroupent des représentants de différentes administrations qui aident dans ce cadre les jeunes à s'insérer dans la vie sociale et professionnelle : ANPE, DDAIS, Education nationale, éducation surveillée. C'est sous leur protection et parfois même leur aide qu'une certaine d'entreprises intermédiaires ont vu le jour. Celles-ci offrent aux jeunes en difficulté ou en chômage un lieu de formation.

« Les jeunes qui viennent ici sont ceux qui rendent blanche leur fiche lorsqu'ils vont s'inscrire à l'ANPE. Ils n'ont pas de diplômes, pas de qualification, pas d'expérience professionnelle », dit Motovillage, l'une des premières entreprises intermédiaires, installée dans un pavillon du Perreux (Val-de-Marne), est un cas exemplaire. L'association est née de la double passion pour la moto de deux enseignants, MM. Alain Desmors et Jacky Terrillon. « Les stages organisés pour les jeunes sont presque autant d'échecs, affirmait-il. Les seize à vingt-cinq ans y viennent sans motivation et savent que même s'ils ne font rien ils touchent leurs indemnités. »

Les deux animateurs décident donc, en 1982, de fonder une entreprise, mettront en commun leurs économies, construisent de leurs mains, dans le jardin de l'un d'eux, un atelier de BMW : vente de pièces détachées d'occasion, cours d'initiation à la mécanique, etc., animation sur mini-moto, etc., etc.

Bilan de leur expérience : l'entreprise a bien joué son rôle.

### Les règles du jeu sont fixées

Le ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a donc intégré les entreprises « intermédiaires » dans l'arsenal des aides aux jeunes en difficulté. La circulaire du 25 avril 1985 de M. Michel Delaunay fait d'elles un lieu de formation pour les chômeurs de seize à vingt-cinq ans.

Les règles du jeu sont désormais fixées. Seuls les jeunes pourront être accueillis dans ces structures. L'entreprise pourra recevoir du ministère du travail jusqu'à 40 000 francs par an et par poste créé. Les jeunes gagneront le SMIC horaire (leur rémunération est donc proportionnelle à leur travail).

L'encadrement pourra bénéficier de subventions diverses (emplois d'initiative locale, crédits d'économie sociale, du FNE, etc.). Deux objectifs sont fixés à ces entreprises : d'une part, les jeunes ne doivent pas y rester plus de dix-huit mois ; d'autre part, les établissements devront avoir des ressources propres d'au moins 30 % la première année, de 70 % la troisième année. Une convention sera signée, après étude du dossier, par le créateur de l'entreprise et la commission de la République.

Un audit opérera tous les six mois. Cinquante millions de francs seront consacrés à ce programme en 1985. Le ministère du travail entend donner la priorité aux jeunes les plus démunis. C'est le cas pour l'association Pro-Filins, qui s'est donné pour objectif la réinsertion des anciens détenus. Deux ateliers ont ainsi été créés avec des crédits du ministère de la solidarité nationale et de la Fondation de France : Aéroclak (créé en novembre 1984), atelier de peinture et décoration d'automobile et de moto, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), et un restaurant traiteur (Croque Santé) qui a ouvert ses portes le 13 mai à Paris, 47, rue de Rochechouart.

En dépit des moyens dont il dispose, M. Jean-Pierre Buffard,

« Sur les vingt jeunes qui sont passés ici en 1984, affirme M. Jacky Terrillon, dix-neuf ont aujourd'hui trouvé un travail ou bien ont recommencé des études » trois sont retournés à l'école, un a mis son salaire de côté pour se payer des cours d'anglais. Un a même fondé sa propre entreprise (un garage associatif). Quant au vingtième, il a veillé deux motos en huit jours. » Coût pour l'entreprise : 20 000 francs...

La bilan financier est plus nuancé car « former des jeunes coûte cher ». Au SMIC, il faut ajouter les charges sociales, les heures de cours données par les animateurs et prises sur le temps de travail. Conclusion de l'audit qui vient de terminer son étude : le demande des deux fondateurs de l'entreprise : Motovillage est déficitaire de 200 000 francs par an. Si elle ne faisait pas de jeunes, elle serait bénéficiaire de 100 000 francs. Pour l'heure, l'entreprise vit de subventions déguisées : l'un des animateurs s'est lui-même licencié. L'ANPE ferme les yeux... et lui envoie ses jeunes les plus défavorisés.

L'idée des entreprises intermédiaires est née à la fin des années 70 dans les centres d'hébergement qui proposaient des activités économiques aux drogués, aux malades sortant d'hôpitaux psychiatriques, aux anciens détenus, etc. Le « circulaire 44 » signée en 1979 par le ministre de la santé codifiait l'activité de ces « entreprises » connues sous divers vocables, qui recevaient des aides de l'Etat et des collectivités locales.

De « thérapeutiques », les entreprises intermédiaires sont devenues un moyen d'insertion sociale et professionnelle avec les initiatives de nombreux foyers de jeunes travailleurs confrontés au chômage de leurs résidents (le Monde daté 3-4 juillet 1983).

Aujourd'hui, on en compte une centaine, employant mille salariés, notamment dans le second œuvre - bâtiment - et les services sociaux (aide à domicile aux personnes âgées par exemple). Une dizaine de centres ont déposé leur bilan. Elles sont précaires pour la micro-économie locale et bénéficient souvent de l'aide des municipalités, qui leur prêtent des locaux. Des pré-traités sont également mis à contribution pour conseiller des « chefs d'entreprise » ou pour enseigner.

directeur des ateliers, a les mêmes préoccupations que les responsables des autres entreprises intermédiaires : trouver de « bons professionnels qui ont aussi des capacités de pédagogues et de formateurs », car, en plus de la technique, il leur faut apprendre aux jeunes à « venir à l'heure, à être réguliers, à être propres, à s'exprimer ».

Même constatation pour l'animateur, qui doit rechercher des marchés et discuter avec sa banque mais aussi « trouver à 18 h 30 un logement pour un jeune mis à la porte de son foyer et répondre le dimanche aux coups de téléphone de ceux qui s'ennuient ». Enfin, alors que le premier travail d'un patron de PME consiste à former ses salariés, le jeune commencera tout juste à être « rentable » lorsqu'il quittera l'établissement.

Les responsables d'entreprises « intermédiaires » savent ce que les attend. Ces structures, ils les nament eux-mêmes « ses », « trampoline », « charnière ». Mais ils n'ignorent pas non plus qu'il faudra souvent plus de dix-huit mois à un jeune « social » pour entrer dans une formation « normale » ou dans la vie professionnelle. L'entreprise « intermédiaire », qui doit rapidement, en dépit de charges très lourdes, avoir une autonomie financière, sera ainsi tentée de proposer aux jeunes des travaux faiblement qualifiés.

Les animateurs doivent donc trouver un fragile équilibre entre les activités de formation et leur fonction économique. En tout état de cause, les entreprises « intermédiaires » ont d'ores et déjà un atout de taille : leur réussite. « Quand un adolescent marqué par l'échec scolaire devient enseignant lors d'un stage de mécanique », quand « un jeune termine une peinture de voiture dont il est fier », les formateurs « ont gagné ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

Semaine du 8 au 12 juillet

### Un ressort inattendu

La reprise d'été aurait-elle sonné cette semaine rue Vivienne ? A la lumière des derniers échanges survenus à la Bourse de Paris, cette hypothèse était sérieusement ébranlée. Après un nouvel accès de faiblesse, en ondes décroissantes certes, mais qui, de lundi au mercredi, allait quand même progressivement ramener la moyenne des cours aux niveaux atteints à la fin du mois d'avril, le marché allait se redresser assez brusquement jeudi (+1,28 %). Simple sursaut, sur un plan technique, le recul de la cote apparaît nécessairement. Beaucoup le crurent. Mais vendredi l'indicateur instantané avançait encore de 0,62 %. La cotation d'une valeur, Moteurs Leroy-Somer, dut même être retardée devant l'afflux de la demande (20 268 titres échangés), avant que son prix ne soit fixé : 695 F (+10,1 %). Plusieurs actions montèrent de 2 à 5 % (Martell, Matra, Casino, Maréchal, Printemps, DMC, Ecco, Darty, Valiton, F&S), et les hausses d'un minimum 1 % furent encore nombreuses (Total, Compagnie bancaire, Nord-Est, Presses de la Cité, Orléans, Générale Occidentale). Manifestement, les investisseurs « en volants » à la veille des week-ends, surtout les plus longs - la Bourse comme les banques seront fermées lundi 15 juillet (loi de 1909 sur le rattrapage des jours fériés tombant un dimanche), - la prudence a toujours tendance à l'emporter. Or, si de fait les volumes d'affaires furent moins fournis, les initiatives d'achats s'en furent pas bridées pour autant.

Le facteur technique n'est certainement pas à négliger après un repli de 10 % sur les plus hauts niveaux de l'année, atteints à la fin de juin. Mais il n'est pas sans à retenir pour expliquer la hausse survenue en fin de semaine qui a rétabli les divers indices à leurs paliers du 5 juillet dernier, à quelques fractions au-dessus même.

De bonnes nouvelles sont parvenues sous les lambris. Il y eut d'abord l'interview accordée au Figaro par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie des finances et du budget, selon laquelle le gouvernement étudierait la possibilité de détacher partiellement les bénéfices réinvestis par les entreprises. C'était mercredi. La Bourse a dressé l'oreille, et, ce jour-là, la hausse fut réduite à sa plus simple expression (-0,14 % à l'indice CAC). L'abaissement, le lendemain, du taux d'intervention de la Banque de France, ramené pour la première fois depuis juillet 1979 en-dessous de 10 %, puis l'alignement à niveau (9,78 %) du loyer de l'argent au jour le jour, firent frémir d'aise la cote.

« C'est le signe précurseur d'un crédit meilleur marché. Les taux de base bancaires vont baisser », entendait-on autour de la corbeille. Les opérateurs apprirent dans la foulée que l'inflation s'était ralentie en juin (+0,4 %) et que Wall Street avait retrouvé la forme grâce à la décade du dollar, bienfaite pour les exportations américaines. Les messages furent parfaitement entendus. Ils contenaient de quoi raviver l'intérêt. Du coup, des professionnels n'hésitèrent pas à dire qu'insuffisante en juin la consolidation

maintenant leur semblait bien terminée et qu'avec le ralentissement des opérations financières (augmentation de capital, émissions obligataires) les chances d'une reprise d'été n'étaient pas négligeables. Que peut-être même « cette reprise avait commencé sous nos yeux ». Cet optimisme n'était pas partagé par tout le monde. Certains faisaient valoir que les capitaux disponibles pour venir s'investir en Bourse commencent à se tarir. D'autres appuyaient leur scepticisme sur les dernières prévisions de l'INSEE : moins de 1 % de croissance en France pour 1985. Et quelques-uns brandissaient le résultat des travaux menés par le bureau d'études du CCF. Il en ressortait que la prime de risque des actions (différence entre la rentabilité attendue du marché et les taux des emprunts d'Etat), bien qu'en légère hausse au début de juillet à 1,8 % (contre 1,75 % début juin), était encore inférieure au niveau (2-2,25 %) jugé de nature à déclencher une vague d'achats.

« Bien malin celui qui est capable de dire où se situe ce fameux seuil », rétorquait un gérant de portefeuille. Bref, s'il y avait divergences de vue, sur le fond, tout le monde reconnaissait tout de même que la Bourse disposait de quelques bons atouts, mais dont la valeur restait à déterminer (allégement fiscal sur les profits réinvestis, confirmation du crédit moins cher). Reprise d'été ou pas, le sentiment, tildé ces derniers jours, était redevenu assez bon à la veille du week-end.

Cette semaine, comme les précédentes, a en son lot d'événements. On a beaucoup reparlé de l'augmentation de capital de Peugeot. Et d'un critère des modalités : « l'abandon du droit de souscription est une grave erreur ; le prix est sans rapport avec les cours de Bourse ; quelle idée de laisser piloter la tranche étrangère de l'émission par une maison britannique ». Des personnes averties assuraient que l'opération avait été un fiasco et que le syndicat bancaire avait dû absorber une bonne partie du « papier ». Vrai ou faux, l'action de la firme de Sochaux a été mise au piquet. Elle est tombée à 10 F en dessous du prix d'émission et a perdu 7,5 % en moins de dix jours. La rumeur rapportait que les ventes étaient britanniques. Pour changer de sujet, ajoutons que BSN est sorti du ghetto où l'avaient plongé ces derniers temps des ventes « d'origine britannique aussi, disaient-ils - pour refaire surface (+5,4 %). Matra, mal aimée de la corbeille, en a fait autant. L'annonce du contrat de 2,2 milliards de francs pour la construction du métro de Toulouse (VAL) avait d'abord laissé les opérateurs indifférents. Mais ceux-ci se sont sans doute ravisés (+5,2 % vendredi). Enfin, la Française des pétroles a disparu de la cote. Que la clientèle se rassure : l'entreprise a toujours bon pied, bon œil. Elle a seulement changé de raison sociale, pour adopter celle de Total-Compagnie Française des pétroles. La Bourse a seulement retenu le premier terme : Total, introduction réussie (+2 %).

ANDRÉ DESSOT.

## UN LIVRE DE PATRICK LAMM

### Enquête sur l'affaire Boussac

Sous ce titre, Patrick Lamm, journaliste aux Echos vient de publier un ouvrage de 286 pages (1) dans lequel il s'efforce, avec talent, de faire la lumière sur une ténébreuse aventure industrielle, qui tient la France en haleine depuis quinze ans. Plus qu'un document, son livre est un roman qu'il eût pu rendre passionnant, pour tous ceux qui de près ou de loin ont suivi l'affaire. Passionnant mais aussi édifiant, car si l'auteur n'a pas pu avoir accès à tous les documents, ceux tombés entre ses mains témoignent du caractère souvent frauduleux des conditions dans lesquelles les frères Willot, les « Dalton du textile », se sont appropriés l'empire Boussac, un empire brisé « à des hommes d'affaires insolubles pour les remettre en selle ».

Des derniers jours du règne de Marcel Boussac, le groupe Férinel, Patrick Lamm passe en revue tous les chapitres de cette triste histoire et ne se prive pas d'en critiquer les acteurs. Les frères Willot, bien sûr, sont pris dans le collimateur et deviennent, sous sa plume, les « bananiers ». Pourquoi ? Parce que physiquement et moralement ils ressemblent à ces petites bêtes qui, inlassablement, accumulent les provisions. Pour briller au firmament de l'« establishment » industriel, ils s'ont eus de cesse d'élargir le périmètre de leur territoire en rachetant des affaires en perdition, sans bourse délier grâce aux « belles ou bêtes dormantes » (certains immobiliers de ces entreprises revendus à bon prix), sans user non plus des règles de gestion qui font les bons entrepreneurs.

Pourtant M. Jean-Pierre Willot, « l'âme » des quatre frères, « sait lire un bilan plus vite que le banquier le plus doué ». Mais le groupe Boussac n'a fourni aux « frères » qu'une occasion de plus de se distinguer dans ce type d'opération, qui consiste à boucher des trous ici en creusant d'autres ailleurs, tout en se constituant une réputation usurpée. Patrick Lamm dénonce ces pratiques et accuse de laxisme les pouvoirs publics, la justice eux ordres et les banques. Personne ne trouve grâce à ses yeux, ni MM. Bideman et Tepie intéressés à la reprise de Boussac, encore moins M. René Mayer, avant-dernier président de Boussac, ce « géomètre devenu PDG » grâce au pouvoir socialiste et « spécialiste de la méthode Coué ».

Même M. Bernard Arnault (Férinel), le nouveau patron de Boussac, désormais redevenu privé, est soupçonné d'ambitions avec les frères Willot. L'auteur passe en revue les irrégularités, ce tout gère, les procédures illégales, les faux et écritures, les « manœuvres » politiques. Si l'interprétation donnée est la bonne, le rachat du groupe Boussac par les frères Willot dissimulerait la plus belle escroquerie du siècle couverte par l'Etat pour raisons électoraux. « Le plus grand hold-up de tous les temps », pour reprendre l'expression utilisée par M. J.-C. Boussac, neveu

de l'ancien roi du coton. Tous les grands leaders politiques ont été mêlés de près ou de loin à cette affaire où l'on ne compte plus les coups d'escrime sans parler du glâcis des banquiers publics.

Pour Patrick Lamm, l'histoire s'est terminée. « Du point de vue industriel, la solution Férinel, selon lui, ne tient pas la route ». « C'est la grenouille qui avale le bœuf ». Quand surgissent de nouvelles difficultés ? « L'histoire Boussac, dit-il sans cycle triennal, 1978, 1981, 1984 ». Patrick Lamm prend rendez-vous pour 1987. « A moins, conclut-il, que d'ici là Boussac n'ait été découpé d'une manière telle qu'il ne subsiste plus qu'une marque sur des tissus ».

A.D.

(1) Editions Robert Laffont : 78 F.

### VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (\*)

Nbre de titres	Val. en m. p. (F)
BSN (1)	71 658 171 256 527
Peugeot (1)	418 367 153 708 400
Michelin (1)	34 051 101 184 126
Carrefour	32 614 66 749 815
Midi	21 015 59 291 559
Chargères	91 372 58 348 562
L'Air liquide (1)	91 649 55 945 034
Lafarge (1)	105 368 52 786 922
Mot	26 451 51 478 713
Elf	220 192 42 607 320
Siemens (1)	22 266 41 137 248
Sommer (1)	76 034 41 054 218

(\*) Du 4 au 11 juillet inclus.

(1) Séance du 12 juillet comprise.

### MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Cours 5 juil.	Cours 12 juil.
Or fin (libé en barre)	32 500 32 300
Or fin (libé en lingot)	32 700 32 500
Pièces françaises (20 fr.)	543 538
Pièces françaises (10 fr.)	272 264
Pièces italiennes (20 fr.)	530 520
Pièces italiennes (10 fr.)	265 255
Souverain	689 680
Souverain Elizabeth II	687 678
100 francs	380 370
Pièces de 20 dollars	3 805 3 800
10 dollars	2 120 2 112
5 dollars	1 420 1 400
50 pence	3 485 3 400
20 marks	880 867
10 florins	853 841
5 roubles	430 440

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

An plus haut

Tranchant sur la lourdeur de la plupart des autres places, Wall Street a fait preuve de dynamisme cette semaine et s'est élevé à son plus haut niveau historique. Vendredi, l'indice Dow Jones s'élevait à la cote, jamais atteinte jusqu'ici, de 1 338,59 (contre 1 334,45).

Pourtant, la baisse était au rendez-vous : les premiers jours en raison des incertitudes économiques. Mais l'encouragement est venu du vil repli du dollar. Les opérateurs en ont retenu les bénéfices sur les exportations américaines et, par là, l'effet salutaire sur les résultats des entreprises pour le second semestre.

L'espérance d'une nouvelle détente monétaire a également soutenu le marché. Cependant, l'annonce d'une baisse de 0,8 % des ventes au détail en juin a tempéré l'optimisme. Coca-Cola a été la vedette de la semaine (+9,6 %). L'activité hebdomadaire s'est accélérée et 540 millions de litres ont été changés de mains contre 367 millions.

Cours 5 juil.	Cours 12 juil.
Alcoa	34 1/8 34
ATT	24 23 1/4
Boeing	46 3/4 47 1/4
Chase Man. Bank	63 1/4 62 1/4
Du Pont de Nemours	59 3/4 57 3/4
Eastman Kodak	45 5/8 45 5/8
Exxon	52 3/4 52 1/2
Ford	45 43 1/8
General Electric	61 3/4 60 5/8
General Foods	80 1/2 81 1/4
General Motors	71 1/4 68 1/4
Goodyear	28 28 1/2
IBM	124 5/8 124 1/4
ITT	31 3/8 31 5/8
Mobil Oil	30 1/8 29 3/4
Pfizer	48 5/8 52
Schlumberger	38 1/4 37 7/8
Texas	27 1/8 26 1/2
UAI Inc.	56 3/8 56 3/4
Union Carbide	46 48 5/8
US Steel	27 1/4 26 5/8
Westinghouse	34 1/8 35 3/8
Xerox Corp.	55 54 3/4

### LONDRES

Recloute

La montée en flèche de la livre a, en menaçant les exportations britanniques, favorisé une recrudescence des cours. Mercredi soir, le marché était retombé à son plus bas niveau depuis le mois de décembre 1984. La baisse du taux d'intervention de la Banque d'Angleterre a ramené un calme momentané. Mais cette mesure n'ayant pas provoqué une détente du loyer de l'argent, le mouvement de recul a repris à la veille du week-end.

Indices « F.T. » du 12 juillet : industriel, 926 (contre 955,7) ; mines d'or, 392,4 (contre 410,8) ; Fonds d'Etat, 82,89 (contre 82,28).

Cours 5 juil.	Cours 12 juil.
Bechtel	323 383
Bovis	261 252
Brit. Petroleum	528 523
Charter	182 178
Courtauld	144 136
De Beers (*)	6 545
Dunlop	66 68
Free State Cons. (*)	24 5/8 24 1/8
Glaxo	12 1/2 12
Gr. Univ. Stores	768 773
Imp. Chemical	747 699
Shell	706 675
Unilever	11 1/2 10 7/8
Vickers	288 275
Wor Lam	35 35 3/8

(\*) En dollars.

### TOKYO

Baisse

Le marché est redescendu du sommet atteint le 6 juillet dernier. D'assez importantes ventes bénéficiaires ont pesé sur les cours. Mais elles ont davantage affecté les valeurs vendentes (biotechnologie, par exemple) que les actions des entreprises, à l'égard desquelles le gouvernement a pris des mesures pour relancer leur développement (compagnies d'électricité, bâtiment...) comme en témoignent la baisse du Nikkei Dow Jones (12 858,10 le 13 juillet contre 13 040,01) et la relative stabilité de l'indice général (1 048,30 contre 1 048,20).

Cours 5 juil.	Cours 12 juil.
Aiat	490 381
Bridgepoint	579 546
Casino	1 168 1 080
Fuji Bank	1 759 1 800
Honda Motors	1 470 1 450
Mitsubishi Electric	1 380 1 280
Mitsubishi Heavy	328 327
Sony Corp.	4 180 3 830
Toyota Motors	1 270 1 230

### FRANCFORT

Moins 6 %

Après avoir poursuivi son mouvement ascensionnel et battu un nouveau record, le marché a ployé sous les ventes bénéficiaires. Des achats étrangers ont un moment freiné la baisse, mais l'intermédiaire fut bref. D'un vendredi à l'autre, les cours ont en moyenne baissé de 5,9 %.

Indices de la Commerzbank du 12 juillet : 1 397,70 (contre 1 486,20).

Cours 5 juil.	Cours 12 juil.
AEG	138,10 127,50
BASF	239,50 221,50
Boyer	239,50 221,50
Commerzbank	223 212,80
Deutschebank	595,50 565,50
Hoechst	245 224
Karstadt	259 244
Mannesmann	280,70 257,50
Siemens	587 547,50
Volkswagen	348,10 314



# Crédits - Changes - Grands marchés

## L'euro-marché

### Une nouvelle vogue

New-York se mouvant bien plus vite que le marché international des capitaux, ce dernier est, une fois de plus, en partie paralysé par la concurrence que lui fait son homologue américain. Un débiteur dont la bourse a baissé, ne peut pas emprunter à des termes similaires au Trésor des États-Unis ne devrait offrir sur le marché euro-obligataire, commissions comprises, guère plus de 8 % par an pour emprunter sur deux ans, 8,50 % sur trois ans, 8,625 % sur quatre ans, 9,125 % sur cinq ans et 9,75 % sur sept ans. À l'exception du rendement sur la dernière échéance, les autres se révéleraient incompatibles avec ce que recherchent les euro-investisseurs. Ils se sont, dans le passé, toujours montrés peu enclins à prêter en dollars au-dessous de 10 %. Ils le sont aujourd'hui d'autant moins que la devise américaine est sur la pente descendante.

La chute combinée du dollar et des taux d'intérêt aux États-Unis a trois effets. Elle ravive la demande sur les monnaies, qui en profitent, et, d'autre part, sur les devises « exotiques » dotées de coupons élevés tels les dollars australiens et néo-zélandais. Elle est également à la base de la nouvelle vogue en faveur des opérations à double devise qui permettent de prêter dans l'une, d'être remboursé dans l'autre et de toucher généralement un coupon, supérieur à la plus forte mais inférieure à la plus faible.

Une formule qui combinait le deutschemark et la livre sterling avait vu le jour à la fin des années 60. Par la suite, un grand nombre d'emprunts dollars/francs suisses ont vu le jour, c'est-à-dire libérés en francs suisses mais remboursables en dollars avec des coupons payables en francs suisses supérieurs d'environ 1,50 % à ceux en vigueur sur le marché helvète.

La semaine dernière la canadienne Export Development Corporation (EDC) est venue offrir des obligations pour un montant de 155 millions de deutschemarks, dont le prix de remboursement sera à échéance de 55 millions de dollars des États-Unis. D'une durée de huit ans, l'euro-emission a été offerte avec un coupon annuel de 7,50 %. Chaque euro-obligation libérée pour un prix de 3 000 deutschemarks sera remboursée 1 100 dollars. Si le rapport entre le dollar et la devise allemande était resté de 1 dollar = 3 DM, le rendement à échéance aurait été de 8,37 %. Malheureusement, le taux de change entre le dollar et la monnaie germanique était, entre-temps, redevenu inférieur à 2,95 !

L'ennuyeux avec les euro-emissions en double devise est qu'elle donne l'impression que l'émetteur choisit toujours d'em-

prunter dans la devise la plus forte, de rembourser dans la plus faible et entre-temps d'offrir le coupon le plus bas des deux, c'est-à-dire celui de la monnaie la plus solide. C'est le cas de l'EDC, qui, en fin de compte, emprunte en dollars à partir d'un taux d'intérêt qui est celui du deutschemark.

Plus intéressante est la proposition de la Farm Credit Corporation, entre débiteur canadien, qui a offert 15 milliards de yens remboursables après cinq ans dans la devise américaine à un prix de 4 000 dollars par euro-obligation. Le dollar est encore surévalué par rapport à la devise japonaise. En plus, le taux d'intérêt annuel payable en yens par Farm Credit, qui est de 8,625 %, représente un avantage de 2 % par rap-

port à ce qu'a accepté de payer récemment la Banque mondiale.

Il est moins évident que les euro-investisseurs acceptant de prêter 100 millions de dollars à la Minnesota Mining & Manufacturers Co (3M), qui, dans cinq ans, seront remboursés 73,5 millions de livres sterling, fassent une aussi bonne affaire. Le taux de change actuel de la livre, une pivo-deviser faible dans un environnement économique défavorable, est surévalué par rapport au dollar et à bien d'autres devises. En revanche, le coupon annuel de 9,75 %, qui sera réglé en dollars, est réaliste. Il reflète tout à la fois les taux en vigueur sur la devise américaine et la haute qualité du débiteur, dont la dette bénéficie du prestige AAA de la part des agences spécialisées.

### Feux d'artifice tricolores

Est-ce en vue du 14 juillet que les emprunteurs français se sont livrés cette semaine à un feu d'artifice d'euro-emissions aussi diverses que colorées ? Pas moins de cinq opérations nouvelles ont été lancées par la SNCF en euro francs français, EDF en ECU, la Société générale en dollars, le Crédit foncier en yens et la Banque française de commerce extérieur (BFCE) en florins.

La SNCF est la huitième emprunteur à solliciter le marché de l'euro franc français depuis sa réouverture cette année. D'un montant de 500 millions, la transaction, qui est garantie par la République française, est de type « rétractable ». Sa durée maximale sera de quinze ans, mais les investisseurs, tout comme l'emprunteur, pourront en demander le remboursement anticipé au pair tous les cinq ans. Le coupon annuel qui sera servi pendant les cinq premières années a été fixé à 11 % sur un prix d'émission de 99,75. Bien reçu dans un marché en hausse, l'emprunt se traitait vendredi avec une décote de 0,875 soit bien en dessous des commissions bancaires. Paribas est la banque à la tête du consortium bancaire dirigeant la transaction.

C'est au terme d'une concurrence acharnée qu'EDF a donné mercredi soir mandat à la BNP de diriger une émission de 150 millions d'ECU qui bénéficie de la garantie de la République française. D'une durée de douze ans, elle a été proposée avec un coupon annuel de 9 % sur un prix de 100,375. Une baisse de 0,25 % des taux à court terme sur l'ECU, combinée avec la fuite généralisée devant le dollar, a permis à EDF d'être chaleureusement accueillie. Son emprunt se traitait, en fin de semaine, avec une décote d'environ 1 point, c'est-à-dire en dessous de la commission bancaire.

Pour parer à la faiblesse actuelle du dollar, la Société générale a eu recours à la technique du paiement différé. Les 150 millions de dollars d'euro-obligations à sept ans dotées d'un coupon annuel de 10 % qu'elle a proposés mardi seront pour la grande part libérés dans seulement un an. Chaque titre de 10 000 dollars sera émis à un prix de 9 950 dollars. Mais les investisseurs n'auront à régler immédiatement que 4 450 dollars, les 8 500 dollars restant n'étant payables que le 19 août 1986. La formule n'a pas manqué d'attirer une certaine demande, ce qui, en soi, est déjà un beau succès, compte tenu de l'ambiance déplorable dans le secteur libellé en dollars.

Pour sa part, la BFCE a choisi le marché intérieur hollandais pour lever, sans difficulté et sous la garantie de la République française, 200 millions de florins sur douze ans, à partir d'un coupon de 7,50 % et d'un prix qui devrait être la parité lorsqu'il sera fixé en début de semaine prochaine.

Enfin, le Crédit foncier a réussi un joli coup avec ce qui est la première émission à taux variable en euro yens. D'un montant de 15 milliards de yens et d'une durée de douze ans, elle est garantie par la République française et servira à refinancer un crédit bancaire en yens. L'emprunt à taux flottant sera émis au pair et portera un intérêt semestriel qui sera l'addition de 0,0625 % au taux interbancaire offert sur les dépôts en euro yens à six mois. Sur ces bases, le Crédit foncier économisera plus de 1 % par rapport au crédit bancaire initial. Très bien reçue, l'émission se traitait, vendredi, avec une décote de 6 à 2 points de base, soit bien en deçà de la commission, qui totalise 18 points.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Les devises et l'or

### Chute bienvenue du dollar

C'est fait ! Attendu depuis un certain temps, le recul du dollar sur les marchés des changes s'est produit cette semaine, avec une ampleur telle que l'on a pu parler de chute : près de 5 % en quelques jours ! Sans doute, les cours du « billet vert » ont pu, graduellement, repêcher 15 % sur leurs plus hauts niveaux du 26 février 1985 (3,45 DM à Francfort et 10,61 F à Paris). Mais les ventes redescendent en dessous de 3 DM, seuil important pour les spécialistes, et de 9 F à l'impressionnisme, de même que la rapidité avec laquelle le dollar a glissé à nouveau une fois ces seuils franchis. Nous voilà ramenés aux cours de la fin août 1984, presque un an en arrière, dans un contexte qui n'est plus guère favorable à la monnaie américaine.

Tout a commencé lundi, avec les premiers effets de la publication, à la veille du week-end précédent, des chiffres du chômage en juin : 7,3 %, sans changement sur les mois précédents. Ce fut une déception, car beaucoup attendaient une diminution du nombre des chômeurs, signe d'amélioration de la conjoncture. Bien plus, un nouveau recul des emplois dans l'industrie (45 000 en juin et 220 000 depuis le début de l'année) jetait un froid. En outre, l'Association des directeurs d'achats des sociétés faisait connaître qu'elle prévoyait de sérieux problèmes pour une industrie gravement affectée par la concurrence des importations.

Du coup, la glissade du « billet vert », amorcée le vendredi 5 juillet, s'accélérait. Les seuils de résistance affichés sur les graphiques des spécialistes (3,01 DM, 2,95 DM) se trouvaient successivement enfoncés. Ce phénomène déclenchait, alors, des ventes en provenance du monde entier, en véritable « boule de neige ». Après une brève stabilisation, l'annonce, vendredi après-midi, d'un recul de 0,8 % des ventes de détail américaines en juin provoqua un nouvel accès de faiblesse, car les prévisions allaient d'une diminution de 0,3 % seulement à une augmentation de 0,5 %.

Un nouveau seuil de résistance (2,92 DM) était enfoncé et, à la veille du week-end, le dollar était revenu à 2,8730 DM et 8,7450 F. Outre le mark et le franc français, les monnaies les plus favorisées ont été, avant tout, la livre sterling puis le franc suisse. Quant au yen, il a brutalement décollé à la hausse en fin de semaine, à son niveau le plus élevé depuis huit mois.

On a noté des transferts appréciables de capitaux flottants quittant le dollar et la place de New-York, soit pour obtenir une rémunération plus élevée à Londres et à Paris, soit pour se garantir contre une nouvelle dépréciation du « billet vert » à Francfort, Zurich et Tokyo.

Jusqu'où peuvent retomber les cours du dollar ? Selon les spécialistes de graphiques, comme l'ont montré à Paris, le dollar, ayant baissé trop vite, est entré en « zone rouge », c'est-à-dire qu'il pourrait remonter assez fortement. Mais si, comme bien des indices le laissent supposer, notamment les ventes en provenance des Américains eux-mêmes, la remontée est insuffisante (en dessous de 3,07 DM), la tendance devient carrément baissière, avec la possibilité d'enfoncer le seuil actuel de résistance autour de 2,88 DM) puis celui de 2,82 DM, avec pour objectif 2,77 DM, ce qui correspondrait à un cours de 8,45 F - 8,50 F (moyenne de 1984).

Sans doute les opérateurs restent prudents : pour M. Kaufman, gourou de Wall Street, peu optimiste d'habitude, une reprise de l'économie américaine s'effectuera au second semestre et les taux monteront outre-Atlantique, tandis qu'on constate un vif réveil de la construction et une augmentation des commandes à l'industrie. Mais, tout de même, beaucoup de gens, dans le monde, sont prêts à vendre si le moindre prétexte leur est encore donné. Quel changement !

On ne peut pas dire que cette chute ait provoqué beaucoup d'angoisse, car elle fait l'affaire de tout le monde, à commencer par les Américains.

Le patronat d'outre-Atlantique ne cesse de réclamer le reflux d'une monnaie dont la hausse irrésistible l'a lourdement pénalisé en rendant plus difficiles les exportations et plus facile l'entrée des produits étrangers. Quant aux autres pays, ils n'ont qu'à se louer de la désescalade en cours, qui diminue notamment les coûts de l'énergie importée. Même les principaux bénéficiaires de l'envolée du dollar, l'IRA et le Japon, ne s'en soucient pas trop.

Pour l'Allemagne, les exportations vers les États-Unis ne représentent que 10 % du total, et pour le Japon, dont l'excédent commercial sur ce pays est devenu énorme, tout freinage permettrait d'atténuer des réactions protectionnistes de plus en plus vives. Pour la France, le reflux du dollar est pain béni : une baisse de 10 % du cours du « billet vert » économise près de 20 milliards de francs sur la facture pétrolière annuelle et entraîne un allègement de 30 milliards de francs de la dette extérieure, sans compter les effets bénéfiques sur l'inflation importée. M. Bédégovoy a toutes les chances !

Le vif recul de la devise américaine, au profit des autres monnaies, a obligé la Grande-Bretagne à diminuer un peu ses taux d'intérêt (voir ci-dessous). Même la France a été obligée d'en faire autant, avec, toutefois, des préoccupations d'ordre intérieur. À cet égard, tous les pronostics sur une baisse du franc par rapport au mark, en cas de chute du dollar, ont été joyeusement contredits. C'est le franc qui monte irrésistiblement en se réévaluant et le mark qui baisse, revenant à son cours le moins élevé depuis vingt mois (3,04 F en novembre 1983).

En outre, la Banque de France ne le soutenait même plus en fin de semaine, se souciant peu de gonfler encore par des achats de devises une masse monétaire en plein dérapage. Il est vrai que l'attraction exercée sur les capitaux flottants par la place de Paris et ses taux d'intérêt, les plus élevés en Europe après Londres et Milan, a provoqué l'entrée de plus de 5 milliards de dollars en trois mois (45 à 50 milliards de francs).

L'ennui est que ces capitaux sont volages, comme le prouve le reflux actuel de la monnaie américaine, et que toute incertitude sur l'avenir politique de la France les ferait repartir comme volée de moineaux.

FRANÇOIS RENARD.

### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 8 JUILLET AU 12 JUILLET

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.L.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire
Londres	1,3900	11,3992	41,6319	34,6020	1,7235	30,7692	0,6533	—
New-York	1,3255	10,8873	39,6039	35,1345	1,6447	29,4117	0,6520	—
Paris	12,1937	8,7725	—	365,21	304,87	15,1197	269,92	2,6836
Bruxelles	12,1747	9,1850	—	363,76	304,87	15,1069	270,15	2,7788
Zurich	—	—	27,3815	—	63,582	4,1389	13,9076	1,265
Frankfurt	—	—	27,3996	—	63,6446	4,1529	14,2647	1,3137
Amsterdam	4,0101	2,8850	32,8871	120,16	—	4,9724	88,7692	1,5403
Bruxelles	4,0003	3,0188	32,8579	119,52	—	4,9638	88,7647	1,5782
Bruxelles	88,6478	58,02	6,6128	24,1548	26,1100	—	17,8523	3,0977
Amsterdam	88,6494	58,04	6,6154	24,0792	26,1457	—	17,8823	3,1251
Amsterdam	4,5075	2,5280	37,4880	135,30	112,65	5,5015	—	1,7689
Amsterdam	4,5067	3,4000	37,8164	134,65	112,65	5,5921	—	1,7689
Milan	268,47	187,3	21,521	775,76	649,22	32,2819	576,30	—
Milan	254,61	192,2	20,925	761,18	636,84	31,6118	565,29	—
Tokyo	334,99	241,00	27,4725	100,33	83,5305	4,1517	74,1838	8,7286
Tokyo	327,66	247,20	26,9135	97,9089	81,9085	4,0657	72,7058	8,1266

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 12 juillet, 3,64 F contre 3,7156 F le vendredi 5 juillet.

### Marché monétaire et obligataire

#### Retour à 1979

Vendredi 12 juillet, avant-veille de fête nationale, le taux de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire est retombé au-dessous de 10 % pour la première fois depuis la dernière semaine de juillet 1979. Entre-temps, il était monté jusqu'à 14,5 % (en mai 1981). Saluons l'événement, provoqué par une nouvelle réduction du taux d'intervention de la Banque de France (9 7/8 % contre 10 1/8 %), la troisième, en neuf semaines (un demi-point le 2 mai, un huitième de point le 13 mai et un demi-point maintenant).

La décision de l'Institut d'émission, assez réduite, ces derniers temps, a été facilitée par la reprise de la désinflation (-0,4 % sur les prix en juin après 0,5 % en mai et 0,7 % en mars et avril). La chute du dollar et la nouvelle baisse du franc au sein du système monétaire européen y ont été également pour quelque chose.

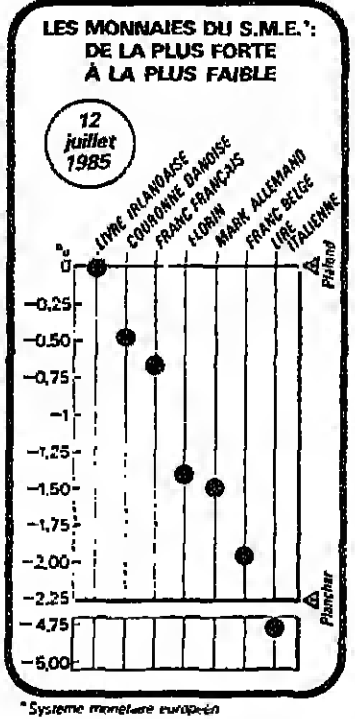
La Banque d'Angleterre, par exemple, a été contrainte de ramener de 12 1/2 % à 12 % son taux directeur pour freiner l'envolée de la livre sterling, en progrès de 30 % depuis le début de l'année par rapport au dollar et de 18 % par rapport aux autres monnaies (on a coté 12,42 F en pointe cette semaine à Paris). La décision de la Banque a été prise malgré le gonflement trop rapide de la masse monétaire : entre deux maux, il faut choisir le moindre.

A Paris, où la masse monétaire dérape aussi, la Rue de Rivoli exerce une très vive pression sur les banques pour obtenir d'elles une

nouvelle réduction de leur taux de base après le quart de point arraché le 14 mai dernier (11,25 % contre 11,50 %). Les pouvoirs publics maintiennent en avant la baisse du coût des ressources des établissements intervenant en deux temps : réduction de 0,50 % de la rémunération des comptes sur livrets et CODEVI et de 1 % ou 1,5 % sur l'épargne-logement, puis, maintenant, diminution du coût des ressources empruntées sur le marché monétaire.

Les banquiers se débattaient comme de beaux diables, rappelant que la diminution de leur taux de base le 14 mai anticipait les réductions de la fin juin, mais ils se sont résignés à la raison d'Etat, aux « vœux » très pressants de M. Bédégovoy, qui ne voit pas comment limiter à 4,5 % la hausse des prix industriels et des services si, en même temps, le coût du crédit reste supérieur à 12 % et même davantage.

Il est donc très probable que le taux de base sera prochainement abaissé à raison d'un quart de point. À l'objection suivant laquelle favoriser la demande de crédits par un abaissement des tarifs peut apparaître contradictoire avec les débordements actuels sur l'écoulement des crédits, il est répondu superbement que ce n'est pas le coût du crédit qui influence la demande, mais les perspectives qui s'ouvrent à la clientèle. Ce n'est pas totalement inexact, comme le révélait, il y a quelques années, un rapport du Trésor resté secret, mais, si le réveil actuel de l'immobilier se conjugait avec une



## Les matières premières

### Baisse sensible des métaux et du café

La chute des prix des métaux non ferreux a constitué la caractéristique dominante de la semaine.

**MÉTAL.** — La baisse s'est accentuée sur les cours du zinc au Metal Exchange de Londres, revenus à leurs niveaux les plus bas depuis deux ans. Par rapport au cours record touché en mars dernier (845 livres la tonne), elle atteint près de 40 %, malgré le raffermissement de la livre sterling. Pour la seconde fois en l'espace d'un mois, à peine, nombre de producteurs ont réduit à nouveau le prix de leur métal en le ramenant à 830 dollars la tonne en diminution de 50 dollars.

Les cours de l'aluminium ont poursuivi leur mouvement de baisse à Londres. Les réductions de production déjà décidées semblent laisser le marché pratiquement indifférent, car la diminution des stocks mondiaux ne s'effectue qu'à un rythme très lent. À fin mai, ils étaient tombés à 4,233 millions de tonnes, en diminution de 46 000 tonnes seulement par rapport à ceux du mois précédent. Ils se maintiennent toutefois à un niveau supérieur à ceux d'il y a un an (4,031 millions de tonnes).

Les cours du cuivre se sont encore repliés, à Londres bien que l'augmentation des stocks britanniques de métal ait été peu importante : 1 300 tonnes au lieu de 5 475 tonnes la semaine précédente. Les adhérents du Comité intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre (CIPEC) sont farouchement opposés à l'instauration d'une taxe

frappant les importations de métal rouge aux États-Unis.

Le repli des cours du nickel tend à s'accroître à Londres.

**DENRÉES.** — La perspective d'une récolte mondiale de café qui serait supérieure, selon certaines estimations, à 100 millions de sacs, continue à peser sur le marché.

Remversement des prévisions sur le marché du cacao. La récolte mondiale de fèves pour la saison 1984-1985 sera excédentaire de 27 000 tonnes après avoir été déficitaire de 214 000 tonnes pour la sai-

son 1983-1984. Une firme privée britannique évalue l'excédent à 98 000 tonnes. Plus grande résistance des cours du sucre sur l'ensemble des marchés. Durant le premier semestre, les transactions sur le sucre blanc à la Bourse de commerce de Paris ont porté sur 10,17 millions de tonnes, soit une augmentation de 26 % par rapport au semestre correspondant de 1984. Ce chiffre représente 75 % du volume des échanges réalisés à Londres sur le sucre rouge durant la même période, au lieu de 44 % pour le premier semestre de 1984.

### LES COURS DU 12 JUILLET 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

<b>MÉTAL.</b> — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 1 050 (1 081) ; à trois mois, 1 055,50 (1 091) ; étain comptant, 9 110 (9 541) ; à trois mois, 9 061 (9 412) ; plomb, 289,50 (300,50) ; zinc, 519 (577) ; aluminium, 725,30 (764,50) ; nickel, 3 620 (3 905) ; argent (en once par once troy), 436 (449) ; New-York (en cent par livre) : cuivre (premier terme), 60,10 (61,15) ; étain (en dollars par once), 6 (5,92) ; platine (en dollars par once), 264,20 (254,50) ; Fer-mang (en franc par kilo), 30,75 (30,25).
<b>TEXTILES.</b> — New-York (en cent par livre) : coton, oct., 60,45 (61,15) ; déc., 60,74 (61,32) ; Les-les (en nouveaux pence par kilo), laine (pénée à sec), août (537) ; — Roubaix (en franc par kilo), laine, juillet, 55 (55,30).
<b>CAOUTCHOUC.</b> — Singapour (en cent par kilo) : R.S.S. (comptant), 171-171,50 (174-175).
<b>DENRÉES.</b> — New-York (en cent par lb) : sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, sept., 2 147 (2 117) ; déc., 2 153 (2 091) ; sucre, oct., 2,97 (2,83) ; janv., 3,18 (3,08) ; café, sept., 141,07 (139,97) ; déc., 141,83 (141,19) ; — Londres (en livres par tonne) : sucre, août, 88 (84,40) ; oct., 90,80 (88) ; café, sept., 1 684 (1 855) ; nov., 1 720 (1 865) ; cacao, sept., 1 731 (1 772) ; déc., 1 710 (1 744) ; — Paris (en franc par quintal) : cacao, sept., 2 092 (2 103) ; déc., 2 060 (2 059) ; café, sept., 2 045 (2 250) ; nov., 2 100 (2 205) ; sucre (en franc par tonne), août, 1 195 (1 194) ; oct., 1 168 (1 185).
<b>Tourneaux de soie.</b> — Chicago (en dollar par tonne), août, 131,20 (122,40) ; sept., 130,10 (120,20) ; — Londres (en livre par tonne), août, 109,90 (110) ; oct., 115,50 (114).
<b>CÉRÉALES.</b> — Chicago (en cent par boisseau) : blé, sept., 314,75 (316,50) ; déc., 322,75 (322,25) ; maïs, sept., 252,50 (251,75) ; déc., 246,25 (246,50).
<b>INDICES.</b> — Moody's, 916,30 (913,70) ; Reuters, 1 698 (1 733,30).



## UN JOUR DANS LE MONDE

- ÉTRANGER**
3. L'opération « Live Aid » contre la famine en Éthiopie
- FRANCE**
7. La préparation des élections provoque des remous chez les socialistes.  
8. Pourquoi les terroristes ne veulent pas « cohabiter » avec M. Mitterrand.  
9. Les grèves présidentielles à l'occasion du 14 juillet.
- CULTURE**
11. Sur la route des festivals.  
- COMMUNICATION : Minitel contre Transpac.
- ÉCONOMIE**
13. M. Tapis poursuivi par les douanes.  
14. Revue des valeurs.  
15. Crédits, changes et grands marchés.

**RADIO-TÉLÉVISION (10)**  
Carnet (10); Mots croisés (8); Météorologie (10); « Journal officiel » (10); Programmes des spectacles (12).

### Tchad : les opposants tentent de s'entendre à Brazzaville

La plupart des dirigeants des factions tchadiennes opposées au gouvernement de N'Djamena sont réunies depuis le 10 juillet à Brazzaville, sous l'égide du président congolais, M. Sassou Nguesso. Outre M. Goukouni Oueddei, président du GUNT, qui est accompagné d'une délégation d'une vingtaine de personnes et, notamment, de M. Adoum Yacoub, le « ministre » des affaires étrangères du GUNT, sont présents dans la capitale congolaise : M. Abdelkader Kamougue, vice-président du GUNT; le général Djogo, ancien chef d'état-major du GUNT et président du Front démocratique du Tchad (FDT) (tous deux « su-

### Maroc : trois grévistes de la faim dans le coma

Les familles des neuf détenus grévistes de la faim ont annoncé, vendredi 12 juillet, que trois d'entre eux étaient tombés dans le coma, à la prison civile de Marrakech, où ils sont incarcérés. Condamnés à des peines de quatre à quinze ans, pour leur participation aux émeutes de janvier 1984, les neuf hommes revendiquent le statut de prisonnier politique et une amélioration de leurs conditions de détention. Ils avaient entamé leur grève de la faim le 25 avril dernier. Après une interruption d'un mois, par respect du Ramadan, ils ont repris leur mouvement le 23 juin.

Les autorités marocaines se refusent à satisfaire leurs revendica-

## EN MARGE DU DÉFILÉ MILITAIRE DU 14 JUILLET

### La conversion spatiale des armées françaises

Le défilé du 14 juillet à Paris présente une nouveauté : la force d'action rapide. Mais, déjà, l'armée française doit préparer une autre révolution : la conversion à une défense spatiale.

Il y a une trentaine d'années, l'armée française, engluée dans les crises coloniales, tentait de relever le défi nucléaire. Péniblement, la reconversion paraissait impossible : l'opposition de l'époque raillait la « bambinette » en croyant cet effort pour l'armement nucléaire hors de la portée technique et financière de la seule France. Aujourd'hui, l'armée française, qui a à peine eu le temps de digérer la dissuasion, s'apprête à relever le défi spatial. Difficilement. Le virage semble délicat à négocier : l'opposition actuelle, si elle admet la nécessité, doute de la capacité de la France à entraîner ses partenaires européens sur la voie d'un tel « recyclage » militaire.

C'est bien ainsi que se pose, en 1985, l'avenir de la défense française. Un formidable défi auquel il

faut se préparer à répondre, sous peine d'être absent de la scène mondiale à l'horizon 2000.

Les Parisiens, qui assisteront dimanche 14 juillet au traditionnel défilé militaire, ne seront peut-être pas conscients de l'enjeu du débat. Loin de là. Avec les hommes, les blindés et avec les hélicoptères de la Force d'action rapide (FAR), principale « vedette » des Champs-Élysées, ils découvriront une nouveauté qui fait parler d'elle : parce qu'elle est une pomme de discorde au sein de la classe politique et de l'institution militaire — mais qui ne modifie pas pour autant le devoir de la défense française comme risque de la faire l'ambition spatiale de gouvernement en 1985.

#### La meilleure et la pire des choses

La Force d'action rapide est, comme la langue d'Esopo, la meilleure et la pire des choses. La meilleure, parce que, pour ses partisans, elle symbolise l'engagement de la France auprès de ses alliés européens si le cœur lui en dit. La pire, parce que, précisément, pour ses adversaires, elle signifie l'intégration de l'armée française dans un tissu d'intérêts de sécurité qui lui seraient étrangers, marquant un mol abandon de son indépendance. C'est oublier, en réalité, que, même du temps du général de Gaulle, la France ne s'est jamais interdite de manifester sa solidarité envers les pays qui lui sont proches, dont l'Allemagne fédérale.

Aujourd'hui, et demain davantage encore, la technique permet à l'armée française de voler au secours de ses voisins européens qui seraient menacés, là et quand le gouvernement le déciderait. M. Herry n'a pas tort de faire observer aux gaullistes que l'héli-copère est, toutes comparaisons gardées, aussi important en 1985 que le fut le char... par son absence si cruelle à la veille de la seconde guerre mondiale. La Force d'action rapide, avec les corps blindés de part et d'autre du Rhin, relève de cette panoplie classique dont la France userait, au-delà de ses frontières, pour indiquer à un

agresseur en Europe qu'il s'agit de la foudre nucléaire en s'en prenant à elle-même, à son allié ou aux deux à la fois.

Le concept même de dissuasion élargie trouve là son expression la plus concrète. Il importe peu, dès lors, de savoir si la défense de la France commence à l'Elbe ou au Rhin, pour reprendre une expression à la mode mais dépourvue de sens militaire. Rien n'oblige, dès le temps de paix, le gouvernement français à sortir d'une ambiguïté qu'il a, eu contraire, intérêt à entretenir. En revanche, ce même gouvernement gagne en souplesse diplomatique et en capacité militaire avec un « pion », comme la Force d'action rapide, qu'il peut déployer au gré des opportunités pour mieux manifester sa solidarité de sécurité.

C'est le même souci de solidarité avec ses alliés européens qui inspire à la France sa défense et illustration d'une politique spatiale non agressive. Entre les deux grandes puissances qui risquent de s'annuler l'espace — quitte à se le répartir — si on les laisse installer leur monopole, l'Europe doit pouvoir, au minimum, voir, écouter et communiquer en toute indépendance. C'est le train technologique à ne pas manquer si l'Europe ne veut pas rester aveugle, sourde et muette, puisque toutes ces fonctions, essentielles à la maîtrise des crises internationales, passent de plus en plus par des satellites en orbite.

La conversion spatiale de l'armée française est donc la grande affaire de la défense nationale pour la fin de ce siècle. À côté, la création de la FAR, pour essentielle qu'elle soit, est une réforme qui ne devrait plus prêter à controverse politique, même si elle nécessite encore d'être approfondie au plan de la technique militaire. Pour autant, si le route est tracé, les obstacles vont s'accumuler. A cause de deux interrogations principales : comment les autres Européens, sollicités de participer au projet américain de défense spatiale, s'associeront-ils au vu de la France d'une maîtrise pacifique de l'espace ? Comment la France comblera-t-elle son effort spatial avec sa volonté de moderniser son arsenal nucléaire ? A ces questions, il n'existe aucune réponse simple, connue d'avance.

JACQUES ISNARD.

### Le faux départ de Challenger

La navette spatiale Challenger est restée clouée au sol, ainsi que le laboratoire européen Spacelab qu'elle transportait. A moins de trois secondes du départ, vendredi 12 juillet à 22 h 30 (heure française), alors que les trois moteurs principaux de la navette étaient déjà en marche, un ordinateur de bord a décelé un défaut — ou du moins l'indication qu'une défaillance était possible. Les moteurs ont alors été immédiatement arrêtés, tandis qu'un système d'arrimage projetait des tonnes d'eau sur la navette pour prévenir tout risque d'incendie. Quarante minutes plus tard, l'équipe qui quittait la navette « désemparée, mais en bonne forme », comme l'a indiqué le commandant de bord Gordon Fullerton.

Les premières analyses indiquent qu'une vanne d'admission d'hydrogène sur le deuxième des trois moteurs n'aurait pas fonctionné correctement. Le système de secours a pris le relais, mais les règles de sécurité n'autorisent le lancement que si toutes les commandes fonctionnent. Où l'arrêt des moteurs juste avant l'allumage des deux gros propulseurs à poudre — l'allumage de ces derniers est irréversible ; s'il se produit, plus rien ne peut empêcher le décollage.

C'est la seconde fois qu'une mission de la navette est ainsi annulée à la dernière seconde. Un incident analogue s'était produit, le 26 juin 1984, pour le vol inaugural de la navette Discovery. Le vol avait été reporté d'environ deux mois. Le délai est tiré de l'espace ? Comment la navette pourrait-elle repartir ? L'ordinateur a reçu une indication de non-fonctionnement de la vanne d'admission d'hydrogène, mais il est possible que le système de mesure, et non la vanne elle-même, soit en cause. Même si c'est réellement la vanne qui a été défaillante, il est possible que la réparation puisse être faite sur place, sans démontage du moteur. Auquel cas, le tir pourrait avoir lieu dans une dizaine de jours.

En revanche, s'il faut changer le moteur, à l'exemple de ce qui fut fait l'an dernier, pour Challenger du pas de tir, le retard sera bien plus grand. Cela bouleverserait le planning serré de la NASA, qui prévoit une mission par mois jusqu'à la fin de l'année. La prochaine devrait être le vol inaugural de la quatrième navette spatiale, Atlantis, le 30 juillet prochain, mission à effectuer pour le compte du Pentagone.

M. A.

Sur CFM  
da 19 heures à 19 h 30

à Paris (89 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)  
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8 MHz)

LUNDI 15 JUILLET  
« Le Monde »  
reçoit  
BERNARD VINOT  
pour son livre  
« SAINT-JUST »  
avec  
PHILIPPE BOUCHER

Le numéro du « Monde »  
daté 13 juillet 1985  
a été tiré à 450 817 exemplaires

Le Monde Infos Spectacles  
sur Minitel  
615.91.77 + I S L M

REJOINDRE  
L'ÉLITE  
TOUTES PRÉPAS  
sciences-po  
2 centres : Neuilly et Quartier latin  
CEPES  
57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly - Tél. : 745.09.19

## Au Koweït

### Le double attentat de jeudi est revendiqué par l'organisation des Brigades révolutionnaires arabes

Un interlocuteur anonyme se réclamant de l'organisation des Brigades révolutionnaires arabes a revendiqué, vendredi 12 juillet au soir, l'AFP à Paris les deux attentats perpétrés jeudi soir à Koweït et qui ont fait, selon le dernier bilan officiel, onze morts et quatre-vingt-neuf blessés.

Affirmant parler « d'une capitale arabe », cet interlocuteur a également accusé le colonel Al Abdallah, directeur des enquêtes au ministère de l'Intérieur qui a trouvé la mort dans l'un des attentats, d'avoir personnellement dirigé les tortures et les mauvais traitements infligés aux combattants révolutionnaires. Il a mis en garde le Koweït « contre la poursuite de sa politique hostile

aux citoyens arabes et palestiniens et contre toute aide fournie aux services de renseignement britanniques et internationaux, qui pourchassent et arrêtent les militants arabes ». L'interlocuteur anonyme a menacé le Koweït et les autres pays du Golfe, d'une vague d'explosions et d'incendies, comme celle qui a déjà pris pour cible les diverses installations industrielles et économiques.

L'organisation des Brigades révolutionnaires arabes avait revendiqué, en septembre 1983, l'explosion en vol au-dessus des Emirats arabes unis d'un Boeing de la Gulf Air, l'attentat perpétré à New-Delhi en octobre 1983 contre l'ambassadeur jordanien en Inde, ainsi que des attentats visant, la même année, des employés des ambassades jordanienne à Rome, à Athènes et à Madrid. Enfin, en février 1984, elle avait revendiqué l'attentat commis à Paris contre l'ambassadeur des Emirats.

Le Koweït était, toujours ce samedi matin 13 juillet, sous le choc des attentats de jeudi soir. L'émir du pays, Cheikh Jaber Al Sabah a déclaré un deuil national. Les deux cafés populaires en bord de mer où ont eu lieu les attentats sont entourés par d'importantes forces de police. Les vedettes de la marine avaient patrouillé toute la nuit le long de la côte, et tous les départs d'avions de ligne, annulés pendant plusieurs heures, ont repris que vendredi matin. Par mesure de précaution les jardins publics ont été fermés ainsi que les cafés de la ville.

#### Incendie « accidentel » dans une raffinerie

L'Assemblée nationale a été convoquée pour une session extraordinaire ce samedi, alors que le conseil des ministres, réuni précipitamment, a affirmé, vendredi, que le Koweït « ne se laisserait pas intimider » par le terrorisme.

Selon la presse, le plus puissant des engins explosifs, relié à un système d'horlogerie contenant entre 15 et 20 kilos de TNT, il avait été placé dans le café Al Charq, qu'il a totalement détruit. Au même moment, un deuxième engin — 2 kilos de TNT — explosait au café de Salmayah, à 5 kilomètres plus au sud. Une bombe aurait été désamorcée peu après dans un troisième café populaire, alors que des artificiers faisaient exploser une voiture suspecte stationnée dans le quartier de Salmayah.

En outre, un incendie, dont l'origine n'est pas connue, s'est déclaré vendredi après-midi dans un marché populaire, Souk-al-Silah, situé au centre de la capitale koweïtienne. Il a pu être circonscrit rapidement. Quelques heures plus tôt, un autre incendie s'était déclaré dans une unité de la raffinerie de pétrole d'Al-Shoiba, située à 45 km au sud de la capitale. « Une défaillance technique » dans la septième unité d'hydrogène de la raffinerie serait à l'origine de l'accident, selon la compagnie nationale de pétrole. La raffinerie fonctionne normalement, et il n'y a eu aucune victime. La raffinerie d'Al-Shoiba avait été visée, en décembre 1983, par un attentat à la voiture piégée, mais les installations pétrolières n'avaient pas été endommagées. — (AFP.)

● Inculpations à Lifou. — Vingt-deux inculpations ont été prononcées et quatre personnes placées sous contrôle judiciaire, samedi 13 juillet, dans l'île de Lifou, à la suite d'auditions menées sur place par un juge d'instruction venu de Nouméa à la suite des nombreux incidents survenus localement au cours des mois écoulés. Une manifestation de protestation, rassemblant environ cent cinquante militants canaques indépendantistes, s'est poursuivie, toute la journée, dans le calme, devant la gendarmerie de Wé, chef-lieu de Lifou, pendant que le juge procédait à ses auditions.

● Les All Blacks n'ont pas de doute en Afrique du Sud. — La Fédération néo-zélandaise de rugby (NZRFU) va sans doute être contrainte d'annuler la tournée très controversée que devaient effectuer les All Blacks en Afrique du Sud, à la suite d'un arrêt rendu, samedi 13 juillet, par la Cour suprême de Nouvelle-Zélande, lui enjoignant de retarder d'une semaine le départ de l'équipe, prévu le 21 juillet.

A B C D E F G H

55 من الأصل



سنة ١٤٠٦ هـ

# Le Monde AUJOURD'HUI

Koweït

tentat de jeu  
par l'organis  
tionnaires

Le Koweït est un petit pays du Golfe Persique, à l'extrême sud-ouest de l'Arabie saoudienne. Il est bordé par le golfe Persique à l'est, par l'Arabie saoudienne au sud et à l'ouest, et par l'Irak au nord. Le pays est connu pour ses réserves de pétrole et de gaz naturel. La capitale est Koubaït. Le Koweït est un pays à régime constitutionnel, avec un roi à la tête de l'État. Le pays est membre de l'Organisation des États arabes, de l'Organisation des États islamiques, et de l'Organisation des États du Golfe Persique.

Le Koweït est un pays à régime constitutionnel, avec un roi à la tête de l'État. Le pays est membre de l'Organisation des États arabes, de l'Organisation des États islamiques, et de l'Organisation des États du Golfe Persique. Le Koweït est un pays à régime constitutionnel, avec un roi à la tête de l'État. Le pays est membre de l'Organisation des États arabes, de l'Organisation des États islamiques, et de l'Organisation des États du Golfe Persique.

Le Koweït est un pays à régime constitutionnel, avec un roi à la tête de l'État. Le pays est membre de l'Organisation des États arabes, de l'Organisation des États islamiques, et de l'Organisation des États du Golfe Persique. Le Koweït est un pays à régime constitutionnel, avec un roi à la tête de l'État. Le pays est membre de l'Organisation des États arabes, de l'Organisation des États islamiques, et de l'Organisation des États du Golfe Persique.



SUMATRA, INDONÉSIE, PAR FRANÇOISE HUGUET.

## 1975-1985 DÉCENNIE DE LA FEMME

**F**rançaises,  
libres et égales en droit.  
Le tableau noir  
des Nations unies (page III).

Des conquérantes  
entre deux guerres (page IV).

Françoise Verny,  
l'édition et les femmes.  
Marie-France Lecuir, députée.  
Un nouveau code pour les droits  
des Italiennes (page V).

Les Scandinaves,  
championnes en politique.  
Deux ministres danoises  
témoignent (page VI).

Aux Etats-Unis, travail égal,  
salaire inégal.  
Le machisme  
à la japonaise (page VII).

Les voiles  
de l'Islam (page VIII).

Vivandières à plein temps  
en Afrique.  
Rencontre avec  
Désiré Ecaré (page IX).

## DEUX SIÈCLES DE 14 JUILLET

Symbole de l'abolition des privilèges et de l'absolutisme royal, la prise de la Bastille, le 14 juillet 1789, commémorée dès l'année suivante au Champ-de-Mars, est redevenue, depuis 1880, fête nationale. Occasion de réjouissances sans arrière-pensées par temps calme, le 14 juillet est, dans les périodes troublées de l'histoire, un moment où l'unanimité est mise en scène, sans être forcément acceptée par les acteurs. 1880, 1935 et la grande manifestation du Front populaire, 1945 et la lutte sourde entre gaullistes et communistes, en témoignent. Même si elle est plus sereine et ne soulève pas de polémiques publiques, la préparation du bicentenaire elle-même réveille chez les historiens le désir de faire prévaloir leur interprétation (pages X à XII).



ROGER VIOLET

LE PEUPLE ENLÈVE DES ARMES AUX INVALIDES ET VA PRENDRE LA BASTILLE. PAR J. BENOIST-LÉVY (1999).



## L'AFFAIRE

Nous publions ici le courrier que nous avons reçu après la publication dans nos colonnes de l'article de Stéphane Courtois intitulé « La groupe Manouchian sacrifié ou trahi ? », paru dans le Monde aujourd'hui daté 2-3 juin 1985.

1985, celui de Patrick Jarreau et Edwy Plenel intitulé « Les ombres de 1943 », paru dans le Monde daté 2 juillet et la diffusion par Antenne 2 du film de Mosco Des « terroristes » à la retraite le 2 juillet également.

### LES DÉS PIPÉS DES « DOSSIERS DE L'ÉCRAN »

C'est parce que le film de Mosco Des « terroristes » m'est apparu comme constituant un témoignage irrefutable, le premier du genre, sur un aspect de la « Réévidence oubliée » celle à laquelle j'ai participé de 1942 à 1944, que j'ai accepté de me trouver le 2 juillet dernier aux « Dossiers de l'écran ».

Les dés étaient pipés : composition du plateau, temps de parole préalable à la projection du film accordé à l'un des quatre représentants du PC, le le saviez, Armand Jammot me donna acte de ce que j'ai insisté jusqu'à la veille de l'émission pour avoir à mes côtés un historien qui ne fût pas moi-même mais dont la notoriété et la qualité seraient une garantie de compétence et d'objectivité, car on ne peut, quarante-deux ans après les événements, aborder cette période sans soulever des points qui ne peuvent se passer de l'éclairage d'un spécialiste de l'histoire.

J'ai choisi de venir quand même et, comme Roger Pannetier, me suis présentée en mon nom personnel. J'avais tout le temps à l'esprit la mémoire des disparus de l'Affiche rouge et des autres qui ne sont pas sur une affiche et qui parfois dorment sous des croix chrétiennes dans les carrés des fusillés des cimetières où dont les cendres ont été dispersées à tous vents. Par-dessus mon propre témoignage, l'espérance de pouvoir à transmettre quelque chose du précieux héritage qu'ils nous ont légué en mourant pour la liberté et la dignité humaine, comme un témoignage leurs dernières lettres.

A propos de lettres, la dernière lettre de Manouchian contient une phrase qui devint la fer de lance de l'affaire. Cette phrase que montre la veuve de Manouchian dans le film a été longtemps censurée. Elle n'exista pas dans les différentes publications où apparaît la lettre de Manouchian, sauf à partir de cette date. Pourquoi M<sup>me</sup> Manouchian a-t-elle tout à coup accusé Holban d'être le coupable ? La groupe dirigé à l'époque par son mari a-t-il été lâché par la direction de la MOI - dans toutes les guerres il y a des sacrifices, dit Gronowski dans le film - ou bien trefi par Davidovitch ? Mais alors, que signifie la lapsus de

Holban concernant Epstein, le colonel Gilles « liquidé » ? Ce sont les traîtres qu'on liquidait à l'époque.

J'ai trouvé dans le livre d'A. Milsner, Un franc-tireur raconte, à la page 64, une information intéressante. En mai 1943, un groupe entier de FTP-MOI de la région parisienne avait été mis au vert par la direction de la MOI et ramené en activité trois semaines plus tard : aucune perte, les actions ont continué. Le livre est préfacé par Rol-Tanguy.

Que s'est-il passé entre mai et novembre 1943 ? Aux questions posées par Mélinée Manouchian et par Simon Raymen, personne n'a jamais répondu. Alors ! toutes les hypothèses sont envisageables : celle de Ganière-Raymond et celle de Stéphane Courtois, et d'autres encore qui, subitement, surgissent de rapprochements après coup. La liquidation de la vieille garde des révolutionnaires d'octobre, les complots orchestrés, tel celui des « blouses blanches », les procès de Prague, etc. Et si le montage n'avait pas accouché d'une souris et portait en son sein un enfant monstrueux qu'il fallait à tout prix liquider avant qu'il ne sorte au grand jour ?

Voilà ce qu'antra autres je n'ai pas pu dire le 2 juillet. Si le vrai film reste à faire, le vrai débat aussi. Le film de Mosco aura à la mesure d'être le premier document historique à partir duquel ceux qui ne se posaient pas de questions sur cette époque vont s'en poser et ceux qui s'en posaient, trouver des pistes pour mener les recherches. Il faut remercier le comité de soutien pour la promotion de ce film d'avoir mené sans répit un combat tous azimuts pour que la film sorte des tiroirs d'Antenne 2. Ce comité, présenté par l'Humanité comme un lobby anticommuniste, est composé d'anciens résistants de la MOI, de survivants de la barbarie qui, trop jeunes à l'époque pour participer à quelques actions que ce soient, ont été élevés après la guerre dans les maisons d'enfants de l'UJRE, dont M<sup>me</sup> Lederman est la présidente. Ils ont, eux aussi, le droit de savoir.

Annette H. KAMINIECKI  
(Paris.)

### PEUT-ON ÊTRE JUIF ET COMMUNISTE ?

Le sénateur Lederman a été présenté aux « Dossiers de l'écran » consacré aux « Terroristes » à la retraite en communiste, en résistant et en juif.

Des membres de ma famille sont morts à Auschwitz ; mon père est mort tragiquement sous l'Occupation parce que juif. J'ai donc, je m'autorise à poser la question suivante : comment un juif peut-il encore être communiste ?

Les communistes ont de toutes leurs forces aidé Hitler à prendre le pouvoir. En 1929, au sixième congrès du PCUS (Parti communiste d'Union soviétique), Staline a imposé au PC européen la tâche de « classe contre classe » dénonçant les leaders socialistes comme des « sociaux-fascistes » et comme les pires ennemis de la classe ouvrière. Cette tactique fut appliquée à la lettre par les PC occidentaux. C'est ainsi que le journal du PC allemand, Rota Fahne, a pu écrire en novembre 1931 : « Le fascisme de Brüning n'est pas meilleur que celui de Hitler. C'est contre la social-démocratie que nous menons le combat principal. »

Le 30 janvier 1933, Hitler entrant à la chancellerie. Les communistes, en interdisant toute possibilité de front uni contre le fascisme, avaient fait son lit.

En août 1939, le pacte de non-agression germano-soviétique donna les mains libres à Hitler pour intervenir en Pologne et pour conduire sans risque à l'Est le guerre contre les démocraties occidentales : il put en toute impunité préparer et mettre en œuvre la solution finale.

Après la guerre, les principales victimes des purges soviétiques furent des juifs. Je renvoie à Hélène Carrère d'Encausse - le Grand

Frère, (p. 126) : « Les grands accusés des purges de cette dernière vague étaient souvent des juifs, et cela n'est pas l'effet du hasard. Tel fut le cas d'Anna Pauker, de Slansky, et plus généralement de onze des quatorze accusés du procès Slansky. Sans doute n'était-ce pas les premiers purges où l'on complotait des juifs parmi les victimes. Mais en 1952, et particulièrement en Tchécoslovaquie comme en URSS au même moment, leur origine juive servit d'argument pour démontrer leur trahison. Un thème simple - l'origine juive prédisposait au cosmopolitisme, donc à se tourner vers l'impérialisme - devint une preuve de la collusion des accusés avec toutes les forces qui menacent leur pays. »

Aujourd'hui, la déclaration d'Henri Holban est bafouée par les Soviétiques, en particulier au détriment des juifs. Que l'un d'eux demande à émigrer et il est aussitôt privé d'emploi. S'il persévère on lui ouvre, éliminant, les portes d'un camp, en Sibérie.

Aussi qu'un juif ayant vécu et vivant ces événements se déclare aujourd'hui communiste me frappa de stupeur. Dois-je conclure qu'il est des victimes qui finissent par adorer leurs bourreaux ?

ROBERT VAEZ-OLIVERA  
(Bois-Colombes, Hauts-de-Seine.)

### CHRONIQUE

En raison de l'abondance du courrier reçu après la projection par Antenne 2 du film Des « terroristes » à la retraite, nous sommes obligés de reporter à la semaine prochaine la publication de la chronique de Bruno Frappat. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser.



Boîte aux lettres espagnole moderne.

### LE COUP DE PIED DE M<sup>re</sup> LEDERMAN

Décidément, le PC a des difficultés de communication. Avant la projection du film Des « terroristes » à la retraite, M<sup>re</sup> Charles Lederman, sénateur, président de l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide, a fait une déclaration au nom de son parti.

Or M<sup>re</sup> Lederman a toujours défendu avec une rigueur cadavérique tous les faits et méfaits du stalinisme. Des exemples : lors des procès contre Slansky et autres « hitléro-sionistes » et « judéo-saboteurs », comme lors du « complot des blouses blanches », M<sup>re</sup> Lederman organisait réunion sur réunion à Paris et en province pour démontrer que nulle part les juifs n'étaient aussi heureux qu'en URSS et dans les soi-disant démocraties populaires.

Lorsque, il y a une dizaine d'années, le directeur d'un bulletin

édité par l'ambassade de l'URSS à Paris a été poursuivi pour incitation à la haine raciale après la publication d'une resuscité des Protocoles des sages de Sion, libelle antisémite conçu par les services secrets nazis avant 1914 et abondamment utilisé par les nazis pour leur propagande, c'est M<sup>re</sup> Lederman qui l'a défendu.

En revanche, M<sup>re</sup> Lederman n'était pas à la manifestation pour Kauffmann et Saurat et n'a jamais prononcé une parole pour les refusés. L'Union des juifs pour la résistance et l'entraide ne compte plus que quelques centaines d'adhérents dans une communauté de plus de sept cent mille membres dont beaucoup ressentiront comme une injure à leurs héros et à leurs martyrs la coup de pied de Lederman.

L. RABINEAU  
(Strasbourg, Bas-Rhin.)



### QU'EN PENSE CHARLES TILLON ?

A propos des conditions dans lesquelles Manouchian et les membres de son groupe MOI-FTP ont été exécutés, un certain nombre de journalistes et d'historiens mettent en cause la responsabilité de la direction du Parti communiste français, qui les aurait « livrés » ou « sacrifiés ». En 1943, comme on le sait, cette direction était composée de Jacques Duclos, de Benoît Frachon et de Charles Tillon, chef des FTP. Les deux premiers sont morts

et ne peuvent récusar ces accusations. (...) Comment se fait-il qu'aucune question précise n'ait été posée à Charles Tillon (favorable, comme on sait, au passage à la télévision du film de Mosco) sur son action et sa position à ce moment-là ? Serait-ce lié au fait qu'il n'appartient plus au Parti communiste français ?

MICHEL ZYLBERBERG,  
professeur d'histoire  
(Paris.)

### DÉCIDER DE DESOBEIR

Remenée à ses véritables proportions hors des passions partisans, « l'affaire Manouchian » n'est qu'un épisode parmi d'autres dans le combat de la Résistance, combat clandestin, combat le nuit, combat d'hommes seuls (...).

En cas de très grave danger, le consigne était de « se plonger » (...).

En principe, il fallait en recevoir l'autorisation de son chef hiérarchique. Faute d'avoir bien apprécié le danger réel, il arrivait que cette autorisation parvienne trop tard. C'est sans doute ce qui a été produit dans le cas Manouchian, et l'on peut dire qu'il y a eu faute du commandement. Cela arrive dans toutes les guerres, l'ordre de repli est parfois trop tardif.

C'est ici que l'on peut se poser la question du devoir de désobéissance qui existait aussi dans la Résistance.

BERNARD GILLES,  
Secrétaire général de l'Association nationale des résistants de la Résistance française.

## MANOUCHIAN

### LETTER A MÉLINÉE

Dans le Monde du 19 juin, page 2, Edouard Ruiz écrit, à propos du « passage capital » de la lettre adressée par Manouchian à son épouse Mélinée, que « ce passage occulté sera rétabli pour la première fois dans le livre Manouchian, publié par sa femme, Mélinée, aux Éditions française réunies (directeur Louis Aragon) en 1974 ».

Cette affirmation est erronée. En effet, dans un ouvrage publié en 1965 chez la même éditeur et intitulé On les nommait des francs-tireurs, de Gaston Laroche, colonel FTP, Boris Martin, le fameux passage de la fameuse lettre est reproduit intégralement à la page 55 (...).

JEAN PHILIPPOU  
(Paris, Hauts-de-Seine.)

### LE PARTI DE COMBIEN DE FUSILLÉS ?

À la Libération, le Parti communiste soulignait que son combat dans la Résistance lui avait coûté 75 000 fusillés. Il s'appelait donc lui-même, et se faisait appeler, le parti des fusillés.

Le chiffre qu'il avance était monstrueusement faux (Dieu merci !). Il le savait. Mais faire état de tels sacrifices c'était à la fois, en 1944-1945, se situer avantagèrement par rapport aux autres formations politiques et occulter la période 1940-1941 où, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'en tant que Parti il n'avait pas résisté ni recommandé la résistance.

Quarante ans se sont écoulés et maintenant on sait très exactement le nombre des Français fusillés de 1940 à 1945. Ils sont 23 000 (à

quelques unités près), toutes catégories confondues. Le mensonge du PCF est donc très officiellement prouvé.

Et voici que, dans le Monde du 3 juillet, je lis sous la plume d'Albert Ouzoulias : « Le PCF donne 75 000 des siens à la cause de la liberté ».

Et, sans doute pour authentifier ce chiffre, Ouzoulias fait état de sa qualité de « commissaire militaire national des FTPF ».

Ce mensonge cynique et lâche devait être relevé car il poutait égarer ceux qui n'ont pas connu cette période de notre histoire : les moins de cinquante ans.

HENRI FRENAY  
(Porto-Vecchio, Corse-du-Sud.)

### POUR OU CONTRE LE PACTE

Au cours de l'émission consacrée au film de Mosco, le pacte germano-soviétique du 23 août 1939 a été plusieurs fois évoqué, mais, si je puis dire, d'une manière prétextuelle, aussi bien par les communistes présents sur le plateau - Bourderson et Lederman essentiellement - que par les autres. La désapprobation de ce pacte a été unanime.

Me permettez-vous de faire entendre un son de cloche quelque peu différent ? Oserai-je prendre la défense de ce pacte tant décrié, en présentant des arguments qui me paraissent évidents ?

Sur le plan moral, et en dépit des tremolos indignés que Daldor, Chamberlain et consorts ont modulés à l'annonce de la signature du pacte, je me permets de poser crûment la question : qui, de ces messieurs, avait le droit de reprocher à Staline sa trahison ? Qui avait, en France, en Angleterre, en Pologne, et ailleurs, le droit de parler de manquement à l'honneur ? Je me permets de remettre sous vos yeux la liste des manquements à l'honneur et autres forfaitures, dont ces professeurs de vertu se sont rendus coupables :

- Nous avons trahi l'Éthiopie à partir d'octobre 1935, en sabotant les sanctions votées par la SDN contre l'envahisseur fasciste ;

- Nous avons trahi l'Espagne, autre membre de la SDN, en pratiquant une politique de non-intervention, face à l'intervention ouverte des pays de l'Axe en faveur des rebelles espagnols ;

- Nous avons laissé occuper l'Autriche ;

- Nous avons laissé dépecer la Tchécoslovaquie, malgré les engagements que nous lui avions donnés, à Munich d'abord, puis au cours de la soirée dramatique du 15 mars 1939, où ce qui fut la Tchécoslovaquie devint le protectorat allemand de Bohême-Moravie ;

- J'insiste sur ce cinquième point, le plus important à mon gré, et sur lequel les historiens font curieusement silence (mais soyez sûrs que cela ?). Le 7 décembre 1938, sous l'influence du comité France-Allemagne, qui faisait la loi ou Quai d'Orsay, le gouvernement français recevait M. von Ribbentrop, et signait avec lui un protocole de non-agression entre la France et l'Allemagne, identique quant à son

contenu, au pacte qu'en riposte Staline devait signer avec Hitler. Par ce protocole, nous (enfin, nous, pas moi toujours !) déclarions qu'aucun contentieux territorial n'existait entre la France et l'Allemagne, et nous nous engageions à maintenir la paix entre nos deux peuples, tant que des problèmes territoriaux ne surgiraient pas. En bon français (en bon allemand, plutôt), nous donnions à Hitler les « mains libres » à l'Est. Ce protocole fut suivi d'un grand dîner au Quai d'Orsay, Georges Bonnet regrettant, dîner auquel furent conviés tous les membres du gouvernement, à l'exception des juifs Mandel et Jean Zay (qui devaient être livrés par Pétain aux Allemands, et assassinés) ; de tous les ministres conviés, un seul sauva l'honneur du pays en déclinant l'invitation : Campinchi, qui lui aussi paya de sa vie (...).

Staline a mis à profit le pacte germano-soviétique pour se livrer à des agressions tout au long de sa frontière. La presse gouvernementale française n'a point manqué du reste de fustiger ces agressions avec beaucoup plus de violence qu'elle n'a fustigé le massacre de toute l'armée polonaise par les hordes germaniques. Or peu conquêtes, ces usurpations, ont permis à l'URSS de se constituer un glacis tout au long de sa nouvelle frontière avec l'Allemagne. Au 22 juin 1941, le Blitz voulu par Hitler eut pendant onze jours (onze jours décisifs) les territoires conquis - usurpés plutôt par Staline - pour théâtre. Je dois pour finir vous faire une confidence. Lorsque le 22 août 1940 le petit juif démoliblé et vaincu que j'étais apprit que Staline, l'ignoble agresseur, le pirate, venait d'occuper, en Roumanie cette fois, la Bessarabie et la Bukovine, arrachées aux forces des Croix-de-Fer et de Horis Sima, ce petit juif eut ce jour-là son premier mouvement de joie et d'espérance, après la honte de nos armées.

Tout n'était pas perdu, peut-être, puisque Staline était là, qu'il vivait, qu'il agissait, et mettait la dernière main au glacis protecteur auquel nous devons (je dois, en tout cas) de vous écrire aujourd'hui et de vous saluer très cordialement.

ROGER BISMUT,  
(professeur à l'université de Louvain.)

### « A EUX DE CHOISIR »

(...) Il y a de quoi être consterné, par l'argument qu'avance Serge Kiersfeld dans le Monde du 12 juin pour tenter de justifier la programmation du film de Mosco : « Les Français sont assez adultes pour se faire leur opinion en regardant le film de Mosco. A eux de choisir entre les deux thèses proposées... »

La « à eux de choisir », à lui seul, est un monument de roublarderie. Concluons : seulement que, pour S. Kiersfeld, le critère de la vérité historique, c'est... l'opinion publi-

que... C'était simple mais il fallait y penser...

Qui ne voit, en outre, qu'en juxtaposant deux thèses incompatibles - dont l'une étant vraie (à moins qu'on ne fasse une émission ?), l'autre est nécessairement fautive - on prend le risque d'élever à une égale dignité la vérité et le mensonge et qu'à ce jeu le faux finit par discréditer le vrai, cependant que le vrai apparaît le faux (...).

JEAN-CLAUDE GANDIGLIO,  
professeur  
(Albi, Tarn.)

975-1900  
ECENNE

de dix mille femmes  
et pour la construction  
de la femme.  
qui peut être à la  
des pays pauvres  
séries dont souffrent  
les pays développés  
Saxonnies et  
aujourd'hui  
force, les lois  
est l'esprit  
les pouvoirs qu'elle

ANCAISE

TABLEAU NOIR  
LES NATIONS UNIES

TABLEAU NOIR  
LES NATIONS UNIES

TABLEAU NOIR  
LES NATIONS UNIES

هذا من الأصل



# 1975-1985 DÉCENNIE DE LA FEMME

Plus de dix mille femmes sont rassemblées à Nairobi depuis le 10 juillet et jusqu'au 26 juillet pour la conférence internationale des Nations unies qui marque la fin de la Décennie de la femme, décidée à Mexico en 1975.

Le bilan qui peut être dressé à cette occasion est très contrasté. Si la condition féminine est, dans les pays pauvres, et notamment en Afrique, inexorablement liée aux difficultés matérielles dont souffre l'ensemble de la population, les femmes ont, en revanche, obtenu dans les pays développés une meilleure reconnaissance de leurs droits.

Les Anglo-Saxonnes et les Scandinaves avaient pris de l'avance, et quelques-unes occupent aujourd'hui des postes à haute responsabilité. Dans les pays latins comme l'Italie et la France, les lois ont depuis dix ans organisé l'égalité des hommes et des femmes. Même si l'esprit dominant ne permet pas encore à ces dernières d'exercer tous les pouvoirs qu'elles revendiquent.



## FRANÇAISES, LIBRES ET ÉGALES EN DROIT

par Christiane Chombeau

« **L**a balance mondiale de l'égalité entre les femmes et les hommes » est déséquilibrée, constate l'Organisation des Nations unies dans son rapport 1985 sur la situation des femmes dans le monde. « Du côté de la femme, trop de responsabilités, du côté de l'homme, un excès de pouvoirs. »

Pourtant, l'ONU reconnaît qu'il y a eu certains progrès ces dix dernières années. Cela se manifeste par un climat d'intérêt croissant des gouvernements et des collectivités à l'égard des femmes, une amélioration des soins de santé et l'élargissement des possibilités de formation et d'emploi.

Mais elle montre également que la somme d'injustices dont sont victimes les femmes continue d'être immense. « Alors qu'elles représentent 50 % de

ne peuvent pas avoir accès à la contraception, elles n'hésitent pas, explique le rapport, à avoir recours à l'avortement, et cela souvent dans des conditions désastreuses mettant fréquemment en péril leur propre vie. Le nombre d'IVG ainsi pratiquées s'élèverait à cinquante millions par an.

Signe des temps, les femmes doivent de plus en plus se débrouiller sans les hommes. Un tiers des foyers ont une femme à leur tête.

Les femmes assurent presque la moitié de la production alimentaire mondiale et même les trois quarts en Afrique. Mais, sur ce continent, ce sont principalement les hommes qui possèdent les terres et, dans le domaine agricole, ce sont eux qui bénéficient de la plupart des crédits, des conseils et des nouvelles techniques.

QUELLE image pourrait symboliser le chemin parcouru par les femmes ces dix dernières années en France ? Celle de ces féministes qui, il y a dix ans, manifestaient avec force pour légaliser l'avortement, et que l'on retrouve aujourd'hui dans le sillage d'un ministre des droits de la femme tenu par l'une d'elles ? Celle de ces filles plantant sur les bancs de grandes écoles qui leur étaient encore fermées hier ? Ou celle enfin de femmes exerçant un métier habituellement réservé aux hommes ?

Aucune ne suffit en elle-même, car le vent qui souffle sur la société française pour rétablir la balance entre les hommes et les femmes touche — avec des intensités diverses — tous les domaines : le monde du travail, l'éducation, la procréation, ainsi que les bastions les plus durs que sont la famille et les sphères du pouvoir.

Personne ne nie aujourd'hui le rôle fondamental joué par les féministes dans le déclenchement de ce processus. A peine lancés, leurs thèmes de lutte sur la contraception puis sur l'avortement trouvent un écho inespéré parmi les Françaises tiraillées entre leur rôle de mère-épouse et leur souci grandissant de se lancer sur le marché du travail.

Le vaste mouvement féministe contestataire avec son harcèlement et ses excès finit par faire prendre conscience aux dirigeants qu'il existait des inégalités entre hommes et femmes, et que l'immobilisme comportait quelques dangers. C'est ainsi que fut créé le 16 juillet 1974 un secrétariat d'Etat à la condition féminine placé auprès du premier ministre et confié à Françoise Giroud. En août 1976, démissionnaire, elle fut remplacée par Nicole Pasquier, devenue déléguée nationale à la condition féminine ; déléguée transformée en septembre 1978 en secrétaire d'Etat à l'emploi féminin. Jacqueline Monon prit sa succession pendant sept mois, jusqu'à la création en septembre 1978 d'un ministère délégué à la condition féminine confié à Monique Pelletier. En février 1980, cette dernière vit ses compétences s'élargir et reçut le titre de ministre déléguée chargée de la famille et de la condition féminine.

A l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, cette notion de « condition féminine » fut remplacée par celle de « droits de la femme ». Il n'y a certes pas eu de miracles, mais pour la première fois le ministre, Yvette Roudy, put disposer d'un budget modeste mais suffisant pour assurer un certain nombre d'actions. De ministre déléguée, elle fut nom-

mée ministre à part entière en mai de cette année.

Sans ce relais du pouvoir, la cause des femmes aurait probablement avancé moins vite. Lorsque Françoise Giroud parle de son arrivée au secrétariat d'Etat, elle ne peut qu'évoquer l'immensité de la tâche qui venait de lui incomber : « Il y avait tellement à faire... Difficile de choisir », explique-t-elle. Son premier geste et le plus logique fut de dresser un inventaire qui déboucha sur la rédaction de cent une propositions.

« Chacune d'entre nous a apporté sa pierre à l'édifice », explique Monique Pelletier, « notre abjectif, en fait, est commun, seules les méthodes diffèrent ». Impossible de citer chacune de ces pierres, elles sont trop nombreuses.

Il y a, bico sûr, la loi du 17 janvier 1975 présentée par Simone Veil, permettant l'avortement en France sous certaines conditions,

enfin l'autorité parentale de la mère, devaient être complétées par une loi présentée le 1<sup>er</sup> mars 1985 au conseil des ministres pour accorder à l'homme et à la femme les mêmes pouvoirs concernant la gestion des biens communs, et leur permettre de transmettre leurs deux noms aux enfants.

La loi sur l'égalité professionnelle (1983), principal cheval de bataille d'Yvette Roudy, vient parachever la législation existante pour lutter contre toute forme de discrimination dans le travail, et surtout susciter des mesures de rattrapage en faveur des femmes.

D'innombrables textes, décrets et circulaires renforcent le dispositif législatif pour favoriser l'accès des femmes dans le monde du travail, soutenir la formation professionnelle des plus anciennes, lutter contre le sexisme dans le contenu de l'enseignement et lors de l'orientation...

Mais comme se plaît à le répéter Yvette Roudy, les textes ne

occupé, promotion...), et les incite, lorsque la disparité est trop grande, à prendre des mesures en faveur des femmes, par le biais, par exemple, de la formation professionnelle ou de l'embauche.

Immobilisme des chefs d'entreprise, immobilisme des syndicats, dont les états-majors sont composés essentiellement d'hommes. La crise économique sert actuellement de prétexte... Une « chanson » que les féministes connaissent bien.

Tout ce qui touche au pouvoir constitue toujours en France une citadelle masculine. Chaque pas en avant est remis régulièrement en question lors des échéances électorales. La bataille acharnée que mènent actuellement les femmes pour figurer en bonne place sur les listes des futures législatives en est un exemple frappant. Récemment, Yvette Roudy a refusé de voter le texte de son parti, le PS, sur la désignation des candidats. Motif : le nom-

bre insignifiant de femmes proposées à des postes éligibles. « N'importe quel courant, même le plus minoritaire, sera représenté », dit-elle, « mais les femmes, elles, ont été traitées comme des paillassons. »

Ne s'avouant pas vaincue, elle a décidé de saisir le premier secrétaire du parti pour qu'il ait au moins 15 % de candidates (on est loin des 20 % réclamés il n'y a pas si longtemps) à des places honorables. Quelle déception pour cette femme qui espérait que la proportionnelle — et la sagesse — serait une chance pour les femmes.

A droite, la situation n'est pas meilleure. Monique Pelletier, qui dit ne s'être jamais fait d'illusions sur la proportionnelle, constate que, décidément, les hommes répugnent plus que jamais à partager le pouvoir avec les femmes.

(Lire la suite page IV.)

## LE TABLEAU NOIR DES NATIONS UNIES

la population mondiale, les femmes font presque les deux tiers de toutes les heures de travail, ne reçoivent qu'un dixième des revenus du monde et possèdent moins de 1 % des biens de la planète.

C'est certainement au sein de la famille que les progrès se font le plus attendre et les femmes peuvent toujours se plaindre d'assurer une double journée de travail. Quels que soient les pays, elles continuent de s'occuper seules des enfants tout en assumant les travaux ménagers, prenant soin des champs et du petit bétail dans les pays en voie de développement, en travaillant à l'extérieur dans les pays industrialisés.

En moyenne, une Européenne qui travaille dispose de moins de la moitié du temps libre de son mari. Dans le tiers-monde, la situation est pire. La principale injustice, lie-on dans le rapport, réside moins dans le travail supplémentaire que les femmes doivent fournir en dehors du foyer que dans le fait de prétendre qu'il leur incombe à elles, et à elles seules, de faire tout le travail de la maison.

Dans quelle mesure cette accumulation des tâches les pousse-t-elle à maîtriser leur fécondité ? Nul ne peut le dire mais on constate que les femmes se mettent à recourir aux nouvelles méthodes de contraception lorsqu'elles sont mieux informées. Ainsi, en Colombie, la proportion des femmes mariées utilisant des moyens contraceptifs est passée de 21 % à 49 % entre 1970 et 1980. Ce taux atteint 80 % dans un pays comme la Grande-Bretagne. Lorsqu'elles

Citant la FAO, les Nations unies estiment que, « aujourd'hui, il devient évident qu'un des facteurs contribuant à la famine alimentaire aiguë de l'Afrique est la manière dont les femmes ont été systématiquement exclues de l'accès à la propriété de la terre et de la maîtrise de l'agriculture moderne ».

Cette façon systématique de s'adresser aux hommes sans tenir compte de ceux qui travaillent effectivement dans les secteurs concernés a fait échouer bon nombre d'efforts gouvernementaux ou conduit à des situations aberrantes. Ainsi, en Côte d'Ivoire, lorsque le gouvernement a encouragé les hommes à se convertir aux cultures de rente, on a assisté à une pénurie de denrées alimentaires de première nécessité. « Les maris s'étaient appropriés une partie des terres les plus fertiles, qu'auparavant les femmes réservaient aux cultures vivrières, et, au lieu de s'occuper de celles-ci, les épouses devaient passer le plus clair de leur temps à travailler dans les champs des hommes. »

Dans le monde, les femmes constituent un tiers de la population active officielle, mais elles occupent les postes les moins bien payés et le chômage les atteint plus que les hommes. « Pour les femmes de nombreuses régions du monde, il n'est que trop vrai de dire qu'elles sont les dernières engagées et les premières licenciées. »

CH. CH.

(Lire la suite page IV.)



Sapho, Marie-Paule Belle, Nicoletta et Yvette Roudy à l'Elysée en 1984.

puis celle du 31 décembre 1982 prévoyant sa prise en charge par la Sécurité sociale. Ces lois avaient été précédées en 1967, puis en 1974, de la légalisation et du remboursement des moyens contraceptifs.

La décennie commença également avec la refonte de la législation sur les divorces qui permet enfin aux conjoints de se séparer sans se déclarer la guerre automatiquement.

A la Sécurité sociale, la concubine est à présent reconnue comme ayant droit, au même titre que la femme mariée, et pères et mères peuvent prendre un congé parental allant jusqu'à deux ans, et bénéficier pendant celui-ci d'une allocation de 1 000 francs par mois à partir du troisième enfant.

Pour les enfants, les lois de 1970 et 1972, qui reconnaissent

suffisants pas, ce ne sont que des outils : aux femmes de s'en emparer pour que le mouvement se concrétise. L'un de ses principaux soucis consiste à multiplier les points d'information afin que les femmes connaissent leurs droits, mais aussi à harceler en permanence les administrations pour éviter l'endormissement. Car si aujourd'hui la France figure parmi les pays les mieux placés en ce qui concerne la situation des femmes, il ne faut tout de même pas basculer dans l'euphorie. Les résistances continuent d'être nombreuses et vivaces. Un exemple, celui de la loi sur l'égalité professionnelle, qu'on a le plus grand mal du monde à faire appliquer. Celle-ci a pourtant été remarquablement conçue. Elle oblige en effet les patrons des grandes et moyennes entreprises à rédiger un bilan comparatif de la situation des hommes et des femmes à tous les échelons (salaire, poste

bre insignifiant de femmes proposées à des postes éligibles. « N'importe quel courant, même le plus minoritaire, sera représenté », dit-elle, « mais les femmes, elles, ont été traitées comme des paillassons. »

Ne s'avouant pas vaincue, elle a décidé de saisir le premier secrétaire du parti pour qu'il ait au moins 15 % de candidates (on est loin des 20 % réclamés il n'y a pas si longtemps) à des places honorables. Quelle déception pour cette femme qui espérait que la proportionnelle — et la sagesse — serait une chance pour les femmes.

A droite, la situation n'est pas meilleure. Monique Pelletier, qui dit ne s'être jamais fait d'illusions sur la proportionnelle, constate que, décidément, les hommes répugnent plus que jamais à partager le pouvoir avec les femmes.

(Lire la suite page IV.)







## FEMMES 1975-1985

# SAINTE MATRONE

par Josyane Savigneau

**Découvreuse de talents pour les uns, matrone abusive pour les autres, Françoise Verny, conseillère chez Gallimard après l'avoir été chez Grasset, a toujours fait la part belle aux femmes écrivains. Celles-ci confisquent désormais les premières places des hit-parades de l'édition. Duras, Deforges, Ernaux, Avril, les raisons d'une domination que pour une fois les hommes ne discutent pas.**

FRANÇOISE VERNY ne saurait passer pour le symbole de la réussite des femmes dans l'édition, tant elle en est l'exception. Elle n'est pas non plus l'inévitable femme-alibi que s'offre désormais tout milieu éditorial. Personnage incomparable — au sens premier du mot — elle ne trouve d'égal ni chez les hommes ni chez les femmes.

Star et « gresse », aussi profondément secrète qu'elle est spectaculaire en apparence, « accoucheuse » d'auteurs selon ses admirateurs, manipulatrice avide de pouvoir selon ses détracteurs, Françoise Verny règne — hier chez Grasset, aujourd'hui chez Gallimard — quand les autres en sont encore à essayer de se frayer un passage (lire son portrait publié dans le Monde du 23 mars dernier).

En vingt ans d'édition et de réussite multimédias (de l'avènement des nouveaux philosophes, qu'elle a provoqué, aux multiples adaptations télévisées qu'elle a réalisées), elle a pu observer et analyser l'émergence des femmes, dans la dernière décennie notamment, sinon dans la littérature — dont elles n'étaient pas absentes, — du moins sur le marché littéraire, où elles occupent, depuis quelques années, les premières places.

Au début des années 70, période du féminisme triomphant, on a vu se multiplier les collections réservées aux femmes dans la plupart des grandes maisons d'édition : il n'en reste guère. Des



Françoise Verny chez Gallimard.

livres « phares », comme *Ainsi soit-elle*, de Benoîte Groult, ou *Paroles de femme*, d'Annie Leclerc (tous deux chez Grasset), ont relayé le propos féministe auprès du grand public, tandis que des ouvrages de témoignage ou de recherche, de femmes sur des femmes (pour des femmes ?), étaient publiés un peu partout.

Les femmes prenaient la parole collectivement, exprimant un courant de pensée, un mouvement social. C'était l'époque du désintérêt pour le roman et de la gloire des sciences humaines. Les femmes, majoritaires dans la société française, mais encore considérées sinon comme une minorité, du moins comme mineures, sortaient du « placard », ensemble.

Peu à peu, la frénésie des sciences humaines a laissé place à

une nostalgie de la fiction, puis à un retour au romanesque. Les femmes ont joué un grand rôle dans ce retour au romanesque, estime Françoise Verny.

On connaît le goût des femmes pour l'histoire et le romanesque, ce qui a donné une abondance de romans historiques dont les succès mojeurs sont ceux de Jeanne Baurin et de Régine Deforges. Mais cela va beaucoup plus loin. Les femmes ont osé créer, écrire dans des directions très différentes.

« Les femmes sont particulièrement sensibles à l'esprit du temps », ajoute Françoise Verny. Elles reflètent parfaitement l'époque et son individualisme. Un des plus beaux succès, exemplaire, c'est celui de Marguerite Duras cette année : un grand écrivain, une grande histoire d'amour et la rencontre avec un immense public. (Marguerite Duras a vendu plus de 780 000 exemplaires de son dernier livre, *L'Amant*, depuis septembre 1984.) « Bien sûr, quand je suis entrée dans l'édition, il y avait déjà des femmes écrivains ayant conquis un public : Christiane Rochefort, Christine de Rivcourt, Françoise Mallet-Joris et Françoise Sagan, qui ont été reconnues très jeunes. Mais le phénomène actuel (cette sorte de « confiscation » des premières places sur les listes de ventes par les femmes) est révélateur d'une réelle évolution sociale. »

Si les femmes ont le vent en poupe en littérature, où la création est individuelle, elles émergent à peine — et avec peine — au cinéma ou à la télévision. « Dès qu'il y a des copieux en jeu, on hésite encore à faire confiance aux femmes », explique Françoise Verny. De plus, il reste, quoi qu'on en dise, la vieille idée qu'on ne fait pas commander des techniciens par des femmes. Sur la capacité des femmes à la conduite des affaires, il n'y a pas eu grand changement depuis dix ans. « Dans l'édition comme dans la presse, dès qu'il s'agit de diriger, les hommes préfèrent rester entre eux. »

### Marguerite Duras et son immense public

Leurs succès ne sont ni des succès féministes ni des succès de littérature féminine. Il y a eu dans la dernière décennie une libération des femmes par rapport à la libération de la femme. Elles ont conquis le droit à l'individualité. Il suffit de citer quelques noms : Marguerite Duras, Annie Ernaux, Régine Deforges, Nicole Avril... Quoi de commun entre elles ?

Les succès littéraires des femmes ont sans doute déplu à certains hommes (mais on s'accommode vite des blessures d'amour-propre). En revanche, admettre que des femmes puissent se les aider à écrire, les publier et leur assurer un large public, c'est une autre affaire... Il faudra peut-être bien plus qu'une autre décennie pour mener à bien cette ultime conquête, l'égalité dans le pouvoir.

MARIE-FRANCE LECUR est bien trop ambicieuse. Nul ne conteste ses mérites, mais comme elle dit en souriant : « Je préférerais être choisie pour eux plutôt que pour mon sexe. » C'est là en demandant beaucoup dans le monde politique.

Pas de contresens quand même ! Mme Lecur ne correspond pas à cette vision des femmes en politique que lui décrivait, le jour de son entrée au conseil général du Val-d'Oise, M. Yves de Kerveguen, qui fut longtemps le suppléant de M. Michel Parlatrisky. « Ce sont toujours les femmes qui ont mené la politique. Depuis les ancêtres, elles ont fait la grandeur de la France. » Non, tout simplement Marie-France Lecur doit,

elle n'a jamais ressenti une telle attente. Ce n'est pas une grande vedette du Palais-Bourbon, mais elle y treuve beaucoup.

Depuis que, le 9 juillet 1981, elle est montée à la tribune « malade de rac » pour, au nom des nouveaux élus socialistes, apporter son soutien au gouvernement de Pierre Mauroy, elle a pris l'habitude de graver les quelques marches qui permettent de s'adresser à l'hémicycle pour tenter de faire comprendre dans cet univers masculin « le souci de la vie quotidienne la défense du mouvement associatif, le volontariat d'être concrète ».

Pas de grande tirade féministe pour Marie-France Lecur, qui ne s'est associée à aucune des grandes batailles de ses collègues femmes, mais qui fut le rap-

## VOTRE DÉPUTÉE

bien à contrecoeur constater : « Je me défends d'être féministe mais j'ai toujours profité de ce mouvement. »

En 1976, quand la section socialiste de Pontoise doit trouver un candidat contre l'apparement inderacinable maire de la ville et président du conseil général, M. Adolphe Chenuvin, c'est parce qu'elle est enseignante certifiée et qu'un combat politique ne peut nuire à sa carrière professionnelle qu'elle est choisie après que six hommes eurent renoncé. Une triangulaire inespérée lui permet de l'emporter.

Cinq ans plus tard, il faut préparer les législatives de la vague rose. Mme Lecur n'a pas de prétentions. Chez elle, le siège est déjà détenu par un socialiste. Dans la circonscription voisine, celle de Montmorency, elle défend la candidature d'un de ses amis rocardiens. Seulement, Paris, usant d'une technique alors fréquemment utilisée, annonce que la place doit revenir à une femme. Avec 274 voix d'avance sur 80 626 suffrages exprimés, elle l'emporte.

Aujourd'hui encore, elle doit bien constater que si elle figure — ce qui est loin d'être assuré — sur la liste de son parti dans le Val-d'Oise en position éligible, elle le devra à son sexe plutôt qu'à son travail.

Pourtant Marie-France Lecur a su tenir sa place dans ce monde difficile où les élus locaux ne lui pardonnent guère d'être une femme, même si, à Paris,

porteur du projet de loi sur l'égalité professionnelle des hommes et des femmes, et qui tient beaucoup au « e » féminin avec lequel elle titre sa « lettre de votre députée ».

C'est sa façon à elle de défendre la condition féminine. Elle qui se félicite que les femmes soient « moins ardentes que les hommes dans la course au pouvoir, à l'argent, aux honneurs ». Elle qui reconnaît que l'héritage des femmes de sa famille « petite-bourgeoise, catholique et provinciale » continue à peser sur elle en lui dormant quelques regrets de ne pas avoir s'occuper de ses deux enfants. Elle qui évoque avec plaisir les vacances cavaillonnaises où elle se livre aux joies de la cuisine et de la confiture, la « vraie vie », dit-elle nostalgique. Mais elle qui voudrait être d'abord socialiste, ensuite députée, enfin seulement, femme.

Et son mari ? Enseignant lui aussi, il est, depuis mai 1981, membre officieux de cabinets ministériels : « Il aura plus influencé que moi les actes du gouvernement ; il a plus de pouvoir que moi », constate-t-elle sans regrets.

Le pouvoir dans l'ombre pour le mari. Les attributs de l'élite pour la femme. Dans le ménage Lecur, la hiérarchie traditionnelle, qui accorde les responsabilités les plus importantes à l'homme, est, malgré les apparences, respectée.

THIERRY BRÉHIER.

# ITALIE : LE CODE ANTI-NAPOLÉON

par Marie-Delphine Bonata

IL suffit de composer un numéro de téléphone, le 1661, pour que, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, fonctionnent, par les soins du ministère de la santé publique, un service « femme ».

Un coup de téléphone, et l'on sait tout sur le contrôle des naissances, sur les aspects les plus intimes de la santé de la femme et de celle de l'enfant : une sorte de docteur Spock est ainsi à la constante disposition des Italiens. Une voix de femme explique avec calme les difficultés dues à un stérilet, que faire si l'on a oublié de prendre la pilule et même comment prévenir les inconvénients éventuellement ressentis par l'homme dérangé par les techniques contraceptives.

C'est en somme la fin des rougissements de jeune fille, de la gêne à parler de ces « choses-là ». La lycéenne n'a plus besoin d'affronter les sermones d'une mère pas toujours conciliante et, comme dirait le Don Juan de Mozart, même « la geyan principiante » peut s'informer anonymement de toutes les techniques possibles pour faire l'amour sans risques. Le téléphone répond, il ne s'impatiente jamais, et si l'on ne comprend pas, il répète à l'infini.

Ce service téléphonique peut paraître anecdotique, mais, pour l'Italie, c'est un vrai miracle.

Il faut dire que bien des choses ont changé depuis que Jean-François Revel provoqua un petit scandale dans la Péninsule avec son livre *Pour l'Italie*, dans lequel il affirmait que les femmes italiennes n'avaient même pas encore appris à s'épiler les jambes.

Les Italiennes ont peut-être commencé tard à se préoccuper de leur situation, mais, en une décennie, elles ont fait des pas de géant. La première révélation de cette mutation remonte à 1974 et au référendum qui se proposait d'abroger la loi sur le divorce. Votée en 1970, négociée avec tact entre les partis laïcs et le Vatican, cette loi n'était guère appréciée par le machisme catholique italien. Le saut semblait trop grand.

Jusqu'en 1970, le mariage était indissoluble, le code civil obligeait la femme à obéir au mari, à le suivre partout, à accepter même son « ius corrigendum » (droit de punition) sans broncher et sans pouvoir dénoncer sa violence, tandis que la moindre escapade adultérine risquait de la conduire en prison.

Grâce à l'ombre du code Napoléon, la femme italienne n'inspirait que peu de confiance aux partis de la gauche traditionnelle (communistes et socialistes) qui affirment le référendum

contre le divorce convaincus que les traditions et la foi religieuse (faisant du mariage un sacrement) l'emporteraient, par la faute même des femmes. Ils se trompaient. Les partisans du divorce remportèrent une écrasante victoire attribuée au « peuple des femmes ». Jusqu'à l'aube, Rome fut en fête, les femmes occupant la nuit et la ville.

### Expier les « péchés » masculins

A partir de ce moment, la guerre de libération de la femme se transforma en une sorte de marche triomphale. Une année plus tard, en 1975, une nouvelle loi, celle de la réforme du droit de la famille, modifia radicalement la condition de la femme : les enfants nés hors du mariage pouvaient désormais être reconnus ; la séparation des biens était instaurée ; un régime démocratique et égalitaire s'installait au sein des familles italiennes.

En 1977, sur la lancée de ces victoires, qui sont une façon d'expier les « péchés » masculins, le Parlement approuve la loi numéro 903 sur l'égalité dans le travail entre l'homme et la femme : la femme doit jouir non seulement de l'égalité salariale mais du droit égal d'accès à toutes les carrières. Cette égalité s'étend

à des domaines divers. Si l'enfant est malade, le père doit aussi pouvoir être mis en congé-maladie et soigner la rougeole ou la scarlatine de son fils.

En 1978, une loi sur l'interruption de grossesse éte tout caractère de délit à l'avortement. Trois ans plus tard, un référendum, demandé par ceux qui veulent abroger cette loi est rejeté sans autre formalité. Toutes les batailles politiques sont accompagnées, ces années-là, par de gigantesques manifestations féminines, même après la crise des mouvements de gauche. Il ne fait pas de doute que l'émancipation de la femme est accélérée par la grande vague féministe : « Nous voulons être libres, nous refusons d'être assimilées à l'homme, nous sommes contre toutes les oppressions », disaient-elles.

Le mouvement de libération de la femme, qui a été en Italie plus vaste et plus virulent que dans les autres pays, ne dura toutefois pas longtemps ; suffisamment cependant pour que ses effets sur la culture et sur la politique soient déterminants. Le féminisme est à l'ordre du jour dans tous les partis. Le mouvement extraparlémentaire Lotta continua est même pratiquement liquidé en l'espace d'une Assemblée par la révolte des femmes qui le compo-

sent. Le Parti communiste est lui aussi fortement ébranlé.

Aujourd'hui, alors que le féminisme n'existe plus qu'au niveau des institutions, c'est le PCI qui compte le plus de femmes au Parlement (ainsi, la présidente de la Chambre des députés est Nilde Iotti, membre du comité central) et dans les administrations locales. Avec ses 32 députés, le PCI représente 71 % de toutes les femmes parlementaires (le PSI n'a que deux députées).

### Sept ans pour divorcer

Le référendum sur l'avortement a été le dernier succès enregistré conjointement par les forces féministes et celles favorables à l'émancipation. Le crépuscule du mouvement a des raisons communes à celles des autres pays occidentaux. Mariella Gramaglia, jeune directrice du journal *Nuï donne*, qui depuis le 8 mars a reparu totalement renoué, après quarante ans d'existence honorée aux côtés des grands partis de masse, explique qu'en Italie il faut ajouter « la crise du mouvement ouvrier, les effets destructeurs du terrorisme, la défaite du PCI, en tout cas un tel qui force qui se proposait de gouverner le pays. Tout cela a contribué à désagréger le mouvement fémi-

niste. Il n'est cependant pas pour autant mort. Je préfère dire qu'il est en veilleuse. »

Le reflux qui connaît le mouvement féministe, comme après un raz de marée, a laissé un paysage modifié. La « plante des femmes » a changé, mais le bilan n'est pas négatif, ni sur le plan de la transformation irréversible des relations entre l'homme et la femme « dans le privé », ni sur celui des droits conquis, même si la réalité ne correspond pas toujours aux dispositions légales.

Les lois existent, mais le pourcentage des hommes qui restent à la maison pour soigner leurs enfants est incalculable. L'interruption de grossesse est autorisée, mais les structures disponibles sont souvent défectueuses, ou bien les médecins se réfugient derrière le principe du droit à la vie. Le divorce est un droit, mais il faut attendre environ sept ans avant de l'obtenir. L'égalité en matière de travail est une grande victoire, mais l'absence d'infrastructures adéquates oblige bien des femmes à rester au foyer.

Cependant, le gouvernement Craxi a nommé une « commission pour la parité », dirigée par la socialiste Elena Marinucci.

(Lire la suite page 17.)







## FEMMES 1975-1985

# 1 DOLLAR POUR LUI, 62 CENTS POUR ELLE

par Henri Pierre

**Même aux Etats-Unis, où les pionnières ont largement participé à la formation de la nation, la présence des femmes aux postes de premier plan, en politique ou dans les affaires, demeure exceptionnelle. Surtout, de plus en plus nombreuses à travailler, elles sont loin d'avoir obtenu l'égalité à un chapitre primordial, celui de la feuille de paie.**

**L**A nomination, en juillet 1984, de Geraldine Ferraro comme candidate démocrate à la vice-présidence des Etats-Unis a-t-elle été « un événement spectaculaire du féminisme » ou « une nouvelle étape vers l'affranchissement total des femmes », comme le disaient alors les commentateurs les plus autorisés ? L'échec de cette candidate, dû partiellement à la réaction négative de larges secteurs de l'électorat masculin, assombrit quelque peu cette vision optimiste.

Jugez dans cette perspective historique, la présence d'une femme sur le « ticket » d'un des deux grands partis garde néanmoins une valeur symbolique. Geraldine Ferraro aura joué, un rôle de pionnière, tout comme jadis Jackie Robinson, premier joueur noir des clubs de base-ball, ou John Kennedy, premier président catholique, élu trente-deux ans après l'échec d'Al Smith, candidat de la même foi.

Aujourd'hui, il est permis à une jeune écolière de partager le rêve des petits garçons de sa classe de devenir un jour président des Etats-Unis.

A dire vrai, la nomination et l'échec de Geraldine Ferraro caractérisent bien la condition des Américaines. Un grand pas a été accompli vers l'égalité des sexes, mais il reste encore beaucoup à faire. Les progrès ne sont pas à la hauteur des espoirs et ne correspondent pas aux changements majeurs intervenus dans la structure économique et sociale.

Certes, la proportion des femmes dans la population active a sensiblement augmenté. Selon les statistiques officielles, le nom-

bre des mères de famille travaillant à l'extérieur a presque triplé depuis 1950, et les « ménagères » ne représentent plus que 12 % des foyers. On note également l'accroissement du nombre des mères de famille ayant des enfants en bas âge et occupant un emploi (21 % en 1978, 33 % en 1983). Ainsi, un nombre croissant de femmes refusent de faire un choix entre carrière et famille et s'efforcent de concilier les deux genres de vie.

Il n'est pas étonnant que les femmes soient, aujourd'hui, plus nombreuses dans les professions libérales. En dix ans, le nombre des diplômées des écoles de médecine est passé de sept cents à quatre mille, celui des écoles de droit de huit cents à onze mille.

Mais, finalement, on trouve peu de femmes dans des postes de responsabilité. Certes, depuis 1972, le nombre des femmes gestionnaires est passé de 18 % à plus de 32 %, mais très peu se trouvent à la tête de grandes entreprises. Et cela essentiellement parce que les PDG ont tendance à préférer un successeur masculin.

### 5 % des postes politiques

Si limités qu'ils aient été, les progrès accomplis dans l'ordre économique ont eu des répercussions sur la représentation politique des femmes. Ainsi, entre 1971 et 1983, la proportion des femmes dans les Assemblées législatives des Etats a triplé. Le nombre de femmes maires dans les villes de plus de trente mille habitants, parmi lesquelles de grandes centres urbains comme Houston ou San Francisco, est passé de sept à sept cent soixante.

Mais, finalement, on ne compte que vingt-cinq femmes parmi les cinq cent trente-quatre membres du Congrès, dont deux sénateurs (républicains) : Nancy Kassebaum (Kansas) et Paula Hawkins (Floride). Sur les cinquante postes de gouverneur d'Etat, on ne compte que deux femmes : Martha Collins (Kentucky), Madeleine Kunin (Vermont).

Bref, les femmes, qui représentent 53 % de l'électorat et qui ont tendance à être plus nombreuses à voter que les hommes, ne détiennent que 5 % des postes politiques. Les hommes continuent de contrôler les machines et la distribution des fonds électoraux. Ainsi, aux élections au Congrès de 1982, les candidates ne reçurent que 7 % du total des fonds attribués par les comités électoraux.

### Des salaires nettement inférieurs

Certes, les médias donnent beaucoup de place à M<sup>me</sup> O'Connor, première femme juge à la Cour suprême, à l'astronaute Sally Ride, à Elizabeth Dole, ministre des transports. Mais, jusqu'à un certain point, le système politique, bien contrôlé par les appareils des partis, exclut qu'on voie accéder des femmes aux plus hauts postes à responsabilité, comme M<sup>me</sup> Thatcher et, hier, Indira Gandhi et Golda Meïr. L'impact des femmes dans le scrutin est discutable. En 1984, celles-ci ne votèrent pas, comme on s'y attendait, contre le président Reagan, vivement critiqué par les organisations féministes.

En fait, à la grande déception des démocrates, le vote féminin s'est divisé à peu près par moitié, et plusieurs sondages ont indiqué qu'un nombre substantiel de femmes aimait le style « macho » du président sortant.

Mais la discrimination la plus choquante affectant les femmes est l'inégalité des salaires. Aujourd'hui, même en travaillant à temps complet, elles gagnent en moyenne 40 % de moins que les hommes. Plus précisément, pour chaque dollar reçu par un travailleur masculin, une femme ne reçoit que 62 cents.

L'écart persiste dans le secteur des professions libérales. Selon une étude de l'université Colum-

bia, un professeur de l'administration des affaires gagne 20 % de plus que son homologue féminin et, dans les sciences, l'ingénierie ou l'informatique, les salaires des femmes sont de 10 à 20 % inférieurs à ceux des hommes. En 1983, 26 % des hommes, mais seulement 5 % des femmes, disposaient d'un revenu annuel de 25 000 dollars ou davantage.

Ainsi, une des revendications essentielles des organisations féministes est celle de l'équité des salaires reposant sur une comparaison des aptitudes, des efforts et des responsabilités. Sur cette base, une assistante sociale devrait gagner autant qu'un soudeur, une secrétaire autant qu'un plombier. Les femmes veulent ainsi compenser le fait que les hommes les aient cantonnées longtemps dans les emplois les plus faiblement payés, mais les employeurs estiment que les salaires doivent être déterminés par la loi du marché.

Ici comme ailleurs, l'afflux des femmes sur le marché du travail a altéré la vie familiale, les hommes assumant une plus grande partie des travaux domestiques ; les garderies d'enfants sont nombreuses. En dépit de quelques abus, ces garderies sont populaires, mais leurs prix, variant de 2 000 dollars à 6 000 dollars annuellement, sont prohibitifs pour la majorité des familles.

On évalue à cinq millions le nombre des enfants de moins de cinq ans allant dans les garderies ; une récente étude de l'Académie des sciences conclut que les enfants des femmes travaillant à l'extérieur réussissent aussi bien que ceux des femmes au foyer.

Dans l'ensemble, en dépit des progrès accomplis dans tous les domaines, l'affranchissement des femmes est loin d'être complet. Certes, les organisations familiales ont marqué des points importants, à commencer par la légalisation de l'avortement, décidée par la Cour suprême en 1973. Mais, à en juger par la bruyante mobilisation des adversaires de l'avortement, depuis le président Reagan jusqu'aux divers groupes, allant des plus modérés comme les Eglises jusqu'aux plus fanatiques, jetant des bombes sur les éliminés, la bataille est loin d'être définitivement gagnée.



Couverture de la revue féministe « Ms. »

De même, les efforts entrepris pour obtenir un amendement constitutionnel sur l'égalité des droits n'ont pas abouti. La majorité des deux tiers des Etats requise pour la ratification n'a pas été atteinte. Ainsi, les lois des Etats établissant une discrimination restent valides, obligeant les femmes à aller en justice pour en contester l'application.

Entre les aspirations des femmes américaines et la réalité, un écart demeure. Il est mal ressenti, dans la mesure où, dès l'école, les Américaines sont entretenues dans l'idée que toutes les portes sont ouvertes, que l'Amérique leur offre toutes les possibilités.

Finalement, contrairement aux apparences, les femmes n'exer-

cent qu'une influence marginale dans une société au progrès de laquelle elles ont beaucoup contribué. Elles ont joué un rôle important au moment de la colonisation, faisant le coup de feu contre les Indiens aux côtés des hommes, qu'elles ont « civilisés », mais le pouvoir réel leur échappe encore. Elles ont seulement réussi dans le monde des femmes, bien distinct de celui des hommes et communiquant mal avec lui. Ainsi, au siècle dernier, Tocqueville écrivait : « L'Amérique est le pays du monde où l'on a pris le soin de tracer aux deux sexes des lignes d'action nettement séparées et où on a voulu que tous deux marchent d'un pas égal, mais dans des chemins toujours différents. »

## JAPON : UNE LOI POUR NAIROBI ET POUR LA FORME

par Roland-Pierre Paringaux

**L'**ASSEMBLEE japonaise, ou plus exactement le Parti libéral démocrate, majoritaire, a approuvé récemment un projet de loi visant à abolir la discrimination sexuelle. Dans un pays où les progrès nombreux et variés enregistrés depuis une trentaine d'années n'empêchent pas que cette pratique demeure généralisée et quasiment officialisée, l'affaire est assez remarquable.

Le patronat s'était opposé jusqu'au bout — au nom de la tradition sociale et de la compétitivité économique — à l'adoption d'une telle mesure. Par ailleurs, les mouvements pour l'égalité de la femme sont les moins développés. Les enquêtes montrent qu'une majorité de femmes se satisfait encore de leur rôle de « moitié » soumise et de citoyenne de deuxième classe. Ou du moins le prévalent-elles dans les sondages.

La grande divinité de la mythologie nationale a beau être une femme (Amaterasu, déesse du Soleil), le Japon n'en reste pas moins l'empire du mâle par excellence. La discrimination s'enracine dans la conception séculaire du rôle de la femme. Par principe inférieure, la fonction qui lui est « idéalement » dévolue par la majorité est, pour l'essentiel, celle de mère et d'épouse au foyer, et accessoirement celle de femme-objet, sexual et publicitaire. La femme se marie

vers vingt-deux, vingt-quatre ans pour se consacrer exclusivement aux tâches domestiques, au mari quand il est là et surtout aux enfants. Au plan du travail, la femme est considérée comme une force d'appoint marginale et temporaire, peu susceptible de promotion et encore moins susceptible de faire carrière, sauf exception.

De 2,5 à 4 millions de femmes, selon les approximations, travaillent « à mi-temps » avec des horaires de six à huit heures par jour, cinq à six jours par semaine et un salaire horaire moyen de 500 yens (10 F). Leur nombre s'accroît rapidement dans le secteur des services et des manufactures : souplesse d'embauche et compétitivité obligent.

### A la maison, l'homme reste le maître absolu

Le nombre des femmes employées est de 22,5 millions, soit plus du tiers de la force de travail globale. La majorité des grandes entreprises refusent l'embauche des jeunes femmes diplômées. L'Etat ne garantit pas plus d'égalité professionnelle ou salariale que de la part. Partout les salaires moyens sont, à compétences et à tâches égales, moitié moindre pour les femmes. La situation s'est même détériorée depuis

dix ans. La plupart des syndicats, dont les adhérents masculins profitent de la situation, ignorent superbement ces problèmes.

On peut encore noter que seulement 0,8 % des femmes ont des postes de responsabilité (soit moins qu'en Thaïlande par exemple). Elles sont 1,5 % dans les assemblées locales. Certaines professions leur restent complètement fermées. La promotion d'une femme à un poste de responsabilité fait encore ici les gros titres de la presse.

Une récente enquête montre que pour 80 % des répondants « le statut social des femmes s'est amélioré depuis dix ans », grâce surtout à la campagne des Nations unies mais aussi pour cause de progrès économique. Au-delà du constat général, 20 % seulement jugent que la condition de la femme s'est améliorée dans le travail et 8 % au foyer : à la maison, l'homme reste le maître absolu. 80 % des gens souhaitent la promotion des femmes dans l'administration selon leurs compétences.

Au vu de tout cela, il peut paraître surprenant d'apprendre que 80 % des hommes se sentent menacés par l'« intrusion » de la femme dans des domaines de tout temps réservés aux mâles. C'est pourtant le cas. Sevent-tis que la compétence des femmes est souvent plus grande que celle des

cadres masculins stéréotypés qui forment les légions laborieuses de la nation ? Que nombre de sociétés étrangères établies au Japon donnent leur chance à des Japonaises dédaignant faire carrière et ne se plaignent pas ?

### Législation étrangère et tradition nipponne

Toutes les formations de l'opposition, des communistes aux bouddhistes centristes, se sont abstenues de voter la loi d'abolition de la discrimination. Pour elles, le texte ne serait qu'une formule de compromis gouvernemental permettant à Tokyo de tenir ses engagements internationaux. Le Japon s'est en effet engagé à ratifier la convention des Nations unies sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes avant la fin de la Décennie de la femme. Le passage de la nouvelle loi va lui permettre de signer cette convention à Nairobi.

Ceux pour qui la nouvelle loi ne correspondrait pas, au fond, à une volonté réelle de réforme soulignent que la loi est dépourvue de tout caractère contraignant.

Le gouvernement a fait savoir qu'il n'entendait pas pénaliser les employeurs contravenants. La loi se contente d'ailleurs de demander

aux employeurs de « faire des efforts » pour promouvoir l'égalité. Cette « garantie » écrite expliquerait le calme des milieux patronaux après une campagne de dénigrement, aux accents parfois xénophobes, sur le thème « législation étrangère contre tradition japonaise ».

Beaucoup estiment que la nouvelle loi risque en fait d'alourdir le charge et les conditions de travail des femmes. Certes, le texte prévoit des comités d'arbitrage locaux pour régler les cas de délit et, dans le lettré, elle garantit l'égalité (inscrite dans la Constitution depuis quarante ans...). Mais, poussant cette démarche jusqu'à son ultime logique, elle supprime les mesures de protection particulières prises par le législateur en faveur de la femme : restriction du travail de nuit, des heures supplémentaires, des congés travaillés, etc. Des mouvements féministes soulignent que la loi « punit » la femme de son droit à l'égalité en lui imposant les horaires de travail des hommes, horaires notoirement plus longs (d'un à deux mois par an) que ceux des Occidentaux.

L'emploi de millions de femmes, à des conditions salariales et sociales bien souvent inférieures à ce qu'elles sont en Europe pour des travailleurs immigrés, fait gagner chaque année des milliards aux employeurs nippons.

Les comportements, les propos et les écrits témoignent de l'anachronisme de la discrimination sexuelle dans la culture. Deux affaires, survenues au moment même où le projet de loi était soumis à la Diète, sont à cet égard révélatrices. Elles montrent que l'exemple peut venir d'en haut. En toute impunité.

La première concerne la refus opposé par un grand club de golf à la veuve de M. Moriyama, vice-ministre des affaires étrangères, qui avait été invitée à jouer par le corps diplomatique. Le club n'accepte pas les femmes, et il n'est pas le seul — au Japon et ailleurs. Le second exemple, jugé autrement plus scandaleux, concerne les déclarations faites à la presse par le directeur de l'Agence culturelle nationale. Shumon Miura a estimé, entre autres aménités de la même veine, que s'il était honteux pour un homme de violer une femme, il n'était « pas moins honteux de ne pas avoir la force de la faire ». Lui, fait du jogging pour garder la forme. Violent plutôt des femmes légères, conseillait-il en substance, elles prendront cela comme un hommage rendu à leurs charmes.

Il faudra sans doute du temps avant que la voie de l'égalité sexuelle au Japon soit pavée de bonnes intentions masculines, officielles et patronales.



## FEMMES 1975-1985

# LE DERNIER CRI DE LA MODE ISLAMIQUE

par Alexandre Bucciati

**Etendard de la révolte des femmes qui le quittèrent dès 1919 en Egypte, le voile a repris sa place sous la pression des Frères musulmans après la mort de Nasser. Il est devenu le symbole et l'enjeu de la lutte entre la restauration des principes religieux et la volonté d'émancipation. Dans tout l'Islam.**

EN 1919, la Grande Guerre vient à peine de prendre fin. La France et l'Angleterre sont occupées à dépecer la défunte empire ottoman. Le partage n'est pas encore terminé que voici l'Egypte en pleine révolte. Au Caire et à Alexandrie, dans les villes et à la campagne, les émeutes emportent tout sur leur chemin.

Fait nouveau, révolutionnaire même dans cette région du monde, des femmes ont abandonné leurs univers clos pour se joindre aux hommes descendus dans la rue. Quelques temps après, ces femmes, fortes de leur expérience contre l'occupant britannique, s'attaquent au harem et à leurs maîtres géométriques. Elles tombent le voile qui les caçait depuis des siècles. L'émancipation de la femme a commencé en pays d'Islam.

1975. Le boom pétrolier vient d'avoir lieu. La manne de l'or noir s'est abattue sur le Moyen-Orient. Des Etats et même des puissances ont jailli des sables du désert de la péninsule Arabique. Pendant ce temps, au Caire comme à Téhéran, à Beyrouth comme à Tunis et à Damas comme à Alger, les jeunes filles portaient le jean comme une seconde peau et les femmes des imitations de Chanel ou de Cardin.

Toutefois, çà et là, parmi la petite-bourgeoisie, des femmes reprenaient le voile abandonné depuis près d'un demi-siècle.

L'Egypte, une fois de plus, allait faire œuvre de pionnier.

Située au cœur du monde musulman, forte de l'Azhar, cette Sorbonne de l'Islam, de son passé historique et de sa puissance politique et militaire, elle demeurait la métropole exportatrice de courants. Premier pays musulman à avoir des femmes députées, directrices ou ministres, elle avait favorisé, notamment à travers son tout-puissant cinéma et ses innombrables séries télévisées, un modernisme à la mode occidentale. Pourtant, son influence était progressivement battue en brèche par les pétrodollars saoudiens.

Or l'Egypte, ruinée par ses guerres avec Israël et une gestion financière chaotique, avait un besoin urgent de billets verts pour ouvrir le canal de Suez à la navigation internationale et pour faire redémarrer une économie paralysée. Sadate fut donc obligé de faire des concessions, qui lui semblaient inoffensives, aux émirs du Golfe. Il favorisa, autant par conviction que par calcul, le courant islamiste.

Etouffés sous Nasser, les Frères musulmans récemment libérés ont revu de leur exil dans le Golfe commencent leur œuvre d'islamisation de la vie quotidienne. Leurs femmes ou leurs filles ont été les premières à reprendre le voile. Celles d'une partie des travailleurs égyptiens émigrés dans la péninsule Arabique ont suivi.



Même là où la rigueur islamique triomphe, des femmes ont voulu concilier le port du tchador et la coquetterie occidentale.

Ce que certains ne croyaient être qu'une mode passagère est devenu un phénomène gagnant en ampleur.

Après avoir été la cible des quolibets goguenards, les *mohagab* (portant le *higab*, le voile) ne choquaient plus. A l'inverse, elles avaient la faveur des « machos », qui y voyaient un retour à leur toute-puissance d'antan. Le *higab* est un premier pas vers le baram, et le harem c'est le retour à la condition de seigneur et maître d'avant le féminisme.

Les islamistes, et notamment les jeunes membres des *gamaat islamiya* (groupements islamistes), allaient systématiser l'application de cette manière de penser. A l'université du Caire, en faculté de lettres notamment, ils allaient séparer jeunes gens et jeunes filles. Les amphithéâtres, mixtes depuis des décennies, furent divisés en deux sections distinctes : les hommes à droite et les femmes à gauche. Malheur à qui, professeur ou étudiant, osait braver leur diktat. La bastonnade, et parfois même le coup de canif, étaient son châtiment.

### Sous le voile une barbe fournie

Les « sœurs musulmanes » les plus zélées disparaissent complètement sous ce que l'on surnomme au Caire une « tente ». Robes amples superposées, gants, voile et lunettes noires masquaient la moindre parcelle de leur corps. Le vêtement est tellement imperméable au regard que l'on ne peut même pas deviner la nature de l'être qui le porte. Lors d'un examen universitaire, un surveillant aussi soupçonneux qu'eudaieux exigea d'une sœur musulmane de se dévoiler afin qu'il puisse vérifier son identité.

Tenace, il parvint à ses fins malgré les protestations et les menaces des étudiants islamistes. Son intuition était exacte puisque la prude jeune femme portait une barbe fournie. Elle s'était fait remplacer par son frère, licencié

en droit, et plus versé qu'elle en *chabari* (législation islamique), le sujet de l'examen. Malgré plusieurs incidents semblables, le voile a continué à gagner du terrain, notamment dans l'administration. Le *hegab* est même devenu une condition *sine qua non* pour travailler dans l'administration de l'Azhar.

### « Dresser » sa femme

Mais le port du voile n'est que le signe extérieur de la détérioration des conditions de la femme qui a accompagné la montée de la vague islamiste. En effet, les cas de répudiation abusive se multipliaient. Des femmes se retrouvaient, après trente ans de mariage, dans la rue. Leurs conditions de vie étaient d'autant plus intolérables que même leurs familles les méprisaient ou avaient honte d'elles. En butte au mépris de la société et aux tracasseries des coureurs de jupons, qui y voyaient des proies faciles, elles devaient trouver un mari coûte que coûte ou vivre cloîtrées au sein de leur famille.

La situation est encore plus dramatique si le mari, plutôt que de divorcer, décide de « dresser » sa femme. Le tribunal lui confère le droit de l'obliger, police à l'appui, à intégrer le *beit el taa* (la maison de l'obéissance aveugle). Cette « maison de redressement » ne comprend, conformément à la loi coranique, que le strict minimum : quatre murs, un lit, un lieu d'aisance et de quoi cuisiner. La menace du *beit el taa* est telle qu'une bonne partie des femmes, en particulier dans les milieux populaires ou ruraux, préfèrent supporter les caprices, parfois violents, du mari, que de risquer de l'indisposer. Elles évitent en même temps le danger de polygamie, qui, selon les dernières statistiques publiées — celles de 1970 — sévissait dans un ménage sur dix en Egypte.

Certains maximalistes musulmans allèrent même jusqu'à déposer une motion devant le Parlement pour interdire aux femmes

de travailler. « Elles ne produisent pas la moitié de ce que produit un homme, elles sont toujours malades ou enceintes, elles rendent plus aiguë la crise des transports publics et, enfin, elles ne remplissent plus leurs devoirs envers les époux et les enfants », affirmait un député islamiste. Si la motion n'est pas passée, il n'empêche qu'elle est implicitement appliquée dans certaines administrations et compagnies du secteur public, qui engagent systématiquement des hommes, même pour le secrétariat et la dactylographie.

### Jihane Sadate et le « statut personnel »

Toutefois, les femmes n'ont pas manqué de réagir et ont même réussi à remporter certaines victoires. En 1979, grâce au patronage de Jihane Sadate, l'épouse du président assassiné, une nouvelle loi du « statut personnel », moins défavorable à la femme, a été adoptée par décret-loi présidentiel.

Selon les clauses de cette nouvelle loi, la femme a le droit de demander le divorce, tout en conservant ses droits en cas de polygamie. De plus, si la femme répudiée a des enfants en bas âge (dix ans pour le garçon et douze ans pour la fille), elle garde le logis conjugal. Cette dernière clause a eu pour effet de réduire de manière significative le nombre de répudiations abusives. Crise du logement aidant, le mari « macho » préférerait « subir » sa femme pour garder un toit.

Décriée comme anti-coranique par les islamistes et les conservateurs de tout crin, la nouvelle loi a même été une des causes indirectes de l'assassinat du président Sadate, accusé d'être totalement dominé par une « nana ». Quelque temps avant sa mort, il avait même créé trente sièges au Parlement pour la représentation des femmes. Sadate disparu, la loi de 1979 a été boycottée par certains juges probes du courant islamique, qui invoquaient le cas de

conscience. La loi fut même abrogée en mai dernier par la Haute Cour constitutionnelle pour vice de forme. Mais la victoire des islamistes n'a été que de courte durée puisque, un mois plus tard, le Parlement votait un nouvel amendement rétablissant presque intégralement le texte de 1979.

Aujourd'hui, on note, d'autre part, au Caire une récupération de l'habit islamique par la coquetterie féminine. Des défilés de mode islamique ont lieu dans les grands hôtels, tandis que des boutiques spécialisées font de la publicité pour « le dernier cri de la mode islamique du printemps et de l'été 1985 ». Le vêtement qui devait cacher le corps s'est métamorphosé en robe du soir moulante mais longue, le voile a tendance à disparaître.

Mais la partie n'est pas gagnée pour autant. La femme a toujours besoin d'une permission écrite du mari pour voyager ou travailler. Elle continue à subir l'excision dans 90 % des cas, tandis que la virginité demeure indispensable pour le mariage. Par ailleurs, si les jeunes filles de la haute bourgeoisie continuent à « s'écarter » dans les discothèques et à se baigner en deux-pièces sur les plages privées d'Alexandrie, la grande majorité des femmes demeurent des maîtresses de maisons « dociles », ne percevant le monde qu'à travers les yeux de leur seigneur et maître.

Leurs droits sont encore plus bafoués dans les pays du Golfe et en Arabie saoudite. Elles n'ont pas le droit de conduire une voiture et vivent confinées dans des harems.

Une seule exception dans ce monde phalocratique : la Tunisie. Dès 1957, les femmes jouissaient du droit de divorce, tandis que la polygamie était formellement interdite. En 1980, un nouvel amendement intervient en faveur des femmes.

L'exemple de la Tunisie, et, dans une moindre mesure, celui de l'Egypte, seront-ils école ou demeureront-ils des oasis dans un désert dominé par le sexe fort ?

## GAMALAT ET KHADIGA

PETITE, replète, le visage fatigué, Gamalat a vingt-cinq ans. Elle en paraît quarante. Quatre enfants et deux fausses couches l'ont prématurément vieillie. Elle n'a pourtant qu'une seule idée en tête : « faire un fils à mon mari ». Elle a en effet quatre filles et Awadein, son époux, commence à marquer de plus en plus son mécontentement.

La seule fois où Gamalat s'est rendue au Caire, c'était pour se faire examiner par un gynécologue. Son époux voulait s'assurer qu'elle était « normale ». Elle qui n'est jamais sortie de son village a à peine eu le temps de voir cette capitale dont elle a tant rêvé.

Analphabète comme presque toutes les paysannes, elle passe sa journée à s'occuper de la maison, de son mari, de ses enfants et des animaux tout en écoutant le radio. « Je prendrais bien la pilule, mais après avoir eu un garçon, sinon Awadein risque de prendre une femme plus jeune capable de combler ses désirs », affirme-t-elle.

Safraz, par contre, est une cairote de dix-sept ans issue d'une grande famille bourgeoise d'origine turque. Peau claire, cheveux châtain, mince et élancée, elle termine son bac au pensionnat de la Mère de Dieu. Ses parents veulent qu'elle ait « une bonne éducation ».

Elle partage ses vacances entre la plage huppée de Agami à Alexandrie et l'Europe. Au cours des derniers succès de Michael Jackson et du rock américain, alla « s'écarter » cha-

que semaine sur la piste de la discothèque du Sheraton. Elle espère pouvoir bientôt faire partie du « Régine » qui vient d'ouvrir ses portes au Caire. Pourtant, comme toutes les égyptiennes, elle cherche un beau parti. « L'amour est indispensable mais il faut quand même que mon futur époux soit de mon milieu. Je n'épouserai jamais quelqu'un qui risque de m'enfermer à la maison », dit-elle.

Khadiga a un point de vue diamétralement opposé sur la rôle de la femme. « La place d'une épouse est au domicile conjugal. La femme se divise en toutes sortes de tracasseries. » Khadiga est voilée depuis son entrée à l'université, il y a deux ans.

Fille de pauvre fonctionnaire, elle a subi l'influence de son frère aîné parti travailler en Arabie saoudite. « Quand il est revenu, sa femme portait le *hegab*. J'ai immédiatement trouvé le vêtement islamique très respectable », raconte Khadiga. Depuis trois mois, elle est fiancée à un ami de son frère qui a douze ans de plus qu'elle. Elle l'a entrevu à deux reprises en présence des deux familles. Vraisemblablement, ils ne s'approcheront pas vraiment jusqu'à la nuit des noces. La sage-femme aura vérifié au préalable la virginité de Khadiga et le mouchoir ensanglanté ayant servi à l'opération sera brandi comme un trophée de guerre.

A. B.



مقاومة المرأة

## FEMMES 1975-1985

# VIVANDIÈRES A TEMPS PLEIN EN AFRIQUE

par Achille Mbembe

EN 1975, un rapport de la Commission économique de l'Afrique relevait que, pratiquement partout dans les villages africains, les tâches auxquelles étaient astreintes les femmes exigeaient de celles-ci jusqu'à seize heures de travail par jour, à certaines périodes de l'année. Dix ans plus tard, ce constat n'a rien perdu de sa vérité.

« La femme, elle, n'a parfois pas le temps de s'asseoir... », lit-on dans le compte rendu d'un « camp paysan » organisé par la Jeunesse étudiante chrétienne féminine (JECF) dans la région agro-industrielle de Mboudou (Cameroun) en juillet 1983.

Nous voici, en tout cas, à distance raisonnable des rêves d'un certain « féminisme » en mal d'images d'Épinal, surtout lorsqu'elles concernent des problèmes aussi graves que l'excision ou la polygamie. Mais nous voilà en même temps prévenus contre les images poétiques d'une certaine idéologie de la négritude, qui ne voit en la femme noire que beauté et innocence.

Il est évident que les conditions de vie de celles que les services officiels africains dénomment les « cultivatrices » (terme dont on peut douter qu'il désigne la réalité des diverses tâches qu'elles exercent) se sont détériorées au cours des dix dernières années. Les femmes rurales continuent d'être lées des premières chaînes du col ou de la perdition.

Une étude récente, conduite en Éthiopie, montre que, pour 75 % des ménages, les femmes consacrent plus de trois heures par jour à la corvée d'eau (1). Dans de nombreux villages du Burkina, la même corvée d'eau, commencée à l'aube, s'achève rarement avant midi (2). La situation est d'une telle ampleur que, dans la zone d'Atchangbadé et ses environs (Togo), il est devenu courant d'entendre dire : « L'eau, c'est la souffrance des femmes » (3).

Les mêmes difficultés sont perceptibles en ce qui concerne le ramassage du bois. Au cours des deux dernières décennies, les zones de forêt ou de savane boisée ont diminué, suite à une exploita-

tion intensive et faute de politique de reboisement. Pour la plupart des femmes rurales, cette diminution des espaces boisés a signifié des distances de plus en plus grandes pour rapporter du bois à brûler. La pénurie de bois est aujourd'hui si manifeste dans la zone sahélienne qu'un dicton populaire de cette région dit désormais : « Il coûte aussi cher de chauffer la marmite que de la remplir ».

### Transporter le bois et l'eau

A peu près partout sur le continent, une diminution de l'espérance moyenne de vie des femmes rurales serait en cours. Cette espérance de vie s'élèverait actuellement à environ trente-cinq ans pour les femmes, contre cinquante-deux ans pour les hommes. Les efforts exigés par la culture de surfaces de plus en plus grandes, non irriguées et donc s'épuisant plus rapidement faute d'engrais, ne seraient pas étrangers à cette évolution. L'exode rural et les nombreux flux migratoires ont éloigné les hommes de leurs foyers. Ils sont devenus des coupeurs de canne à sucre, des planteurs d'hévéas, des mineurs ou simplement des chômeurs qui hantent les cités noires. Aux tâches dites traditionnelles et généralement imparties aux femmes s'en sont, par conséquent, ajoutées de nouvelles (produire la nourriture, assurer la scolarité des enfants, entretenir les cultures de rente, transformer les récoltes, construire ou réparer les habitations, etc.). En 1975, 16 % des familles dépendaient uniquement d'une femme au Mali. Dix ans plus tard, il faut penser que ce chiffre est en nette augmentation. Le phénomène est particulièrement sensible en Afrique australe, où les migrants, saisonniers ou non, font face à des législations prévoyant explicitement — pour le cas des ressortissants du Mozambique, du Malawi, du Botswana, du Swaziland et du Lesotho recrutés dans les mines sud-

**Cultiver la terre et nourrir la famille est devenu pour les femmes africaines un véritable travail. Les difficultés matérielles aggravent leur situation et retardent d'autant la définition d'un nouveau statut social. Celles qui exercent un pouvoir dans l'économie le font encore dans le même secteur, celui de l'alimentation.**



africaines — le non-regroupement familial.

Ce que l'on appelait il y a dix ans les « tâches ménagères » est en réalité un véritable travail qui, paradoxalement, n'est reconnu comme tel ni par les statisticiens ni par les planificateurs. Dans les villages, la plupart des travaux agricoles sont désormais accomplis par les femmes, qu'il s'agisse des opérations de sarclage, de

moissonnage, d'emmagasinement ou de transformation des aliments.

Certes, on a assisté, ici ou là, à l'introduction de tracteurs et d'équipements améliorés tirés par des animaux. De nouvelles technologies ont permis la mise sur pied d'extracteurs de mauvaises herbes. L'usage de la faux, des moulins à pédale, des égreneuses de maïs s'est développé. De nom-

breux projets, gouvernementaux et non gouvernementaux, concernent des domaines tels que la protection des sources, le creusement de puits, bref l'aménagement de l'eau (transport, approvisionnement, etc.).

Partout en Afrique, le problème du développement des technologies qui répondent aux difficultés du travail accompli jusqu'à présent par les femmes reste entier. Comment alléger les tâches de décollage du maïs, de pilage des céréales (sorgho, mil), là où les femmes les broient généralement entre deux pierres ou les pilent dans un mortier, au terme d'une journée de travail déjà bien remplie ?

L'extraction de l'huile à partir des noix de palme demeure une tâche faite à la main ou par foulage, procédés peu efficaces. La production de gari, de foufou, le fumage du poisson, l'élevage du riz, la conservation du manioc ou la fabrication du savon nécessitent des technologies légères qui, en améliorant les rendements, allègent le caractère pénible du travail des femmes. Ces technologies souples doivent, en même temps, répondre aux capacités locales de production et d'entretien. Il existe à ce niveau un vaste secteur où des projets de recherche pourraient associer des universités, des organisations non gouvernementales ou même gouvernementales.

Très vite se pose aussi le problème de la division du travail domestique. Que des hommes participent désormais à des tâches telles que piler le maïs, le mil, le sorgho, le riz ou toute autre nourriture de base, ou actionner des moulins pour moudre la farine, exige en effet une redistribution des rapports à l'intérieur de la famille, du village et du pays.

Il ne s'agit pas simplement d'un problème technologique, mais aussi politique et culturel, car il suppose un réaménagement des rapports sociaux et de pouvoir entre les groupes.

Jusqu'à présent, les seuls secteurs de l'éducation informelle accessibles aux femmes restent orientés vers des domaines dits « féminins » (couture, cuisine, puériculture, etc.).

Ouvrir ces secteurs aux hommes en même temps que l'on ouvre aux femmes d'autres secteurs de la formation peut être de nature à faire éclater les schémas mentaux qui justifient idéologiquement la suroccupation des femmes dans les villages et les quartiers urbains.

### Reines du commerce

Ces données ne doivent pourtant pas cacher le fait que les sociétés africaines sont travaillées par des dynamismes non seulement externes, mais aussi autochtones. Au cours de la décennie qui s'achève, le rôle des femmes s'est accru dans des secteurs d'activité tels que la pêche et le commerce du poisson, celui des denrées alimentaires et celui des tissus.

Qui ne connaît la puissance des *mama benz* du Ghana et du Togo, des *bayan salam* du Cameroun, des *ahissi* du Bénin ou des commerçantes qui, seules peut-être, réussissent à faire trembler de son vivant le dictateur guinéen Sekou Touré ?

Les femmes sont ainsi placées au centre des systèmes de sécurité alimentaire de plusieurs pays africains.

Nombreuses sont les femmes qui gèrent de petites boutiques. Elles subviennent aux dépenses familiales (loyer, amélioration de l'habitat, scolarité des enfants, etc.).

Les « veuves joyeuses » de Douala constituent un groupe de véritables entrepreneurs. Elles possèdent des ateliers, investissent

dans l'immobilier, achètent des terrains, possèdent des camions, gèrent des bars et des restaurants. Depuis les années 70 s'est développé à Abidjan ce que l'on appelle les *magasins*, réseau de restaurants populaires qui constituent des sortes de « fast-foods » tropicaux.

A Douala et à Yaoundé, de nombreuses femmes n'aspirent qu'à ouvrir un *chantier*. Il s'agit de circuits alimentaires qui essaient de capitaliser au bénéfice de leurs propriétaires la propension des bourgeois indigènes à la jouissance et le désir effréné de consommation des élites et des cadres administratifs.

Les discriminations dont les femmes sont victimes ne semblent cependant pas avoir été substantiellement réduites depuis dix ans. Ainsi en est-il de l'accès au crédit bancaire. De nombreuses *fontaines* (système d'épargne collective) ont vu le jour, dont la plupart sont dirigées par des femmes, qui tentent de supprimer les obstacles.

L'analphabétisme frappe toujours et en majorité les femmes (54 % au Kenya en 1969). Les statistiques de l'UNESCO pour 1975-1985 n'indiquent pas d'infléchissement majeur de ces tendances, tant pour l'Afrique de l'Ouest que pour l'Afrique centrale. Le pourcentage des jeunes filles qui accèdent aux études de droit, de médecine, d'ingénierie, d'agronomie, d'informatique, etc., reste faible. Les secteurs tels que la comptabilité, la sténodactylographie, la couture, l'enseignement dit ménager, bref, les métiers dits féminins, enregistrent des effectifs en augmentation.

### Notre banque à nous

La profonde crise économique qui affecte les sociétés africaines rend difficile la survie de nombreuses familles. Le sexe devient alors un enjeu des luttes sociales et politiques. Dans la plupart des pays, les femmes se trouvent au centre de ces enjeux, à la fois comme victimes et comme actrices.

L'on estime que les tendances au « droit de cuissage » se sont étendues au sein des administrations africaines depuis une décennie. Les avancements, les nominations aux postes de responsabilité, les succès ou les échecs aux examens, l'obtention de crédits ou de facilités de tous ordres, tendraient à n'être de plus en plus obtenus que moyennant des compensations sexuelles. La situation est d'une telle ampleur qu'entre elles de nombreuses femmes hésitent plus à affirmer : « Notre banque à nous, ce sont nos cuisses, nos fesses et nos seins ».

Que peuvent signifier dans ce contexte les « ministères de la condition féminine » qui ont vu le jour dans de nombreux pays africains à la fin des années 70 ?

Au sein des partis uniques, elles semblent, la plupart du temps, n'être bonnes qu'à grossir les foules qui défilent les jours de fête nationale, brandissant des pancartes et des effigies en l'honneur des « guides éclairés », psalmodiant le long chapelet des slogans et faisant tomber une pluie de « motions de soutien » dès la moindre occasion.

Compte tenu de cette difficulté d'autonomie de la société par rapport à l'État, le combat des femmes africaines paraît vain s'il ne s'inscrit pas dans un processus de large démocratisation des sociétés politiques du continent. ■

(1) ECA-UNICEF : *Improving village water supplies in Ethiopia*, 1978.

(2) *Technologie appropriée pour les femmes africaines*, Nations unies, 1981.

(3) Mangent, Rémi : *Paysans africains. Des Africains s'unissent pour améliorer leur village au Togo*, L'Harmattan, Paris, 1984.

## VUES PAR DÉSIÉ

D'IS-MOI ce que tu censure, je te dirai où on est, la société... Ce test-là vaut toutes les démonstrations. Prenez l'un des pays d'Afrique, les plus développés selon les « unités de valeurs » occidentales, en l'espèce la Côte d'Ivoire, demandez à un cinéaste africain — sans complexes — de faire un film sur les femmes de ce pays : et puis attendez.

Le résultat est sans surprise : les autorités d'Abidjan ont interdit le film le 22 février 1985, sur l'ensemble du territoire ivoirien. Motif : *Visages de femmes* est « obscène » et présente une image « dégradante » de la femme africaine. Prétexte : une longue scène où un homme et une femme font l'amour, dans la nature. *Visages de femmes*, de Désiré Ecaré, son réalisateur ivoirien, est exemplaire, dans la mesure où l'interdiction qui frappe cette œuvre lui confère une sorte de brevet d'authenticité, de réalisme (voir le *Monde* daté 30 juin-1<sup>er</sup> juillet). C'est parce que le film montre sans précautions la vie quotidienne des femmes qu'il sent le soufre.

Cette chronique villageoise des allégations sociales et sexuelles de la femme africaine est trop précise, trop vraie et parfois trop allusive : ceux qui, à Abidjan, varient quand même *Visages de femmes* comprendront ce que sous-entend Ecaré lorsqu'il fait dire (de manière un peu caricaturale, il est vrai) à une jeune fille :



« Avec mes fesses, je peux faire dissoudre le gouvernement ; avec mes seins, je peux faire nommer un ambassadeur. À Paris, à Pékin et même au Vatican. » Voilà ce que la censure ivoirienne n'a pas laissé passer.

Ces femmes qui veulent s'émanciper (« Il faut faire autre chose que faire à bouffer : avoir une activité à nous ») menacent à l'évidence l'ordre établi, elles déstabilisent la domination masculine, c'est-à-dire la société africaine, que celle-ci soit moderne ou traditionnelle.

Sous les toits de Paris, où il habite, dans le neuvième arrondissement, Désiré Ecaré rit volontiers de cet « emménagement » de la censure ivoirienne. « Nos tantes n'ont-elles pas, de tout temps, été nues ? » Et puis, *Visages de femmes*, qui « a fait 125 000 entrées en une semaine », à Paris (un record pour un film africain), sera distribué dans treize États du continent noir, via le Consortium interafricain de développement cinématographique.

Des millions d'Africains vont donc se reconnaître dans ces « visages de femmes », ces images douces et ces images dures, cette vie simple du village et ces rapports sociaux truffés de conventions. Le film est en fait, eu-delà de la poésie, une satire, parce que, dit Désiré Ecaré, « parler de l'état de la femme en Afrique donne une idée de celui des pays africains ».

Curieux bonhomme, ce Désiré Ecaré. Un peu saltimbanque. Un peu candide et très féministe (même s'il s'en défend). L'auteur de *Concerto pour un exil* et *A nous deux, France* est persuadé que la situation de la femme africaine en 1985 est celle, il y a trente ans, de la femme dans les pays européens : mêmes pesanteurs, mêmes tabous, même fonction sociale assignée une fois pour toutes.

Les femmes de Désiré Ecaré sortent un peu de la norme : elles ne cachent pas leur appât

sexuel, elles s'assument socialement par un métier qui rapporte de l'argent. Ces « suffragettes » de Treichville (le quartier populaire d'Abidjan) font un peu sourire tant elles sont stéréotypées, mais c'est à dessein que Désiré Ecaré a grossi le trait.

Il y a chez lui du pédagogue : « Ce film doit être montré, parce qu'il faut faire en sorte qu'il n'y ait pas un homme du vingtième siècle cohabitant avec une femme du Moyen Âge. » La démarche — la censure le montre — est aussi politique : « Notre développement, s'il ne nous sert pas à améliorer la vie des femmes et des hommes, ce n'est pas du développement. »

Les choses bougent, pourtant. Désiré Ecaré reconnaît que, en une décennie, les autorités africaines ont eu moins « pris conscience » qu'il faut « améliorer les conditions de vie des femmes ». En Côte d'Ivoire, les pouvoirs publics ont déjà « accepté le principe » de l'avortement. Et puis, les jeunes filles enceintes ne sont plus systématiquement mises à la porte de leur école (ce n'est pas le cas dans la plupart des pays africains) et elles peuvent même reprendre leurs études après avoir accouché.

Désiré Ecaré, cinéaste révolutionnaire ? Pourquoi pas. La lutte pour l'émancipation féminine, en Afrique, ne l'est-elle pas ?

LAURENT ZECCHINI.



## 1789-1790 : DE LA BASTILLE AU CHAMP-DE-MARS

par Rita Hermon-Belot

Dès qu'ils eurent abattu la forteresse de l'arbitraire absolu, les révolutionnaires furent conscients que le 14 juillet serait une date historique. Un an plus tard, la fête de la Fédération, véritable « mise en scène » de l'unanimité nationale, organisée au Champ-de-Mars et dans les villes de province, offrira un modèle à deux siècles de célébrations intermittentes.

On ne commémore pas le 17 juin 1789. C'est pourtant ce jour-là que les communes, se déclarant Assemblée nationale, signent la mort de l'absolutisme : la souveraineté change de titulaire, le droit divin fait place aux droits de la nation.

On ne commémore pas non plus la nuit du 4 août, qui abolit les privilèges et consacre l'égalité de droit entre les hommes.

Depuis bientôt deux siècles, c'est le 14 juillet que nous fêtons chaque année : la prise de la Bastille. Elle n'a bouleversé ni le fondement de la société des ordres ni la logique de l'absolutisme. Elle a fait beaucoup plus, elle en a détruit le symbole, la représentation de l'arbitraire.

Le début du mois de juillet 1789 fut un temps de grandes incertitudes. A Versailles, l'Assemblée nationale se consacra à la rédaction de la Constitution, mais les députés ont beau s'exhorter mutuellement à ne pas s'en laisser distraire, ils se sentent envahis de trop de périls. Le roi avait fini par accepter la fusion des ordres ; pourtant, depuis juin, il concentre ses troupes de mercenaires autour de Paris. Le 11 juillet, il renvoie furtivement Necker, le ministre qui avait la confiance de l'Assemblée.

« Le nouveau ministre est une affiche de contre-révolution, pour tout le royaume une déclaration de guerre civile (1). »

Le royaume est en proie à la disette, Paris en effervescence depuis juin ; le prix du pain y atteint son maximum le 14 juillet, et on compte dix mille éboueurs dans la capitale.

Les bourgeois redoutent la banqueroute, la Bourse est au plus bas. De Versailles, on s'attend à tout, générosité du roi encore bien-aimé, tout autant que cynisme de la cour.

Les cafés, les jardins, les échoppes et les faubourgs, toute la France parle d'un « complot aristocratique ». Rien ne viendra le démentir, surtout pas les échauffourées avec les mercenaires du Royal-Allemand qui font les premières victimes du 12 juillet, mais sont aussi l'occasion pour les soldats des gardes françaises de prendre clairement parti pour le peuple.

**L'émeute de la misère**

L'émeute qui commence le 13 est avant tout celle de la misère, le royaume en a connu de très violentes ce dernier printemps : les premiers objectifs sont les bâtiments de l'octroi et de la ferme générale, vite livrés aux flammes.

Le peuple pille les greniers, mais exige plus que du grain ; il veut des armes. Les Parisiens forment les arsenaux et se livrent même à un bricolage fébrile pour fabriquer des piques, faisant le siège des forgerons, « qui, débordés, font appel aux boulangers, aux serruriers, à tous ceux qui possèdent un four, un feu, une enclume, de quoi façonner quelque chose pour faire face au péril (2) ».

Pour l'heure, elles sont encore alliées, mais déjà deux forces se font jour : « petit peuple » des quartiers ouvriers, comme le fau-

bourg Saint-Antoine, et bourgeois parisienne dont Jaurès saluera la maturité politique.

Celle-ci se veut à la pointe du combat, mais elle songe aussi à encadrer prudemment le peuple en organisant une municipalité et une milice, la garde bourgeoise, qui, dès la nuit du 13 au 14, bat le pavé.

### Canons et fusils des Invalides

Voilà, au matin, un grand concours de peuple pour enlever aux Invalides canons et fusils que l'on distribue en pagaille à tous ceux qui veulent bien tendre la main.

Au pied de la Bastille, il y a déjà foule.

Comment naît le projet aussi irraisonnable que génial de s'y attaquer ? Irraisonnable, comme en témoigne l'« iniquité mortelle », l'« affliction » des députés qui, depuis Versailles, tentent de suivre les événements à travers les comptes rendus des messagers, tous plus dramatiques les uns que les autres, il est vrai. Génial, car on est bien tenté d'y lire, avec Michelet, une volonté anonyme, presque mystique, qui surgit de profondeurs mal connues.

La Bastille avait rassemblé contre elle tous les motifs de haine. On l'a beaucoup dit : à cette époque, elle était pratiquement déserte et jamais elle ne fut la prison du peuple. Mais elle se dressait là, hideuse et inoubliable, « écrasant le faubourg Saint-Antoine », rappel incessant de la quintessence de l'arbitraire royal : la lettre de cachet.

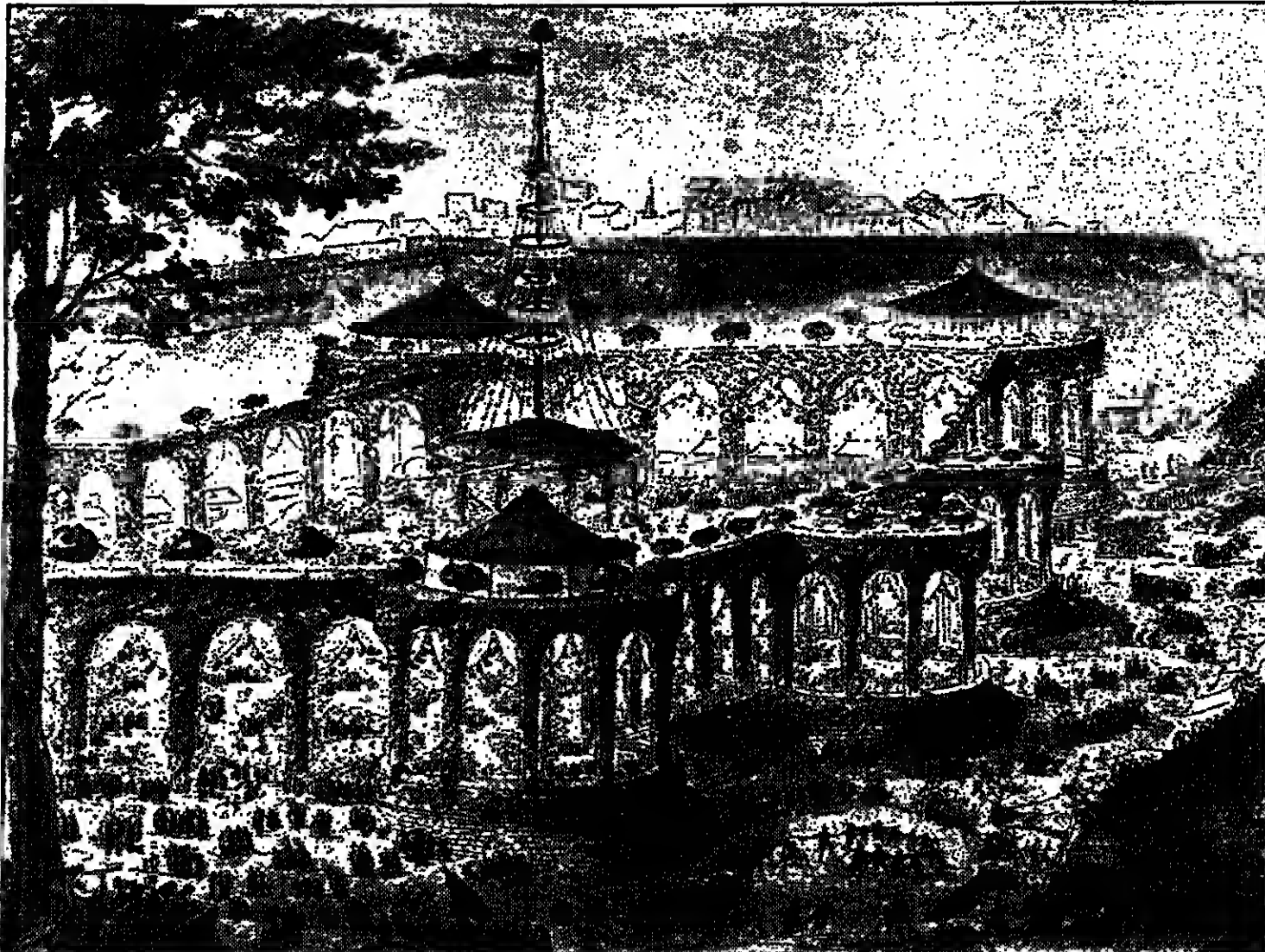
A la fin du siècle, les récits d'anciens prisonniers avaient popularisé le thème de l'atrocité prison. Récemment, d'ailleurs, des mouvements suspects avaient accueilli la défilance ; la garde d'invalides que les habitants du quartier connaissaient bien avait été renforcée par des gardes suisses qui venaient d'y transporter les stocks de poudre de l'Arse-

nal. Les récits - vibrants - de la prise de la Bastille présentent des images qui nous sont devenues familières : perfide gouverneur n'hésitant pas à faire tirer sur la foule, premières chaînes brisées ; celles du pont-levis de l'enceinte, et jusqu'aux gamins qui vont récupérer les cartouches sous une grêle de balles.

Si les assaillants étaient aussi peu organisés, parfois aussi impressionnés qu'enthousiastes, les récits les plus critiques ont rendu justice à l'audace de ceux qui s'avançaient sous la menace des canons. Ce fut là une rude entreprise : près d'une centaine de morts parmi les combattants, presque tous ouvriers, des faubourgs, souvent provinciaux, depuis peu à Paris.

Quand les portes de la prison furent ouvertes, on vit des têtes au bout des piques. La première fut celle de Launay, gouverneur de la Bastille.

Ainsi commençait la longue série des journées insurrectionnelles. Violence souvent spontanée, flambées de colère mais aussi action éminemment politique, qui



Quatre jours après les cérémonies solennelles de la fête de la Fédération au Champ-de-Mars, un bal populaire est donné le 18 juillet 1790 dans une Bastille reconstruite par des tonnelles ornées de lampions.

va donner aux événements un cours nouveau, parfois imprévisible.

La victoire est immense et reconnue de tous. C'est vrai, on n'a libéré que sept malheureux prisonniers, dont deux ont été très vite renfermés à Charenton. C'est vrai aussi, le 14 juillet n'a pas inventé le combat du peuple dans la rue.

Mais ce jour où, pour la première fois, le peuple est plus fort que le roi en abattant un des symboles les plus évidents de son pouvoir inaugure une ère nouvelle : le 15 juillet, Louis XVI vient à pied et sans escorte annoncer à l'Assemblée le retrait des troupes, dont le commandant avait d'ailleurs pris l'initiative. Il rappelle Necker et, le 17, à l'Hôtel de Ville, devant une foule qui l'accueille plutôt fraîchement, il revêt la cocarde tricolore.

Pour l'Américain Thomas Jefferson, qui était présent, ce fut « une amende honorable telle qu'aucun souverain n'en avait faite ni aucun peuple jamais reçue ».

Selon la belle formule de Jaurès, « le grand ressort de la puissance royale est cassé ». D'ailleurs, les tenants du parti aristocratique ne s'y trompent pas : le lendemain même de la prise de la Bastille, le comte d'Artois donne le signal de l'émigration.

### La fête partout tout de suite

C'est peut-être qu'en histoire les représentations sont plus importantes encore que les bouleversements juridiques.

La municipalité de Paris peut donner ordre de démolir la Bastille, les Parisiens s'attaquent joyeusement à cette nouvelle tâche, et l'entrepreneur chargé des travaux à la frotte de faire fortune en en vendant les pierres comme... souvenirs.

Comment séparer les deux premiers 14 juillet ? 1790 ne se veut pas tant l'anniversaire que la

conclusion en forme d'apothéose de 1789.

L'insurrection parisienne s'inscrivait dans un climat d'émeutes incessantes depuis 1788, mais elle a inauguré un mouvement aux dimensions nouvelles. Après Paris, dans tout le royaume, villes et campagnes ont pris leur propre Bastille, ouvert des prisons et des forteresses. Mais surtout les paysans, poussés par la famine, hantés par les rumeurs de complot, se sont attaqués à la réalité du régime seigneurial en en détruisant les fondements juridiques : lorsqu'on pille les étables, c'est d'abord pour brûler les terriers, ces registres qui tenaient le compte des redevances à payer aux seigneurs.

Dans les villes, la « révolution municipale » de l'été 1789 installe un pouvoir nouveau : les municipalités sont aux mains de la bourgeoisie, et, pour garantir cet ordre tout neuf, les milices deviennent gardes nationales et sont submergées de candidatures. La légitimité nouvelle est celle de la nation.

Ceux qui se donnent le pouvoir veulent presque, en un même mouvement, s'unir les uns aux autres, de village à village, de ville à ville, et les gardes s'allient par des pactes fédératifs.

La fête est partout et tout de suite.

La première grande fête de la Révolution, ce fut, si l'on en croit certains témoins, la prise de la Bastille elle-même, « fête sauvage » : « ceux qui m'entourent semblent s'ébranler comme s'ils s'agitaient d'une partie de plaisir », écrit Sébastien Mercier.

Au soir même de la prise de la Bastille, on danse, « il y a illumination », et, le 18, un député aux Etats généraux propose que « l'on célèbre dorénavant l'anniversaire de cet événement comme une grande fête nationale ».

Partout cortèges, musiques, bals et feux d'artifice accompagnent chaque geste politique, chaque prise du pouvoir, et cela d'autant plus qu'on aura eu

recours à la force : « Aucune scène émeutière qui ne soit dépourvue d'aspects festifs et aucune réjouissance collective où ne gronde sourdement la menace (3). »

Dès que s'instaure un nouveau rapport de forces, il est immédiatement mis en images, traduit en symboles : baissiers, cocardes, processions. La fête fédérale est avant tout une fête locale, ce qui fait sa spontanéité et son charme.

Les premiers fédérés avaient d'abord voulu s'allier face aux dangers et surtout face à la réaction dont villes et campagnes se sentaient menacées, mais la dynamique de l'union transcende tout cela : les Parisiens du district de Saint-Eustache comme les Français des provinces les plus lointaines demandent une fête qui rassemble toute la nation.

### Le roi

#### manque d'enthousiasme

Le 5 juin 1790, Bailly en fait la proposition à l'Assemblée constituante : voilà pour Paris un moyen de contrôler l'effervescence qui ne cesse d'agiter le royaume, voire d'y mettre fin, dans une grande fête pacifique qui consacre l'œuvre de la Révolution, lui assignant ainsi un terme. Le peuple prendra part à la cérémonie, bien sûr, mais en la personne des gardes nationaux du royaume, pour le reste il sera spectateur.

D'ailleurs, si on a choisi la date toute proche du 14 juillet, la prise de la Bastille et les exploits du peuple sont étrangement absents de la nouvelle fête. Il ne s'agit pas de commémorer, surtout pas de réactiver tout cela, mais de créer l'événement : la Fête de la Fédération.

Au Champ-de-Mars, devant une foule incommensurable, Talleyrand, évêque d'Autun, célèbre la messe, puis sur l'autel de la patrie, La Fayette, commandant de la garde nationale, et avec lui trente mille fédérés, prononcent un serment solennel à la nation et à la loi.

A peine a-t-on pu reprocher à la cérémonie ses dimensions écrasantes, sa longueur et surtout le manque d'enthousiasme du roi. Presque tous se sont émerveillés de la « mise en scène de l'unanimité nationale ».

Selon Mme de Staël, « les spectateurs étaient dans l'ivresse ; le roi et la liberté leur paraissaient alors complètement réunis. La monarchie limitée o toujours été le véritable vœu de la France, et le dernier moment d'un enthousiasme vraiment national s'est fait voir à cette fédération de 1790. »

De fait, ce 14 juillet-là est presque toujours évoqué avec une telle nostalgie qu'on peut y lire la réussite de ceux qui ont voulu en faire la promesse d'un âge nouveau de l'humanité.

Mais les moments les plus émouvants furent les préparatifs qui mobilisèrent le royaume. Au Champ-de-Mars, on avait vu si grand que les travaux traînaient en longueur. Alors les Parisiens s'en mêlèrent, les belles dames n'hésitant pas à saisir la pelle et la pioche au coude à coude avec les ouvriers.

La montée des gardes vers Paris anima tout le pays, suscita des milliers de rencontres et de fêtes à chaque étape où les citoyens se pressaient pour les accueillir avec des brassées de fleurs, des cérémonies patriotiques, des musiques et des discours.

Il y avait là une telle volonté de ne rompre en rien l'unité qui venait de se nouer que les organisateurs se donnèrent un mal fou pour que la moindre commune prêtât serment exactement à l'unisson de Paris.

Ce fut la première fête nationale de la France. Entre l'émeute et la fête, les Français avaient inventé leur nation, révélée dans la violence et réconciliée dans le serment.

(1) F. Furet et D. Richet, *La Révolution française*, Paris.  
(2) Sébastien Mercier, *Journal d'un bourgeois de Paris*.  
(3) Tiré de l'ouvrage fondamental et passionnant de Mona Ozouf, *La Fête révolutionnaire*, Gallimard, 1976.

1880 : LA

été non sans mal, est en 1880, de célébrer la fête nationale le jour de la prise de la Bastille. Une polémique avec l'ancien régime est lourde à porter : encore la fête

C'est en 1880, de célébrer la fête nationale le jour de la prise de la Bastille. Une polémique avec l'ancien régime est lourde à porter : encore la fête

été non sans mal, est en 1880, de célébrer la fête nationale le jour de la prise de la Bastille. Une polémique avec l'ancien régime est lourde à porter : encore la fête

été non sans mal, est en 1880, de célébrer la fête nationale le jour de la prise de la Bastille. Une polémique avec l'ancien régime est lourde à porter : encore la fête

1945 : LES

été non sans mal, est en 1880, de célébrer la fête nationale le jour de la prise de la Bastille. Une polémique avec l'ancien régime est lourde à porter : encore la fête

été non sans mal, est en 1880, de célébrer la fête nationale le jour de la prise de la Bastille. Une polémique avec l'ancien régime est lourde à porter : encore la fête

552 من الأصل



14 JUILLET

# 1880 : LA RÉPUBLIQUE DES DEUX FRANCE

par Christian Amalvi

**Reinstallée non sans mal, la République choisit, en 1880, de célébrer la fête nationale le jour anniversaire de la prise de la Bastille. Objet de polémiques avec ceux qui continuent de soutenir l'Ancien Régime, le premier 14 juillet moderne est lourd des antagonismes qui séparent encore la France en deux.**

« C'est que fut cette revue du 14 juillet 1880, ni les plus grands peintres n'ont pu le rendre ni les plus éloquentes écrivains ne l'exprimeront jamais. Pour le comprendre, sans espérer le faire, il faut avoir assisté au réveil de tout un peuple ressuscité à l'espérance. » Ainsi parle Paul Déroulède, le chantre du patriotisme cocardier et revanchard, le 12 juillet 1910 (1).

Déroulède a raison : en organisant la puissance retrouvée de l'armée française, la cérémonie de remise de nouveaux drapeaux aux anciens républicains, la République a bien donné à la première commémoration du 14 juillet un air martial et patriotique. Mais, enivrée par trop de chants du soldat et trop de sonneries guerrières, Paul Déroulède a oublié, au soir de sa vie, les autres dimensions, politique, sociale, voire religieuse, de cette journée.

Ce n'est pourtant pas un hasard si le 14 juillet ne devient fête nationale qu'à partir de 1880 (2) : pour célébrer dignement la Révolution française, il faut attendre, en 1879, la victoire définitive de Marianne, fille légitime des principes de 1789 et du suffrage universel de 1848, sur « la République des ducs » (D. Halévy), gravement compromise avec les adversaires de 89.

Les raisons qui fondent le choix du 14 juillet confirment d'ailleurs son orientation politique : le 14 juillet 1789 (associé au 14 juillet 1790, fête de la Fédération) est retenu de préférence à plusieurs événements majeurs de l'histoire contemporaine (5 mai, 20 juin, 4 août 1789, 10 août, 20-21 septembre 1792, 24 février 1848, 4 septembre 1870). Pour les vrais républicains, seule cette date peut signifier de façon indé-

chente aux vainqueurs la délivrance d'un prisonnier, la découverte de nouveaux cachots ou la sinistre trouvaille d'un squelette encore retenu au mur par la chaîne et l'anneau qui lui enserrait le cou. Ce sont des malheurs que des haines épouvantables ont plongés pour y mourir dans ces basses-fosses putrides (3).

Certains de ces documents plaquent sans scrupules les classiques romantiques, et notamment Michelet.

La portée de la fête nationale célébrée le 14 juillet 1880 n'est pas seulement militaire et politique, elle est aussi sociale : la République « opportuniste », qui nie l'existence d'une question sociale, érige en modèle — afin de mieux combattre la théorie de la lutte des classes — l'union fraternelle qui s'est spontanément formée entre bourgeois, ouvriers, soldats et paysans lors de la prise de la Bastille et qui s'est volontairement reconstruite avec la fête de la Fédération.

Ainsi, en 1880, loin d'inciter les prolétaires à la révolte contre l'Etat, la fête nationale fonctionne au contraire comme un exorcisme et comme une mise en garde implicite : dans la mesure où le bulletin de vote a définitivement remplacé la pique et le fusil comme arme de revendication et où l'instruction primaire, objet de tous les soins du nouveau régime,

permet au travailleur laborieux de s'élever dans la société, il est désormais sacrilège de se révolter contre la République, incarnation vivante des sacro-saints principes de 89, qui garantit au peuple leur application progressive.

A travers la fête nationale, la bourgeoisie républicaine s'applique à donner de la France l'image d'un pays réconcilié avec lui-même, solidement ancré aux berges de 1789, qui ne risque plus de dériver vers les récifs et les tourbillons de 1793 ou de 1871 ; et ce n'est sans doute pas un hasard si, à Paris, sur les bas-reliefs exécutés par Dalou pour la statue de la République inaugurée en 1883, la représentation de la journée du 14 juillet 1880 clôt le temps des révolutions commencées le 14 juillet 1789.

Enfin, la fête nationale se caractérise paradoxalement, en 1880, par sa dimension religieuse. Celle-ci s'exprime, de façon négative, par de violentes diatribes contre les multiples basilisses électorales toujours dressées et toujours menaçantes ; de façon plus positive, elle emprunte à la religion catholique son rituel (« processions » dans les rues, « pèlerinages » à des « sanctuaires » républicains et au pied de « saints » laïques statufiés) et son langage ; Alfred Rambaud commence ainsi sa conférence :

« Nous célébrons aujourd'hui les vigiles du 14 juillet. Demain, la grande fête ; aujourd'hui, l'office du soir. »

La droite légitimiste crie évidemment au sacrilège et, ne pouvant s'opposer au déroulement de la fête nationale, célèbre avec un faste particulier, le 15 juillet, la Saint-Henri en l'honneur du comte de Chambord alias Henri V. Elle tente surtout de ruiner la signification libératrice du 14 juillet en démythifiant la légende dorée de la prise de la Bastille diffusée par Michelet et ses épigones républicains : « Ce jour-là, en 1789, sous prétexte de sauver la Bastille sept prisonniers, dont deux étaient des voleurs, deux des faussaires, deux des assassins [...], ce jour-là, une populace ignoble o massa- cré quatre-vingt-deux invalides, trente-deux suisses, le gouverneur de la prison, un vieillard infirme, des créatures innocentes et inoffensives ! »

« On a dit que le peuple avait pris la Bastille ; ce n'est pas vrai ! la garnison s'était rendue et elle a été massacrée lâchement, comme, en 1870, les communards ont été tués et incendiés ; comme tout nous porte à craindre que feront bientôt encore les bêtes féroces que la République a déchaînées sur la France (4) ! »

Malgré ces déclarations apocalyptiques, les Français ont, dans

leur grande majorité, fêté avec l'enthousiasme bon enfant des peuples libres le 14 juillet 1880. Des zones d'ombre apparaissent cependant, et la célébration de cet événement symbolique dessine les contours des deux France antagonistes depuis bientôt un siècle : les campagnes de l'Ouest « blanc », où le souvenir de la « guerre des géants » demeure vivant, et celles du Massif Central catholique, se révèlent réfractaires aux réjouissances des « bleus ».

A Aurec, en Haute-Loire, par exemple, « le 14 juillet, fête nationale, n'enra dans les murs que tardivement : en 1882, le conseil municipal refusait encore tout crédit malgré les injonctions préfectorales [...]. L'opposition était telle, à la fin du siècle, entre république et religion, qu'Aurec ne dut connaître les retraits aux flambeaux et les feux d'artifice que bien après 1900 [...]. Aurec en ce temps-là ne vivait pratiquement qu'au rythme des fêtes et des manifestations religieuses. Processions, litanies et caniques, rogations, chemin de croix, distribution d'eau bénite, Fête-Dieu, 15 août (5). »

Devant ce clivage majeur, on ne peut s'empêcher de dresser un parallèle entre la fête nationale des Etats-Unis (4 juillet) et la nôtre : la première fait depuis 1778 l'objet d'un consensus général et a été investie d'une signification quasi immuable depuis deux siècles ; la seconde est demeurée, grosso modo de 1880 à 1945, un enjeu politique réactualisé, métamorphosé par les grands moments de notre vie nationale (Victoire de 1918, Front populaire, Libération...). Mais, au fond, n'était-ce pas le vœu secret des « pères fondateurs » eux-mêmes de nous léguer une fête ouverte sur l'avenir, une page blanche où s'inscriraient nos espérances ou nos illusions ?

(1) Paul Déroulède, « L'Alsace-Lorraine et la fête nationale : conférence faite à Paris le 12 juillet 1910 », Blois, 1910.

(2) Célébrée sous la Révolution et le Consulat, la fête du 14 juillet fut supprimée par l'Empire.

(3) P. Trochon, *Prise de la Bastille*, Lille, imp. Massart, 1880.

(4) Edouard Willmann, *Conservateurs ou républicains ? Simple lettre aux populations des campagnes*, Evroux, imp. Herissey (1880).

(5) Henri Wronski, *Pour une histoire d'Aurec* (1984).



Allégorie de la République française. Distribution des drapeaux le 14 juillet 1880, par Haysmans (BN).

# 1945 : LES CHARS DU GÉNÉRAL ET CEUX DU PC

par Gérard Namer (\*)

C'EST fête depuis trois jours. Paris a dansé les nuits des 13 et 14. Aux lampions et au petit vin blanc. Comme avant ? L'avait-on attendu, ce 14 juillet : tous ceux qui étaient revenus de l'honneur et de la peur ; tous ceux aussi qui étaient déjà bien revenus des illusions de la Libération ; tous attendaient depuis le 8 mai pour fêter enfin l'après-guerre.

Tout commence le soir du 13 juillet. De Gaulle est le maître d'œuvre : tout est théâtre ; grandiose et organisé. De 21 heures à 22 heures, des cérémonies ont lieu en même temps au Sacré-Cœur, au temple de l'Annexion, à la synagogue de la rue de la Victoire. De 22 heures à 23 heures, la foule parisienne s'amasse, entre la Concorde et l'Étoile. Les cloches sonnent ; un « V » de lumière monte de la Concorde ; seule la frise de l'Arc de triomphe est illuminée.

Des groupes remontent l'avenue à la lueur des flambeaux : « Prisonniers, résistants, combattants

d'outre-mer, population de l'empire, FFI, déportés, femmes, anciens combattants de 1914 » ; l'émotion gaillarde n'empêche pas le calcul : disperser la résistance non gaulliste, marteler l'idée d'une guerre de trente ans 1914-1945 où la défaite n'aurait été qu'un épisode, raccrocher les festes de l'empire à la gloire des combattants.

23 heures. Le canon tonne. Sous l'Arc de triomphe, Jean Guignebert, le « voix-mémoire de Londres », anime le défilé qui a lieu jusqu'à minuit : les noms des morts proclamés par chaque groupe font une place aux ombres silencieuses.

Le 14 juillet au matin, c'est l'armée qui défile. Les blindés vont soulever la poussière des quartiers populaires de la Révolution autour de la Bastille. De Gaulle multiplie les rites-mémoires. Comme en 1918, il passe au revu le front des troupes ; il attribue la place d'honneur au bey de Tunis et la cravate de la Légion d'honneur aux chefs

algériens en tenue d'apparat rouge et vert et reçoit l'hommage des chefs militaires en jeep.

Le spectacle de l'armée triomphante se prolonge l'après-midi du 14 juillet par le spectacle de la guerre exorcisée en jeu d'enfant : démonstration d'un sous-marin de poche allemand entre l'Alma et la Concorde, rondes de péniches et exercices de débarquement et, sur les berges de la Seine, pour couronner le tout, arrosage involontaire du public par les bateaux-pompiers.

Il est 15 heures. Il fait (dit le Monde) 45 degrés. Tandis que les badauds heureux se font doucher sur le pont Alexandre-III, de la Concorde vers la Bastille s'ébranle lentement la manifestation populaire organisée par le Parti communiste français.

Depuis plusieurs mois, le PCF prépare son défilé au symbole évocateur des « Etats généraux de la renaissance française ».

Comme en 1936, il s'agit maintenant de montrer un PC héritier

des Jacobins, de persuader d'une mémoire neuve de l'histoire qui efface le pacte germano-soviétique, la désertion du PC de 1939 à 1941 et le prestige de l'appel de de Gaulle, le 18 juin 1940.

On inventa, pour faire bonne mesure, un appel du 10 juin puis un second appel du 10 juillet 1940 — que l'Humanité du 10 juillet 1945 commémorera sans rire — où le secrétaire général du PC (qui était à Moscou) était censé appeler les Français à la résistance depuis le sol de France.

C'est le serment du Jeu de Paume qui occupe la première page du journal du PC du 17 juillet 1945 avec ce commentaire : « A la suite du Jeu de Paume : les délégués aux Etats généraux de la renaissance française rendent hommage aux combattants de 1789. » La commémoration va perdre de son unité à vouloir mettre en relief trop de choses : 89, 36, l'hégémonie du PC sur la résistance intérieure, les revendications économiques. Elle

sera un kaléidoscope de chars ornés de photos et de drapeaux. Sarcastiquement, le Monde décrit : « En mémoire de la Révolution française, la fête civique... les tricoteuses armées de piques et les enfants coiffés de bonnets phrygiens ; les pancartes et photos grandeur nature représentant des héros de la Résistance... le sinistre costume rayé des déportés politiques jette une note grève dans cette symphonie multicolore que composent les chars décorés aux couleurs des provinces françaises... le « Moulin de Valmy » côtoie le char de l'Union des femmes françaises » ; le char des « anciens volontaires des Brigades internationales » celui de la « Confédération générale du petit commerce et de l'artisanat ». Melting-pot de la mémoire et mauvais goût.

Pourtant, avec ses petits bals de quartier qu'il organise durant les nuits du 13 et du 14, ce 14 juillet populaire sera une réussite du PCF.

Comme l'année 1945 tout entière, ces journées du 14 juillet

sont l'objet d'un affrontement entre de Gaulle et le PC pour mettre en place, pour mettre en tête une mémoire collective mythique permettant d'oublier les lâchetés, les cruautés, les trahisons.

La mise en scène gaulliste l'emporte sur le mode majeur du pathétique. Mais c'est sans le vouloir, par la pagaille, les militants en bras de chemise et chapeau de papier, sur le mode mineur et à son insu que le PC va l'emporter. L'opéra de la gloire nationale était somptueux mais les banderoles proclamant de prosaïques revendications quotidiennes rassurent le bon peuple : comme avant, mieux qu'avant. L'après-guerre a commencé.

(\*) Professeur à l'université Paris-VII. Auteur de *Batailles pour la mémoire*, Papyrus (1983), et de *Court Traité de sociologie de la connaissance*, Klincksieck (1984).



